

Bibliothèque St-Sulpice
340 St-Denis, Montréal

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 MARS 1933

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18TH MARCH, 1933

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 1361—9-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1362—9-9

Lettres patentes

"Antoine Despatis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Antoine Despatis, senior, roulier public, Antoine Despatis, junior, comptable, Jules Narcisse Pagé, gérant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, assumer, se charger de ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, firme, association ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens ou droits convenant aux fins de la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, prendre, céder à bail, maintenir, louer ou autrement trafiquer des taxis, camions automobiles, autobus, réseaux d'omnibus, diligences ainsi que de toutes les sortes d'automobiles et de véhicules moteurs, faire affaire généralement comme voiturier privé de louage pour le transport des effets, denrées et marchandises et des personnes, approvisionner et outiller les propriétaires et opérateurs de taxis, d'automobiles, de camions automobiles (trucks) et d'autres personnes ou firmes exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la compagnie, les services, commodités, renseignements, privilèges, concessions, droits, annonces qu'on croira avantageux à la compagnie ou à ceux qui font des arrangements avec elle. En rapport avec le dit commerce, tenir, exploiter, maintenir et gérer des bureaux, garages, magasins, salles d'exposition, entrepôts ou d'autres locaux semblables pour nettoyer, garder, réparer et prendre soin généralement des camions automobiles et véhicules moteurs de toutes espèces et description, ainsi que tous les accessoires afférents et connexes, et trafiquer, vendre, acheter et généralement faire le commerce des autos de toutes espèces et description, des véhicules moteurs, camions automobiles, taxis, motocycles, moteurs, engins, huiles, du caoutchouc, du guttapercha, du cuir, du bois, des matières fibreuses,

Letters patent

"Antoine Despatis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Antoine Despatis, senior, common carrier, Antoine Despatis, junior, accountant, Jules Narcisse Pagé, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, undertake, take over or otherwise acquire the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, firm, association or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property or rights suitable for the purposes of the Company;

To buy, acquire, own, operate, take, give on lease, maintain, lease or otherwise deal in taxis, motor-trucks, autobus, omnibus lines, coaches, as well as all kinds of automobiles and motor vehicles; to carry on a general business of private carrier for hire for the transportation of wares, goods and merchandise and passengers and to supply and equip the proprietors and operators of taxis, automobiles, motor-trucks, and other persons or firms carrying on a business altogether or partly similar to that of the company, services, commodities, informations, privileges, concessions, rights, advertising it may think profitable to the company or to those making arrangements with the company; In connection with the said business to keep, operate, maintain and manage offices, garages, stores, show rooms, warehouses or other similar premises for keeping, cleaning, repairing and generally taking care of motor-trucks and motor vehicles of every kind and description, as well as all the accessories connected therewith and incidental thereto, and to trade in, sell, buy and generally deal in autos of every kind and description, motor-vehicles, motor-trucks, taxis, motor cycles, motors, engines, oil, rubber, gutta-percha, leather, wood, fibrous materials, as well as all automobiles, motor-vehicles, trucks, and other engines, parts and accessories and generally in all articles or things

ainsi que de tous automobiles, véhicules moteurs, camions (trucks) et autres engins, pièces et accessoires, et généralement de tous les articles ou choses qui pourront être avantageux et utiles en rapport avec la réalisation adéquate et féconde des objets de la compagnie;

Louer, acheter ou autrement acquérir, détenir, ériger, construire, maintenir, exploiter, vendre, trafiquer de, et d'aucune manière utiliser les bâtisses, manufactures, fabriques, machines, garages, entrepôts, ainsi que toutes les propriétés personnelles, les droits et privilèges nécessaires ou avantageux en rapport avec aucune des fins ici mentionnées, et louer, acheter ou autrement acquérir tout terrain et bien fonds nécessaires ou avantageux à l'exercice du commerce ici prévu, et lorsqu'on le jugera à propos, louer, transférer, vendre ou autrement disposer de toute cette propriété personnelle, des terrains et autres biens-fonds;

Agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations pour acheter et vendre des matériaux et produits semblables ou identiques à ceux que fabrique la présente compagnie et dont elle trafique et pour transiger tous actes et choses auxquels il est référé;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle, du commerce ou de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, accepter en compensation de cette vente, cession ou aliénation des actions, débentures, actions hypothécaires, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Prendre part à la surveillance, à l'administration ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, et pour cela nommer et rétribuer des directeurs, comptables ou d'autres experts ou agents pour administrer, gérer et exploiter comme gérant, la propriété, les franchises et affaires de la corporation dont les actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour le prix qu'on croira juste et raisonnable;

Etablir des agences et succursales;

Demander, acquérir par cessions, achats, transports ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoirs, autorisations, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Placer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aux actionnaires de la présente compagnie, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la présente ou dont la présente compagnie peut disposer;

which may seem conducive and incidental to the propre and full attainment of the objects of the company;

To lease, purchase or otherwise acquire, to hold, erect, construct, maintain, operate, deal in, sell, and in any way utilize buildings, manufactures, factories, machinery, garages, warehouses, and all personal properties, rights and privileges necessary or convenient in connection with any of the purposes herein mentioned and to buy, lease or otherwise acquire any land or real estate necessary or advantageous for the carrying on of provided for and, when deemed expedient, to sell, convey, lease or otherwise dispose of all such personal property, lands and other real estate;

To act as the agent of other persons or corporations in buying and selling materials and products identical with or similar to those manufactured or dealt in by this company and in the transaction of any of the acts or things referred to;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation; and to accept, by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the company;

To take part in the management, supervision, or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate and carry on as a manager the property, franchises, and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such price as may be deemed reasonable and proper;

To establish agencies and branches;

To apply for, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the present company by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by Article 81 of the Quebec Companies' Act, any shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to the present company, or which the present company may have power to dispose of;

Souscrire, solliciter, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement aliéner, faire valoir les parts, actions, obligations et débentures, actions hypothécaires, bons ou autres valeurs, intérêts ou titres, tous autres intérêts et réclamations contre les personnes, firmes, associations volontaires, fiducies, compagnies ou corporations à fonds social, et durant détention exercer, par uu ou plusieurs agents que les directeurs nommeront, tous droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le vote qu'ils confèrent;

Souscrire, accepter, tirer, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables. Faire enregistrer la compagnie et la faire reconnaître dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ces pays étrangers, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie, signification d'aucune procédure ou action;

Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents à commission, entrepreneurs ou en une autre qualité, par entremetteurs ou autrement, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, le tout sous le nom de "Antoine Despatis, Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars ($19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1643-o Sous-secrétaire de la Province.

"B. Fiedler, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Frank Callaghan, Léo Leblanc, avocats, Foster McNamee, gérant, de la cité de Montréal, et tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, acheter, vendre et faire le négoce de toutes classes d'effets, articles et marchandises, et sans limiter la généralité de ce que dessus, manufacturer, importer, et vendre des remèdes brevetés, des produits chimiques, savons, désinfectants, glycerine, shellac, vernis, chandelles, parfums, appareils de chirurgie de toutes sortes, fournitures pour médecins et pour hôpitaux, et articles de caoutchouc;

Acheter, cultiver, faire croître et vendre tous matériels pour telle fabrication et acquérir par achat, fabrication ou culture tous matériels, accessoires, machineries et autres articles convenables ou nécessaires à l'usage et à l'exercice du commerce, de la fabrication et de la vente tel que susdit;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou toute partie des affaires, propriétés et responsabilités

To subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, obligations, debentures, debenture stock, bonds and other securities, interest and titles, and all other interest and claims upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation and, while the holder thereof, to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To subscribe for, accept, draw, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments; to procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To do all or any of the above things as principals, commission agents, contractors or otherwise and through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Antoine Despatis, Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1644 Assistant Provincial Secretary.

"B. Fiedler, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Frank Callaghan, Leo Leblanc, advocates, Foster McNamee, manager, of the city of Montreal, and all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, buy, sell and deal in, all classes of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing, to manufacture, import and sell patent medicines, chemicals, soaps, desinfectants, glycerine, shellac, varnish, candles, perfumes, all sorts of surgical apparatus, physicians and hospital supplies, and rubber goods;

To buy, cultivate, grow and sell all material for such manufacture and to acquire by purchase, manufacture or cultivation all materials, supplies, machinery and other articles convenient or necessary for use in connection with and carrying on the business, manufacture and sale as aforesaid;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets

ou biens de tout individu, société ou compagnie exploitant un commerce que la compagnie est autorisée d'exercer ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie, et les payer en actions privilégiées ou ordinaires entièrement ou partiellement libérées, de la compagnie, ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, concernant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir toute ou toutes compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens ou engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui pourraient directement ou indirectement profiter à la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions ou arrangements au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, et en disposer autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie jugera nécessaires pour les fins de son entreprise, et les louer, les vendre ou autrement en disposer totalement ou partiellement;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou obligations, avec lesquelles la compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer ou autrement aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et payer, affecter et (exproprier) les

of any individual, partnership or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed, or property suitable for the purposes of the company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid up preference or common shares of the company, or in bonds, debentures, or other securities of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, concerning any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property or liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To enter into partnership or into any agreement or arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, and otherwise deal with the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property which the company may think necessary for the purpose of its undertaking, and to lease, sell, or otherwise dispose of the same or of any part thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or obligations with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for uch consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license or privileges which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay, affect and to expropriate any

actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif et pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Vendre, améliorer, développer, échanger, louer, disposer, mettre en valeur ou autrement négocier la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la compagnie;

Acheter avec les fonds de la compagnie, ou autrement acquérir, détenir, vendre, échanger ou autrement disposer d'actions du capital-actions de toute autre compagnie, ainsi que les obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Emettre et répartir comme actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, en paiement total ou partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété réelle ou personnelle, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, actions du capital, débentures, obligations ou autres valeurs, ou propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir par ou en vertu des pouvoirs octroyés dans les présentes;

Placer et disposer des argents de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis, de telle manière, comme il sera de temps à autre déterminé;

Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes, ou conduisent à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, ou seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "B. Fiedler, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1645 Sous-secrétaire de la Province.

of the company's shares, bonds, and assets and to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To purchase with the funds of the company or otherwise acquire, hold, sell, exchange or otherwise dispose of shares in the capital stock of any other company, also bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company;

To issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, real or personal, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, shares of stock, debentures, bonds or other securities or property or rights which may lawfully be acquired by or by virtue of the powers granted herein;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To pay all or any expenses incidental to or incurred in connection with the formation of the company;

To do all such other things as are incidental, or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, by or through trustees, agents or otherwise, or alone, or in conjunction with others, under the name of "B. Fiedler, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1646—o Assistant Provincial Secretary.

"Boiler Inspectors' Association of the Province of Quebec, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février, 1933, constituant en corporation sans capital-actions: Hervé William Johnston, James Joseph Conlin, Jean Joseph Raoul Lafleur, David Forsyth, et Arthur Plamondon, tous des cité et district de Montréal, et Joseph-Emile Banville, de la ville de Saint-Lambert, tous inspecteurs de bouilloires, dans les buts suivants:

Promouvoir par tous les moyens légitimes les intérêts de tous les inspecteurs de Bouilloires de la Province de Québec, dûment licenciés, tant par la coopération que par l'avancement des intérêts d'ordre matériel, intellectuel et social de toute personne s'occupant de ce genre d'affaire,

"Boiler Inspectors' Association of the Province of Quebec, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1933, to incorporate as a corporation without share capital: Herve William Johnston, James Joseph Conlin, Jean Joseph Raoul Lafleur, David Forsyth, and Arthur Plamondon, all of the city and district of Montreal, and Joseph Emile Banville, of the town of Saint Lambert, and all being boiler inspectors, for the following purposes:

To promote by all legitimate means the interests of all duly certificated Boiler Inspectors of the Province of Quebec, as well through co-operation as through the advancement of the material, intellectual and social interests of all those engaged in such occupation, and more especially

et plus spécialement des intérêts des membres de cette Association, et aussi prendre toutes les mesures appropriées pour la protection du public;

Accorder à l'Association le droit de fonder ou organiser, de temps à autre, des branches de l'Association à être composées des membres qui se trouveraient à résider ailleurs que dans le district de Montréal, accordant à telles branches locales tels pouvoirs et privilèges qui seront considérés nécessaires, mais ne devant pas excéder les pouvoirs accordés à l'Association elle-même;

Imposer à ses membres des redevances et des cotisations, et en faire la perception et, s'il y a lieu, le recouvrement devant les tribunaux, sous le nom de "Boiler Inspectors' Association of the Province of Quebec, Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immeubles que peut détenir la Corporation est de quarante mille dollars ($40,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1647 Sous-secrétaire de la Province.

"Chez Maurice, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: René Chenevert, Gérard Raymond et Georges Desranleau, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissement et maison de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, bière et de tabac, importateurs et manufacturiers d'eau gazeuse, minérale et artificielle et autres breuvages, pourvoyeurs, fournisseurs d'amusements publics en général, propriétaires d'automobiles, carrosses, cabs, et voitures, loueurs de chevaux, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs;

(*b*) Construire, ériger et exploiter des hôtels, maisons de rapport et logements, boutiques, manufactures, travaux, machineries, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements;

(*c*) Acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, édifices et immeubles pour l'usage d'hôtels; et louer, hypothéquer et transporter tels immeubles de la manière jugée le plus approprié aux intérêts de la corporation;

(*d*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*e*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*f*) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention,

the interests of the members thereof, as well as to take all steps that may be appropriate for the protection of the public;

To empower the Association to found or organize from time to time branches of the Association composed of those members who live elsewhere than in the district of Montreal, giving to such local branches such powers and privileges as may be deemed requisite, not exceeding the powers of the Association itself;

To impose dues and assessments upon its members, and such dues and assessments to sue for and collect, under the name of "Boiler Inspectors' Association of the Province of Quebec, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is the sum of forty thousand dollars ($40,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1648–o Assistant Provincial Secretary.

"Chez Maurice, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Rene Chenevert, Gerard Raymond and Georges Desranleau, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyers, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

(*b*) To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

(*c*) To purchase, lease or otherwise acquire lands, buildings and real estate for hotel use; and to lease, mortgage and convey such real estate in such manner as may appear to the best interests of the corporation;

(*d*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*e*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitabelf for the purposes of the company;

(*f*) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem

qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en rapport avec icelle, ou autrement mettre en valeur les propriétés, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(*g*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*h*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*i*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*j*) Etablir et supporter et aider à l'établissement et au maintien d'associations, institutions, fonds, fiducies et commodités susceptibles de bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou aux personnes à charge ou parents de telles personnes et accorder des pensions et allocations, et faire les paiements d'assurances et souscrire ou garantir l'argent pour des fins de charité et de bienfaisance ou pour toute exhibition ou pour tous objets publics, généraux ou utiles;

k. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*l*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

(*m*) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

(*n*) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*g*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*h*) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*i*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*j*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payment towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

(*k*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*l*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(*m*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*n*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*o*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*p*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*q*) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou aucune corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

(*r*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

(*s*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*t*) Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*u*) Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(*v*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

(*w*) Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

(*x*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(*y*) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(*z*) Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Chez Maurice, Inc.".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent cinquante (150) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune, et en cinquante (50) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

(*o*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*p*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*q*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*r*) To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

(*s*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*t*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

(*u*) To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

(*v*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*w*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(*x*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*y*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*z*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Chez Maurice, Inc.".

The capital stock of the company is divided into one hundred and fifty (150) preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each, and fifty (50) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

1. Les dites actions privilégiées cumulatives auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, fixe à sept pour cent (7%) par année sur le capital acquitté sur icelles;

2. Les dites actions privilégiées prendront, en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital, rang de priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, mais ne donneront pas de droits additionnels de participer aux profits et biens;

3. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de voter à aucune des assemblées des actionnaires de la compagnie et telles actions privilégiées ne qualifieront aucune personne pour être directeur de la compagnie;

4. La compagnie sera libre, de temps à autre, à son gré, de racheter toutes ou aucune partie des dites actions privilégiées à cent cinq dollars ($105.00), pourvu que, dans le cas où la compagnie rachèterait en aucun temps moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions à être ainsi rachetées seront déterminées par tirage au sort, tel tirage sera fait par une personne ou des personnes nommées par le bureau de direction de la compagnie, de la manière déterminée par le dit bureau, et un avis de trente jours sera donné au porteur ou aux porteurs des actions à être ainsi rachetées.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1649 Sous-secrétaire de la Province.

1. The said cumulative preferred shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of seven per cent (7%) per annum on the capital paid up thereon;

2. The said preferred shares shall rank, both as regards dividend and return of capital, in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits and assets;

3. The holders of the said preferred shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the company nor shall any such preferred shares qualify any person to be a director of the company;

4. The company is at liberty from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the said preferred shares at one hundred and five dollars ($105.00), provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding preferred shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, the drawing to be made by a person or persons applointed by the board of directors of the company, in such manner as may be determined by the board, and that thirty days notice be given to the holder or holders of the shares to be so redeemed.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1650–o Assistant Provincial Secretary.

"Claude Ligot, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1933, constituant en corporation: Claude Ligot, coiffeur, Demoiselle Armande Pomminville, secrétaire, tous deux de Montréal, Edmond Bernard, agent, de Outremont, dans les buts suivants:

Faire affaires comme coiffeurs, manufacturiers et marchands de produits de beauté, poudres, parfums, teintures pour cheveux, crèmes sous toutes leurs formes, ou tous autres produits, sous-produits, composants et composés, employés ou vendus dans les salons de coiffure ou dans les instituts de beauté et faire l'exploitation en général du commerce des salons de coiffure et instituts de beauté;

Faire en gros et en détail le commerce de produits de beauté, poudres, parfums, teintures, crèmes tous toutes leurs formes, ou de tous autres produits, sous-produits, composants ou composés ainsi que de tous objets et produits de tel commerce ou de tous autres industries et commerces connexes ou similaires;

Agir comme courtiers ou agents à commission pour la vente des produits ci-dessus mentionnés ou de tous autres similaires et accessoires;

Acquérir, acheter, louer, posséder, soit par bail, vente ou autrement, des terrains, bâtisses devant servir à l'exploitation du commerce de la compagnie; vendre, grever, hypothéquer ou autrement aliéner ou échanger tous tels terrains ou bâtisses;

Exercer toutes industries ou tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la compagnie ou de nature à aider directement ou indirectement la compagnie;

"Claude Ligot, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1933, incorporating: Claude Ligot, hairdresser, Miss Armande Pomminville, secretary, both of Montreal, Edmond Bernard, agent, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as hair-dressers,manufacturers and merchants of beauty products, powders, perfumes, hair-dyes, creams under all their forms, or any other products, by-products, components or compounds used or sold in hair-dressing parlors, or in beauty establishments, and to carry on generally the operating of hair-dressing parlors and beauty establishments;

To deal wholesale and retail in beauty products, powders, perfumes, dyes, creams under any form or all other products, by-products, components or compounds and also any objects and products of such business or of any other business or trade connected therewith or similar thereto;

To act as brokers or commission agents for the sale of any of the hereabove mentioned products or other similar products and accessories;

To acquire, purchase, lease, own either by lease, sale or otherwise, lands, buildings to be used for the exploitation of the company's business; to sell, mortgage, hypothecate or otherwise alienate or exchange any such lands or buildings;

To carry on any industries and businesses capable of being jointly carried on with that which forms the main object of the company, or of a nature to directly or indirectly assist the company;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif, ou autre renseignement relatif ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé propres à servir tous ou aucun des objets de la compagnie, aussi utiliser, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les droits, biens et renseignements ainsi acquis;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la propriété de la compagnie ou pour aucune autre fin paraissant propre à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux, garantir aussi le paiement du dividende et de l'intérêt sur les actions, parts ou obligations, débentures ou autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent au moyen de boni, prêts, promesses, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris toute option, concession et autre semblable de toute personne, société, association ou corporation exerçant toute industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la propriété, du commerce, et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie jugera convenable et spécialement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises de toute corporation dont l'un des objets est l'execice de tous pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues

To apply for, purchase or otherwise acquire copyrights, patents, licenses, concessions and similar things, conferring any limited, exclusive or non-exclusive right or other information relating to or connected with any invention or any process capable of being used for all or any of the purposes of the company; also utilise, develop, grant permits in respect of and otherwise turn to account the rights, property and information thus acquired;

To organize one or more companies to acquire the property of the company or for any other purpose appearing suitable to directly or indirectly assist the company in the accomplishment of its main objects; also guarantee the payment of the dividend and interest on the shares, stock, bonds, debentures or other securities and also the performance of contracts by any such company;

To raise or assist in raising money by way of bonus, loans, promises, guarantee of bonds, debentures or other securities of the present company;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the property, business and undertaking of the company or any part thereof for such price as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

To acquire and hold, sell and otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any corporation having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets to or amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or trade capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the compa-

par la compagnie ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks, et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Etablir des agences et succursales;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie, par résolution;

Rémunérer soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, soit par le paiement d'une commission, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu (incluant les directeurs de la compagnie) pour dépenses encourues, ou pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement ou en vendant des actions du capital-actions de la compagnie ou des obligations débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agent à commission ou autrement, comme entrepreneurs et par l'entremise d'agent ou autrement, et soit seuls, ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Claude Ligot, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1651-o Sous-secrétaire de la Province.

ny from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it; and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock or other securities in payment, or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock or other securities of any other company;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined by the board of directors of the company, by resolution;

To remunerate, either in cash or shares fully paid pp or in securities of the company, either by payment of a commission, any company, firm, association, syndicate or individual, (including the directors of the company) for expenses incurred or for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing or selling of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, as contractors, and through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Claude Ligot, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1652 Assistant Provincial Secretary.

"C. M. and T., Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1933, constituant en corporation: Maurice Shulman, avocat, Dorothy Boretsky et Irène R. Brown, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de fabricants de vêtements et habillements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs en général et négociants de marchandises en caoutchouc et imperméables, autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de les manufacturer, importer et exporter; et agir com-

"C. M. and T., Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1933, incorporating: Maurice Shulman, advocate, Dorothy Boretsky and Irene R. Brown, *filles majeures*, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portemanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, and any other articles, commodities, merchandise and things necessary for the purposes of the Company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commis-

me agents pour des manufacturiers de toutes sortes d'effets, articles, objets, marchandises et matériaux;

Généralement acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et faire le trafic et le commerce de tissus, articles en cuir;

Solliciter, obtenir, acheter, louer ou autrement aliéner, et faire valoir et mettre à profit toutes marques de commerce, améliorations, procédés, formules, secrets de commerce, droits, franchises, permis, inventions, appareils, dispositifs, accessoires, marques, étiquettes, patrons et modèles, soit obtenus par des lettres patentes du Canada ou de tous pays étrangers ou de toute autre manière;

Exercer et conduire toute autre industrie qui pourrait être profitablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou qui pourrait directement ou indirectement augmenter la valeur des propriétés de la compagnie, et les profits de son industrie autorisée;

Acheter ou acquérir autrement toute autre entreprise susceptible d'être exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie, avec sa clientèle, ses droits, ses propriétés et son actif de toute sorte et, en rapport avec ce qui précède, assumer le passif de toute personne, firme ou corporation et les payer en argent, actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, installation, fonds et commerce;

Acquérir par achat, bail, échange, don, concession ou autre titre légal, et détenir, posséder à titre de propriétaire, hypothéquer et aliéner des terrains et édifices de toutes sortes et espèces, et ériger des édifices de toutes sortes et descriptions, et ériger des constructions sur les dits immeubles;

Vendre, échanger, louer, ou disposer autrement d'aucune des propriétés, des droits, de l'actif et des entreprises de la compagnie, pour toute considération qui pourra être convenue, y compris des actions,obligations, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie, ou en acceptant des hypothèques sur les terrains et édifices;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière ou des deux, et de tous contrats, droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie;

Etablir, exploiter et conduire des magasins de gros et de détail et généralement exercer l'industrie d'importateurs et d'exportateurs de lainages et de tissus;

Faire, l'achat, la vente, l'échange, l'importation et l'exportation, et faire l'exploitation, la fabrication, la production, la préparation, la manipulation, l'emmagasinage et la distribution de lainages, cotonnades, vêtements et autres produits faits de laine, soie et coton, aussi acheter et vendre, échanger, faire le commerce ou manufacturer, produire, préparer, emmagasiner, manipuler et utiliser des effets, denrées, marchandises, machines, dispositifs et outillages et autres articles et choses de toutes sortes qui peuvent servir ou qui se rapportent à tel commerce ou industrie, et généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou qu il est nécessaire, utile ou convenable de faire dans ou en rapport avec tel commerce ou industrie;

sion agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

Generally to buy, sell, import, export, manufacture and deal in and with textile fabrics and leather goods;

To apply for, obtain, purchase, lease or otherwise dispose of and turn to account and profit any and all trademarks, improvements, processes, formula, trade secrets, rights, franchises, licenses, inventions, contrivances, devices, appliances, brands, labels, patterns and models, whether secured under letters patent in Canada or in any foreign country or in any other manner;

To carry on and conduct any other business which may be capable of being profitably carried on in connection with the business of the company or which may directly or indirectly add to the value of the Company's property and the profits of its authorized business;

To buy or otherwise acquire any other enterprise adapted to be carried on in connection with the Company's business, together with the goodwill, rights, property, assets of all kinds thereto pertaining and in connection therewith to assume any other liabilities of any person, firm or corporation and to pay for same in cash, stocks, debentures or other securities of the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock and trade;

To acquire by purchase, lease, exchange, gift, concession or other legal title and to hold, own and hypothecate and dispose of land and buildings of every kind and description and to erect buildings of every kind and description and to erect structures upon the said immoveables;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of any part of the property, righs, assets and undertakings of the company for such considerations as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures and other securities of any other company or in accepting hypothecs upon the lands and buildings;

To issue and alot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property, moveable or immoveable property or both, and of any contracts, rights and concessions bought or acquired by the company;

To establish, operate and conduct wholesale and retail shops and generally to carry on the business of woollen and textile importers and exporters;

To carry on the trade or business of buying, selling, exchanging, importing and exporting and otherwise dealing in or with, manufacturing, producing, preparing, handling, storing, distributing woollens, cotton products, clothing and other products made of wool, silk and cottons, also to buy and sell, exchange and otherwise deal with or manufacture, produce, prepare, store, handle and use goods, wares or merchandise, machinery, appliances and equipments and other articles and things of every kind or use in or in connection with the said trade or business and in general to do all things incidental to or necessary, suitable or convenient to be done in or in connection with the said trade or business;

Faire les affaires qui consistent à établir et exploiter des chaînes de magasins pour les fins de vente et de négoce en général d'effets, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de "C. M. and T., Incorporated", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1653 Sous-secrétaire de la Province.

To conduct the business of establishing and operating chain stores for the purpose and sale of and the general dealing in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "C. M. and T., Incorporated", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1654–o Assistant Provincial Secretary.

"Flynn-Senecal, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Claude-P. Favreau, Gérard Favreau, tous deux comptables, et Léopold Brunet, agent, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans le sens le plus général du mot le commerce et la fabrication d'ameublement d'église, de magasin, de bureau, de maison, de toute matière servant à la construction, en faire l'importation et l'exportation;

Entreprendre des constructions de toutes sortes telles que bâtisses, chemins publics, rues et trottoirs;

Acquérir, vendre, utiliser des limites à bois et des immeubles, construire ces immeubles et faire toutes les opérations nécessaires à l'exploitation et au commerce de ces limites à bois et de ces immeubles;

Le pouvoir d'acquérir une entreprise similaire: les recettes ou la clientèle d'une autre compagnie: d'exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de cette demande: d'acheter les brevets, franchises et de les exploiter et d'en disposer, d'entrer en société avec toute compagnie ou pour le partage des intérêts, des profits, la coopération; de faire des prêts d'argent pour garantir les contrats faits par toutes personnes ou compagnies ou aider ces personnes à les accomplir; d'acheter des actions d'autres compagnies; d'accomplir tous les travaux nécessaires à ces fins; de faire des avances à ses clients, de vendre toute ou partie de son entreprise; d'aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés de la compagnie;

Acheter des actions d'autres compagnies et toutes choses qui sont dans le commerce et les payer en donnant des actions de la compagnie dont l'incorporation fait l'objet de cette requête;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus me seront en aucune manière restreints ou limités, par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Flynn-Senecal, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1655–o Sous-secrétaire de la Province.

"Flynn-Senecal, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Claude P. Favreau, Gérard Favreau, both accountants, and Leopold Brunet, agent, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in the widest sense of the word the business and manufacturing of church, store, office and house furniture, of any building materials and to import and export same;

To undertake constructions of all kinds, such as buildings, public highways, streets and sidewalks;

To acquire, sell, utilize timber limits and immovables, build upon such immovables and to do all operations necessary for the exploitation and business of such timber limits and immovables;

To have the power to acquire any similar undertaking; the receipts or good-will of any other company; to exercise all powers ancillary to those forming the main object of this incorporation; to buy patents, franchises and operate and dispose of the same; to enter into partnership with any company or for sharing of profits and interests, co-operation; to make loans of money to guarantee the contracts made by any persons and companies or assist such persons in executing same; to buy shares in other companies; to execute all works necessary for such purposes; to make advances of money to its customers; to sell all or part of its undertaking; to assist any organization created with a view to help the employees of the company;

To buy shares in other companies and any things being the objects of trade and to pay for the same with shares of the company hereby incorporated;

The powers specified in any of the here above paragraphs shall in nowise be limited or restricted by the deductions or terms of any other paragraph, under the name of "Flynn-Senecal, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1656 Assistant Provincial Secretary.

"J. Becker, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février, 1933, constituant en corporation: A. Hyman Mettarlin, notaire public, Harold S. Freeman, avocat, Sara Alperstein, fille majeure, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme plombiers, manufacturiers entrepreneurs d'appareils et accessoires de plomberie et appareils et accessoires sanitaires, installations et dispositifs de chauffage et ventilation, tuyaux, accessoires, appareils et outillages pour des installations de chauffage, éclairage, gaz ou acqueduc;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter et faire toutes espèces de travaux et, pour les fins précitées, faire les affaires d'une compagnie générale de construction et d'entrepreneurs pour l'édification de travaux publics et privés;

Acquérir, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation d'engins, machineries, outils et outillages ou de toute manière se rapportant aux engins, machineries, outils et outillages;

Acheter, vendre et autrement négocier, manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder à titre de propriétaire, céder et transférer, faire des placements dans, trafiquer, exporter, importer, faire le commerce et s'occuper, soit comme mandants ou agents et à commission, sur consignation ou autrement, d'effets, articles et marchandises, produits, métaux, et marchandise, d'origine étrangère et domestique de toute sorte, classe et description quelconque, et faire un commerce général de marchand à commission, exportateur, importateur, courtier, agent de vente, commerçant, facteur;

Construire, exécuter, mettre en opération, aménager, améliorer, entreprendre, développer, administrer, gérer ou contrôler des travaux publics et privés et commodités de toutes sortes, laquelle expression (dont la généralité ne doit être limitée en aucune manière par ce qui suit) comprenant des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, systèmes d'irrigation, rétablissement, amélioration, travaux d'égout, de drainage, de sanitation, pour la distribution de l'eau, du gaz et du pouvoir, et des hôtels, entrepôts, marchés et utilités publiques;

Engager des agents, voyageurs et marchands à commission pour prendre des ordres et faire la vente des marchandises de la compagnie;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées;

Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs en ce qui concerne la totalité ou aucune partie des marchandises sus-énoncées ou quelqu'autres marchandises que ce soit à base de commission ou autrement;

Conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autre risque commun avec toute personne, personnes, firme ou compagnie comme il sera jugé à propos par la présente Compagnie;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la Compagnie ci-haut nommée et les détenir, vendre ou autrement en disposer;

"J. Becker, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1933, incorporating: A. Hyman Mettarlin, notary public, Harold S. Freeman, advocate, Sara Alperstein, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, light, gas or water supplies;

To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, and carry on all descriptions of works and, for the purposes aforesaid, to carry on the businesses of general construction company and contractors for the construction of works, public and private;

To acquire, buy, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture and repair of engines, machinery, tools, and implements or in any way connected with engines, machinery, tools and implements;

To buy, sell and otherwise dispose of, manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, assign and transfer, invest in, trade, export, import, deal in and deal with, either as principals or agents and upon commission, consignment or otherwise, goods, wares, products, metals and merchandise, foreign and domestic of every kind, class and description whatsoever, and to do a general business as commission merchants, exporter, importer, broker, selling agent, jobber, factor;

To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public and private works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewerage, drainage, sanitary, water, gas and power supply works, and hotels, warehouses, market and public utility;

To employ agents, travellers and commission merchants, to take orders and to sell the company's merchandise;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores and private agencies;

To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise or any other merchandise on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests of any similar joint venture with any person, persons, firm or company which this company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company and to hold, sell or otherwise dispose of same;

Exercer aucun autre commerce, soit comme manufacturiers, trafiquants, commerçants ou autrement, qui semble à la Compagnie convenable ou susceptible d'être exercé;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation qui exercent aucun commerce tel que celui que la présente Compagnie exerce ou a l'intention d'exercer et en payer le prix en entier ou en partie avec des actions acquittées de la présente Compagnie;

Acheter, vendre, louer, prendre à bail, échanger, acquérir ou aliéner de toute manière que ce soit aucun bien immeuble que la présente Compagnie croirait lui être nécessaire ou utile pour l'exercice de son commerce;

Prêter de l'argent, à tels termes qui lui sembleraient avantageux, à telle personne ou personnes tel que cette Compagnie le jugera à propos et emprunter de l'argent de telle personne ou personnes et à tels termes et conditions jugés à propos et garantir l'exécution des contrats de telles personnes;

Faire tous autres actes que la Compagnie jugerait être nécessaires ou incidents aux objets sus-énoncés ou calculés devoir leur être profitables, sous le nom de "J. Becker, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de février, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1657 Sous-secrétaire de la Province.

To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers, dealers or otherwise, which may seem to the company convenient or capable of being carried on;

To acquire, take over the whole or any part of the business, property, and rights, of any person, persons, firm or corporation, carrying on any business which this present company carries on or may carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To buy, sell, lease, rent, exchange, acquire, or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful to carry on its business;

To lend money on such terms as may seem expedient to such person or persons as the company may deem proper and to borrow moneys from such person or persons and upon such terms and conditions as the company may deem proper and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To do any other acts which the company may deem necessary or incidental to the foregoing objects or calculated to render them profitable, under the name of "J. Becker, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1658-o Assistant Provincial Secretary.

"Knowlton Grove, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1933, constituant en corporation: Royal Ernest Carl Werry, avocat et Conseil en Loi du Roi, George Willis Chandler Ginn, étudiant en loi, et Melle Doris Black, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de tenanciers d'hôtels, restaurants, cafés, tavernes, brasseries, comptoirs de rafraîchissements et pensions, pourvoyeurs licenciés, marchands de vin, bière et liqueurs alcooliques, brasseurs, malteurs, distillateurs, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et breuvages, pourvoyeurs, promoteurs d'amusements publics en général, propriétaires de cabriolets, fiacres et voitures, tenanciers d'écuries de louage, garagistes, propriétaires et / ou opérateurs de moteurs, camions, taxis, cultivateurs, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers en aliments, animaux vivants et morts, et produits domestiques et étrangers, de toutes descriptions, coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buanderies, chambres de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et lieux d'amusements, récréations, sports divertissements et instructions de toutes sortes, marchands de tabac et cigares, agents de compagnie de chemins de fer et de transport, et voituriers, propriétaires de bureaux de location pour théâtres et opéras, entrepreneurs et agents généraux, et toute autre industrie qui peut être convenablement exercée en rapport avec ces dits objets;

"Knowlton Grove, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1933, incorporating: Royal Ernest Carl Werry, advocate and King's Counsel, George Willis Chandler Ginn, student-at-law, and Miss Doris Black, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, beer-house, refreshment room, and lodging-house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, brewers, malters, distillers, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, coach, cab and carriage proprietors, livery-stable keepers, garage keepers, owners and operators of motors, trucks, taxicabs, farmers, dairy men, ice merchants, importers and brokers of food, live and dead stock, and domestic and foreign produce of all descriptions, hairdressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing-rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds, tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers, theatrical and opera box office proprietors, *entrepreneurs* and general agents, and any other business which can be conveniently carried on in connection therewith;

Exercer le commerce de marchands et commerçants, importateurs, exportateurs, épiciers, bouchers, fruitiers, marchands de comestibles, laitiers, boulangers, confiseurs et tabaconistes, soit en gros ou en détail et fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce en général, soit en gros ou en détail, de produits alimentaires, légumes, beurre, fromage, œufs, lait, produits laitiers, épiceries, viandes, fruits, cigares, cigarettes, tabac, eaux gazeuses et autres breuvages et leurs produits et sous-produits, et maintenir des magasins, fabriques, entrepôts et autres moyens de distribution;

Acquérir par achat, échange, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, développer, louer, sous-louer, gager, hypothéquer, vendre, aliéner, prêter ou en disposer autrement ou mettre en valeur et faire le négoce ou le commerce de marchandises générales, denrées et articles de toute nature et description, terrains, édifices, immunités, tènements et héritages, et des droits y appartenant et y afférant de toute nature et de toute description; détenir, améliorer, embellir, démolir, enlever ou autrement disposer des édifices possédés ou détenus par la compagnie et bâtir, ériger ou construire des édifices sur des terrains possédés, loués ou détenus par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est intéressée, et entretenir, réparer, administrer, surveiller et exploiter les édifices possédés ou détenus par la compagnie et les louer, sous-louer, hypothéquer, vendre, prêter, aliéner ou en disposer autrement;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel des actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou toute partie d icelles, en paiement ou paiement partiel de tout actif, inventions, industrie, brevets, biens, valeurs, droits ou choses ou autres considérations dont elle pourra avoir besoin, et émettre aucune de ces actions, obligations, débentures ou autres valeurs en paiement ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres titres de toute autre compagnie faisant un commerce similaire ou connexe au commerce de cette compagnie;

Rémunérer toute personne, firme ou compagnie, soit en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, au moyen d'actions entièrement ou partiellement libérées, des obligations, débentures ou valeurs à être données à toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie ou achats faits ou baux acquis, en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement de toutes actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures de la compagnie ou autres valeurs, ou en rapport avec la conduite de ses opérations, et payer toutes autres dépenses préliminaires, à même les fonds de la compagnie, et distribuer en espèces, au moyen de dividendes ou autrement, de temps à autre, entre les actionnaires de la compagnie, toutes actions ou valeurs ou propriétés ou autres biens ou droit appartenant à la compagnie, lesquelles dispositions s'appliqueront seulement en autant qu'elles ne viennent pas en conflit avec la distribution de l'actif en vertu des dispositions de l'article 81;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la loi, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les dében-

To carry on the business of merchants and traders, importers, exporters, grocers, butchers, green grocers, provision dealers, dairymen, bakers confectioners and tobacconists, either by wholesale or retail and to manufacture, import, export, buy, sell, barter and deal generally in, either by wholesale or retail, foodstuffs, vegetables, butter, cheese, eggs, milk, dairy products, groceries, meats, fruits, cigars, cigarettes, tobaccos, aerated waters and other beverages and the products or by-products thereof and to maintain stores, factories, warehouses and other distributing facilities;

To acquire by purchase, exchange, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title; and to own, hold, develop, lease, sub-let, mortgage, hypothecate, sell, alienate, loan or otherwise dispose of or turn to account or deal in and deal with in general goods, wares and merchandise of any kind and description, lands, buildings, easements, tenements and hereditaments and rights therein and thereto of every kind and description; to hold, improve, embellish, demolish, remove and otherwise deal with buildings owned or held by the company, and to build, erect or construct buildings on land owned, leased or held by the company, or in which the company is interested, and to maintain, repair, manage, superintend and operate buildings owned or held by the company, and to lease, sub-let, hypothecate, sell, loan on, alienate or otherwise dispose of the same;

To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable shares, debentures or other securities of the company or any part thereof in payment or part payment of any assets, inventions, business, patents, properties, securities, rights or things or other consideration that it may require and to issue any such shares, bonds, debentures or other security in payment therefor or exchange for shares, bonds, debentures or other stocks of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person, firm or company either in cash or, by approval of the shareholders, by fully or partly paid up stock, bonds, debentures or securities to be given to any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company, or purchases made or leases acquired, in connection with its incorporation, promotion or organisation, or in placing or assisting to place or guarantee the placing of any of the shares of the company's capital, or any debentures of the company or other securities in connection with the conduct of the company's business, and to pay any other preliminary expenses out of the company's funds and to distribute in specie, by way of dividend or otherwise, from time to time, among the shareholders of the company, any shares or securities or property or other assets or rights belonging to the company, such provisions to apply only insofar as they do not conflict with the distribution of assets under provisions of section 81;

To distribute in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the profits of the company or in the manner set out in section 81 of the Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as

tures ou autres valeurs reçues comme considération de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire chacune ou toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire tous et chacun des actes et choses qui sont incidents ou conduisent à la réalisation des objets précités, et à l'accomplissement des fins pour lesquelles elle a été formée, sous le nom de "Knowlton Grove, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1659 Sous-secrétaire de la Province.

the consideration of the whole or any part of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company; to lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such considerations as the company may think fit and in particular for shares, debentures, securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To pay all expenses of, incidental to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do any and all such other acts and things as are incidental to or conducive to the attainment of the foregoing objects and the carrying out of the purpose for which it was formed, under the name of "Knowlton Grove, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

1660–o Assistant Provincial Secretary.

"Les Amusements, Ltée—The Amusements Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Adrien-J. Paquet, gérant d'affaires, Antoine Tremblay, agent d'assurances, Charles Rioux, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Opérer des vues animées, vues parlantes, théâtres, maisons d'amusements dans la province de Québec;

Exercer aucune ou plus qu'une des affaires qui consistent à promouvoir, organiser, développer, et disposer d'industries ou commerce;

Escompter et acheter, vendre ou autrement négocier des hypothèques, conventions de vente, billets promissoires, lettres de change ou autres valeurs, en argent;

Acheter, vendre, et faire le commerce d'effets, produits et marchandises de toutes sortes;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui

"Les Amusements, Ltée—The Amusements Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Adrien J. Paquet, business manager, Antoine Tremblay, insurance agent, Charles Rioux, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To operate moving pictures, talking pictures, theatres, play houses in the Province of Quebec;

To carry on all or any of the businesses of promoting, organizing, developing and disposing of any industry or business;

To discount and purchase, sell or otherwise deal with mortgages, agreements of sale, promissory notes, bills of exchange or other securities for money;

To buy, sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds;

To purchase or otherwise acquire and hold moveable or immoveable property which may be

peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer telles acquisitions et détentions, en argent, en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emettre des actions, obligations, débentures ou autres valeurs pour le paiement soit en tout ou en partie, de tous biens, réels ou personnels, propriétés mobilières ou immobilières ou autres droits, bail, commerce, entreprise, pouvoir, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir et aussi en paiement des services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et les payer en actions entièrement libérées, des obligations, débentures, ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce similaire ou incident au commerce de cette compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Distribuer par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par la section 81 de la loi des compagnies de Québec, en espèces ou en deniers, les biens ou l'actif de la compagnie en tout ou en partie entre ses actionnaires;

Payer tous les frais, charges et dépenses encourus ou supportés dans la promotion et l'établissement de la compagnie ou, dans l'opinion de la compagnie, considérés comme étant préliminaires, avec les actions acquittées de la compagnie ou autrement, sous le nom de "Les Amusements, Ltée—The Amusements Co., Ltd".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1663-o Sous-secrétaire de la Province.

deemed necessary or advantageous for the attainment of the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding, with paid up shares or bonds of the company or in cash;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To issue shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable property or other rights, lease, business, undertaking, power, privilege, license or concession, which this Company may lawfully acquire, and also in payment of services rendered to the Company by way of promotion or otherwise, and to pay for same in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the Company;

To distribute, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by article 81 of the Companies' Act, in specie or cash, the property or assets of the company, in whole or in part, among its shareholders;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained about the promotion and establishment of the Company or which, in the opinion of the Company, may be considered as preliminary, with paid-up shares of the Company or otherwise, under the name of "Les Amusements, Ltée—The Amusements Co., Ltd".

The amount of the Company's capital stock shall be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1664 Assistant Provincial Secretary.

"La Corporation de la Maison du Saint-Esprit".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1933, constituant en corporation, sans capital actions: Révérend Père Pacôme, prêtre, Franciscain, Philémon Garneau, comptable, Emile Blais, commis, tous de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, établir et maintenir, en tout lieu, dans cette province, des maisons d'étude, refuges, missions et autres maisons, dans un but religieux, philanthropique, charitable ou social, sous le nom de "La Corporation de la Maison du Saint-Esprit".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1661-o Sous-secrétaire de la Province.

"La Corporation de la Maison du Saint-Esprit".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February 1933, incorporating, as a corporation without share-capital: Reverend Father Pacôme, Priest, Franciscan, Philémon Garneau, accountant, Emile Blais, clerk, all of Quebec, for the following purposes:

To found, establish and maintain in any place in this Province, educational houses, homes, missions and other houses, for a religious, philanthropic, charitable or social purpose, under the name of "La Corporation de la Maison du Saint-Esprit".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is fifty thousand dollars.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1662 Assistant Provincial Secretary.

"Louis Vineberg, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1933, constituant en corporation: Manuel A. Mendell, Charles Brownstein et Max Liverman, tous trois avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de marchands et négociants en gros et en détail, manufacturiers, exportateurs et importateurs de marchandises sèches, vêtements et tous autres articles de vêtement y compris des tissus de soie, toile, coton et laine de toutes sortes et descriptions;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir tous biens, mobiliers et immobiliers, que la compagnie croira nécessaires ou désirables, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, disposer, mettre en valeur et autrement négocier la totalité ou toute partie des propriétés de la compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, produits et marchandises de toutes sortes quelconques et promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

De temps à autre solliciter, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement et exercer, exploiter et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, permis, pouvoir, autorité, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public peuvent avoir le pouvoir de décréter, de faire ou d'émettre, et approprier aucun des titres, bons et biens pour en payer et défrayer les frais, charges et dépenses;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les droits et renseignements ainsi acquis;

Emettre et répartir comme actions entièrement acquittées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou paiement partiel de tout commerce, franchises, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ou tous autres biens ou droits qui peuvent être légalement acquis en vertu des pouvoirs émis dans les présentes;

Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, et garantir l'exécution des contrats ou le paiement des obligations ou autrem nt aider et subventionner toute personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie peut être financièrement intéressée ou avec lesquelles elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation ou firme;

"Louis Vineberg, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1933, incorporating: Manuel A. Mendell, Charles Brownstein and Max Liverman, all three advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of wholesale and retail merchants and dealers, manufacturers, exporters and importers in dry goods, clothing and all other articles of wearing apparel including silk, linen, cotton and woollen fabrics of all kinds and descriptions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds whatsoever and to promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to appropriate any of the company's stock bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like, conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom the company may be financially interested or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exploiter ou d'exercer toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exploiter ou à exercer, ou qui sont susceptibles d'augmenter en aucune manière la valeur des biens ou des titres de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer des propriétés et entreprises de la compagnie, ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire enregistrer, patenter ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout autre état ou pays étranger et y désigner des personnes, conformément aux lois de telle province, tel pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom, la signification de tout procès ou poursuite;

Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui pourront être déterminées de temps à autre;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires, appropriées, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucun ou de plusieurs des objets énumérés dans les présentes, ou qui pourront ou peuvent en aucun temps être nécessaires pour la protection ou l'avantage de la corporation, soit comme détenteurs de, ou intéressés dans toute propriété ou autrement;

Faire toutes ou aucune des choses autorisées par les présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou agents;

Les pouvoirs énoncés dans chaque paragraphe ne devant être en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Louis Vineberg, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1665 Sous-secrétaire de la Province.

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or which is calculated in any way to enhance the value of the company's properties or securities;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects therein enumerated or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Louis Vineberg, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1666-o Assistant Provincial Secretary.

"Maison Janine, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, tous deux avocats, et Dorothy Boretsky, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter la totalité ou toute partie des industries de fabricants de vêtements et confections de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de mode, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelles, merciers, fabricants de porte-manteaux, confectionneurs en général, et négociants d'articles en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements, accessoires de toilette, parfums, savons et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la

"Maison Janine, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, both advocates, Dorothy Boretsky, *fille majeure*, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers and retailers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the com-

compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission dans toutes lignes d'articles, effets, produits, marchandises et matériels de fabrication;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises ou toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, débentures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations, ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Maison Janine, Limited", avec un

pany, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debenture, or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy, duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporation having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company, or corporation;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds, debentures, of the company, to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds, or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Maison Janine, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00),

capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1667 Sous-secrétaire de la Province.

divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1668–o Assistant Provincial Secretary.

"Marché Métropole, Limitée (Metropol Market, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1933, constituant en corporation: Rosaire Belhumeur, boucher, Dollard Belhumeur, commis de banque, Trefflé Belhumeur, entrepreneur, Aimé Belhumeur, concierge, tous de la cité de Montréal, et Désiré-Louis Desbois, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'épicerie, en gros et en détail, dans les cité et district de Montréal et ses environs, et notamment dans toute la province de Québec;

Faire le commerce de boucher, en gros et en détail, dans les cité et district de Montréal, et ses environs, et notamment dans toute la province de Québec;

Acquérir, dans le cours ordinaire des affaires ou par ventes privées, tout étal de boucher ou épicerie déjà établis et les revendre si nécessaire;

Acquérir de Trefflé Belhumeur, entrepreneur, de la cité de Montréal, le fonds de commerce se composant de la clientèle ou achalandage, des marchandises se trouvant dans le magasin portant le No 3967 de la rue Saint-Jacques Ouest, dans les cité et district de Montréal, de tous les effets mobiliers servant à l'exploitation du dit fonds de commerce sans exception, et spécialement la glacière et frigidaire, coffre spécial pour lard salé et bœuf, les fixtures, les blocs, deux balances au détail et une balance pour le gros, et caisse enregistreuse, coupeur de jambon, machine à hacher à l'électricité, tous les comptoirs en vitre, outils au complet, truck-automobile, auvent "blends", licences, poêle à gaz, aux fins d'établir un commerce de boucher, et payer le dit trefflé Belhumeur par parts acquittées de la présente compagnie;

Passer des baux de location pour l'établissement de tout commerce;

Acquérir un immeuble si nécessaire pour faire le dit commerce et le revendre si nécessaire;

En un mot, faire le commerce de viande et d'épicerie, fruits et légumes de toutes espèces, dans les cité et district de Montréal et dans la banlieue, sous le nom de "Marché Métropole, Limitée (Metropol Market, Limited)", avec un capital total de deux mille dollars ($2,000.00), divisé en quarante (40) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1669–o Sous-secrétaire de la Province.

"Marché Métropole, Limitée (Metropol Market, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1933, incorporating: Rosaire Belhumeur, butcher, Dollard Belhumeur, bank clerk, Trefflé Belhumeur, contractor, Aimé Belhumeur, janitor, all of the City of Montreal, and Desire Louis Desbois, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail grocery business in the city and district of Montreal, and its *environs*, and especially in all the Province of Quebec;

To carry on a wholesale and retail butcher's business in the city and district of Montreal, and its *environs*, and especially in all the Province of Quebec;

To acquire, in the ordinary course of business or by private sale, any already established butcher's stall or grocery, and to re-sell the same if necessary;

To acquire from Trefflé Belhumeur, contractor, of the City of Montreal, the stock-in-trade, including the custom or good-will, the stock in trade in the store bearing No. 3967 of Saint James Street West, in the city and district of Montreal, all the movable property used in the exploitation of the said stock-in-trade, without any exception, and especially the refrigerator and frigidaire, special box for salt pork and corned beef, the fixtures, blocks, two scales for the retail and one scale for the wholesale business, and a cash register, ham slicer, electric meat chopper, all the glass counters, complete set of tools, motor-truck, "Blends" awning, licenses, gas stove, for the purpose of establishing a butcher's business, and to pay the said Trefflé Belhumeur with paid-up shares of the present company;

To pass leases for the establishing of any business;

To acquire an immovable if required for the carrying on of the said business and re-sell the same if necessary;

In a word, to deal in meat and groceries, fruit and vegetables of all kinds, in the City and district of Montreal and its banlieue, under the name of "Marché Métropole, Limitée (Metropol Market, Limited)", with a total capital stock of two thousand dollars ($2,000.00), divided into forty (40) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1670 Assistant Provincial Secretary.

"Messageries Maritimes-Nord, (Ltée)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1933, constituant en corporation: Joseph-Jules Roy, médecin-chirurgien, Sainte-Germaine de Dorchester, Gustave Jobidon, notaire public, et Alfred Roy, comptable, tous deux de Québec, dans les buts suivants:

Opérer des messageries maritimes pour fret et passagers, faire le commerce général, le troc, et toutes opérations industrielles et commerciales pouvant s'y rapporter directement ou indirectement, sous le nom de "Messageries Maritimes-Nord (Ltée)", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions de dix dollars ($10.00) chacune et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante et un mille dollars ($51,-000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1671–o Sous-secrétaire de la Province.

"Messageries Maritimes-Nord, (Ltée)".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1933, incorporating: Joseph Jules Roy, physician and surgeon, Sainte Germaine de Dorchester, Gustave Jobidon, notary public, and Alfred Roy, accountant, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on a maritime shipping business for freight and passengers, to carry on business in general, trading and all industrial and commercial operations which might be directly or indirectly incidental thereto, under the name of "Messageries Maritimes-Nord (Ltée)", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00) divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares of ten dollars ($10.00) each, and the amount of capital stock with which the company shall commence operations will be fifty one thousand dollars ($51,000.00).

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1672 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Baseball Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février, 1933, constituant en corporation: Lucien Beauregard, avocat, conseil en loi de Sa Majesté, Gerald H. Phillimore and Paul C. Casey, tous deux avocats, J.-Octave Brunelle, comptable, Eva Guilaroff, sténographe, Samuel A. Rainville, ajusteur d'assurances, et Hector Leblanc, agent d'assurance, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser, tenir, aménager, louer, exploiter et promouvoir des joutes de baseball ou autres sports et jeux athlétiques, y compris le football, la boxe, les expositions, la lutte, le cricket, le curling, le tennis, le polo, la lacrosse, le hockey, et fournir tels divertissements et amusements pour le public en général comme il sera jugé à propos et, pour les fins sus énoncées, exploiter des hippodromes, cirques, pistes, parcs d'amusement, théâtres, exhibitions et représentations de toutes sortes, sous toutes leurs formes, et pour tels buts disposer et préparer tous terrains ou emplacements pour y tenir des courses d'automobiles, motocyclettes, bicycles, aéroplanes et autres genres ou classes de courses et pour l'exercice et la revue de troupes et pour pageants; construire des estrades principales ou autres, arenas, stadiums, loges, garages, hangars, appentis, salles de rafraîchissement et autres structures, édifices et commodités, soit de nature permanente ou temporaire et qui paraîtront devoir directement ou indirectement favoriser les objets de la Compagnie, et entre autres entreprises construire, augmenter et/ou exploiter la "Montreal Stadium" et/ou autres stadiums;

Donner ou arranger des concerts et représentations musicales et employer des écrivains et compositeurs, et acheter des droits d'auteurs et donner des prix et récompenses;

Fournir, engager et employer des acteurs, danseurs, chanteurs, acrobates, joueurs de variétés, artistes, athlètes, artistes de théâtres et musiciens et charger un droit d'entrée ou autres droits

"Montreal Baseball Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1933, incorporating: Lucien Beauregard, Barrister, one of His Majesty's counsel learned in the law, Gerald H. Phillimore and Paul C. Casey, both advocates, J. Octave Brunelle, accountant, Eva Guilaroff, stenographer, Samuel A. Rainville, Insurance Adjuster, and Hector Leblanc, Insurance Agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, hold, equip, lease, operate and promote baseball matches or other athletic sports and games including football, boxing, exhibition, wrestling, cricket, curling, lawn tennis, polo, lacrosse, hockey, and to provide such entertainments and amusements for the public generally as may be deemed desirable and for the above purposes to carry on the business of a hippodrome, circus, race course, amusement park, theatres, exhibitions and performances of all kinds, in all branches, and in such operations, to lay out and prepare any lands or emplacements for the running of automobile, motorcycle, bicycle, aeroplane and other kinds or classes of races and for the drilling and reviewing of troops and pageants; and to construct and manage grand or other stands, arenas, stadiums, booths, garages, hangars, sheds, refreshment rooms and other erections, buildings and conveniences, whether of a permanent or temporary nature, and which may seem directly or indirectly conducive to the company's objects, and among other enterprises, to construct, add to, and or operate the "Montreal Stadium" and or other stadiums;

To give or arrange concerts and muscial entertainments, and to employ writers and composers, and to purchase copyrights, and to give prizes and rewards;

To provide, engage and employ actors, dancers, singers, acrobats, variety performances, athletes, theatrical and musical artists, and to charge entrance or other fees to the public

au public pour les dites exhibitions, représentations, amusements, assemblées, et pour aucune des activités et industries de la Compagnie;

Etablir des clubs, hôtels ou autres accommodations en rapport avec les propriétés et les affaires de la Compagnie et faire l'exploitation d'hôtels, cafés, restaurants, fontaines à soda et tavernes;

Exercer le commerce de courtiers pour la vente de marchandises ou valeurs;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre, louer, vendre, céder, hypothéquer, échanger, transporter et autrement faire le commerce et disposer de propriétés mobilières et immobilières et d'actif en général, soit absolument comme propriétaires ou par voie de garantie collatérale ou autrement;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, nantir ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement intégral ou partiel du prix d'achat;

Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compa-

for said exhibitions, shows, entertainments, meetings and for any of the activities and business of the company;

To establish any clubs, hotels and or other conveniences in connection with the company's property and business, and to carry on the business of hotel, cafe, restaurant, soda fountain and tavern keeper;

To carry on business as brokers in the sale of either merchandise or securities;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To buy, take, lease, sell, assign, hypothecate, exchange, transfer and otherwise deal in, and dispose of property moveable and immoveable and assets generally, either absolutely as owner, or by way of collateral security or otherwise;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and plege or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is

gnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et—ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Établir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire, ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toutes expositions ou autres objets d'utilité publique et générale;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie ou corporation seraient en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et négocier les deniers de la Compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe, or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibitions or for any public, general or useful object;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any debentures, stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company or corporation may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for in section 81 of the Quebec Companies Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

Pour faire connaître les activités et les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octrois de prix, récompenses et dons;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, ou par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Les directeurs pourront, avant de recommander aucun dividende, mettre de côté, à même les profits de la Compagnie, les montants jugés nécessaires comme fonds de réserve en prévision de toutes éventualités, ou pour rendre les dividendes égaux, ou par rapport à des dividendes spéciaux, ou pour la réparation, l'amélioration et le maintien d'aucunes des propriétés de la Compagnie, et pour tels autres objets que les directeurs, à leur discrétion absolue, pourraient croire être avantageux à la Compagnie et il leur sera loisible de placer les différents montants, ainsi mis de côté, dans des placements qui leur sembleraient à propos, et de temps à autre tels directeurs pourront négocier et changer les dits placements et disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces placements de la manière qui serait de l'avantage de la Compagnie, et ils pourront diviser le fonds de réserve entre tels fonds spéciaux comme il sera jugé à propos, avec aussi le pouvoir absolu de se servir des biens que comprend le fonds de réserve aux fins du commerce de la Compagnie, sans toutefois être dans l'obligation de tenir ce fonds de réserve séparé des autres biens de la Compagnie;

Toutes les actions du capital de la Compagnie pourront être émises, réparties et autrement traitées par voie de résolution des directeurs, à tels termes et conditions qui seront jugés convenables par eux;

Les directeurs pourront, de temps à autre, s'ils y sont autorisés par un règlement approuvé par au moins les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour prendre les règlements en considération:

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute, to subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service, for and on behalf of the company, of any process or suit;

To adopt such means of making known the activities and the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The directors may, before recommending any dividend, set aside out of the profits of the company, such sums as they may think proper as a reserve fund to meet contingencies, or for equalizing dividends, or for special dividends, or for repairing, improving and maintaining any of the properties of the company, and for such other purposes as the directors shall, in their absolute discretion, think conducive to the interests of the company and may invest the several sums so set aside in such investments as they may think fit, and from time to time may deal with and vary such investments and dispose of all or any part thereof for the benefit of the company, and may divide the reserve fund into such special funds as they may think fit, and with full power to employ the assets constituting the reserve fund in the business of the company, and without being bound to keep the same separate from other assets;

All shares of the company's capital may be issued, allotted and otherwise dealt with by a resolution of the directors, on such terms and conditions as the directors may deem advisable;

The directors may from time to time, if authorized by by-law sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-laws:

1. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;
2. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;
3. Emettre des bons, débentures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;
4. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir tels bons, débentures, actions-obligations ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissoires faits, tirés et endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Montreal Baseball Club, Incorporated", avec un capital total de cent quarante-neuf mille dollars ($149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de février, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1673 Sous-secrétaire de la Province.

1. Borrow money upon the credit of the company;
2. Limit or increase the amount to be borrowed;
3. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

4. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

That nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Montreal Baseball Club, Incorporated", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars ($149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1,490) common shares of one hundred dollars ($100.00) each par value.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1674–o Assistant Provincial Secretary.

"National Stores, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1933, constituant en corporation: John Salhany, Abraham Salhany et Adèle Salhany, tous trois marchands, de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Ouvrir des magasins en différents endroits, acheter des propriétés et les vendre, acheter et vendre la marchandise en gros ou en détail, prendre des parts dans d'autres commerces, vendre, échanger ou transiger telles parts, sous le nom de "National Stores, Limited", avec un capital total de cinquante mille dollars ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts ou actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, au numéro civique 20 de la cinquième rue, district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1675–o Sous-secrétaire de la Province.

"National Stores, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1933, incorporating: John Salhany, Abraham Salhany and Adèle Salhany, all three merchants, of Shawinigan Falls, for the following purposes:

To open stores in various places, to purchase properties and to sell, same, to purchase and sell merchandise wholesale or retail, to take shares in other businesses, to sell exchange or transfer such said shares, under the name of "National Stores, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, at civic number 20 Fifth Street, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1676 Assistant Provincial Secretary.

"R. Hotte Oil Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Romuald Hotte, marchand d'huile et gazoline, de la cité d'Outremont, Delle Caroline Pelletier, Delle Myrtha Viau, toutes deux filles majeures, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros ou en détail, d'huile et de gazoline sous toutes leurs formes, du charbon, coke, bois, gaz et combustibles de tous genres, de tous leurs produits et sous-produits, d'automobiles, de camions-auto-

"R. Hotte Oil Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Romuald Hotte, oil and gasolene merchant, of the city of Outremont, Miss Caroline Pelletier, Miss Myrtha Viau, both spinsters of the age of majority, of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal, under all forms, wholesale and retail in oils and gasolene under all forms thereof, coal, coke, wood, gas and fuel of all kinds, in all products and by-products thereof, automobiles, motor trucks, tractors, motorcycles, aeroplanes,

mobiles, tracteurs, motocycles, aéroplanes, hydroplanes et de tous autres genres de véhicules, ainsi que de moteurs ou d'engins mûs ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou autres forces motrices;

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros ou en détail, d'instruments, outils, accessoires et pièces de rechange se rapportant à chacun des objets ci-dessus mentionnés, et faire aussi le commerce en gros ou en détail d'essences, produits chimiques et autres objets se rapportant au susdit commerce;

Manufacturer, importer, exporter tous et chacun des objets ci-dessus mentionnés;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer ou autrement en disposer, des garages, manufactures, usines et entrepôts, puits d'huiles et gazolines, mines, chantiers, se rapportant au commerce et à la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Exploiter ces différents genres de commerce ou d'industrie soit comme agent, soit comme manufacturier, soit comme marchand ou négociant; exploiter de même tous genres de commerce ou d'industrie qui pourraient mettre en valeur ou rendre plus profitables les propriétés ou les entreprises de la compagnie, tels qu'imprimeries, publications, revues, journaux, circulaires;

Acquérir, vendre, ou échanger, posséder, utiliser et exploiter des brevets, licences, concessions et inventions pouvant être utilisés par la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, échanger, vendre, louer ou autrement aliéner des propriétés mobilières et immobilières que la compagnie jugera utiles à son commerce ou à son industrie;

Prendre des garanties mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, sous quelques formes que ce soit;

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer et autrement en disposer tout commerce et industrie, manufacture et usine se rapportant au commerce et à la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou toute partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour toute autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Acquérir toutes entreprises semblables à celles de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel et les pouvoirs de telles entreprises et en disposer de la manière qu'elle jugera à propos;

Acquérir, pourvoir, assumer et exercer comme une industrie ou commerce en exploitation, les commerces maintenant exercés en les cité et district de Montréal par son ou ses propriétaires actuels sous les noms de Hotte Gasoline Stations, Romuald Hotte, Rosario Hotte et Paul Hotte, comme marchands d'huile et de gazoline et tous autres commer ces semblables appartenant à d'autres propriétaires et situés où que ce soit et assumer toutes les responsabilités, clientèle et obligation des dits commerces, et payer le ou les propriétaires actuels en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie;

Faire société ou toute convention relative au partage des bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec toute personne ou compagnie exerçant, se livrant à ou sur le point d'exercer ou de se livrer à tout négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer, ou auquel elle peut se livrer, ou tout négoce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou

hydroplanes and other similar vehicles, also in motors or engines operated or driven by gasolene, electricity or other motive power;

To deal under all forms, wholesale or retail, in implements, tools, accessories and repair parts connected with any of the hereabove-mentioned objects and also deal, wholesale or retail, in fuel or chemical products and other objects relating to the aforesaid business;

To manufacture, import, export all and any of the objects here-abovementioned;

To construct, acquire, own, exploit, sell, lease, or otherwise dispose of the garages, factories, workshops and warehouses, oil wells and gasolene, mines, workshops relating to the business and manufacture of the hereabove mentioned articles;

To exploit such various kinds of business or industry, either as agent, manufacturer, merchant, or trader; to also exploit any kind of business or industry that may enhance the value of or render profitable the property or undertakings of the Company, such as printing, publications, reviews, newspapers, circulars;

To acquire, sell or exchange, hold, utilize and exploit patents, licenses, concessions and inventions that may be utilized by the Company;

To purchase, acquire, own, exchange, sell, lease, or otherwise alienate moveable and immoveable property that the Company may deem useful for its business or industry;

To take moveable or immoveable securities, real or personal, under any form whatever;

To acquire, own, explcit, sell, lease and otherwise dispose of any business and industry, factory and workshop relating to the business and manufacture of the hereinabove mentioned articles;

To organize one or more companies to take over the whole or any part of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may appear directly or indirectly calculated to benefit the Corporation;

To acquire any business similar to that of the Company, including the goodwill, plant and powers of such business, and dispose thereof in the manner that may be deemed fit;

To acquire, equip, take over, and carry on as a going concern, the business now being carried on in the city and district of Montreal and elsewhere, by its present proprietor or proprietors under the name of Hotte Gasoline Stations, Romuald Hotte, Rosario Hotte and Paul Hotte, as oil and gas merchants and any other similar business belonging to other proprietors, wheresoever situate, assume all the assets, goodwill and liabilities of the said business, and to pay the present proprietor or proprietors for the same in fully paid up and non-assessable shares of the Company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to,

indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir des contrats ou autrement les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Souscrire, acheter, posséder et détenir les actions, parts, débenture obligations de toute corporation publique ou privée, les vendre ou autrement en disposer et agir comme actionnaires de telle compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée et autrement que sur les actions de la compagnie;

Accepter des actions, des débentures, hypothèques ou autres valeurs, d'autres personnes ou compagnies, en paiement intégral ou partiel des services rendus, de toutes ventes faites, dettes dues par telles personnes ou compagnies;

Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, tel que décidé, toute valeur de la compagnie à ses membres et particulièrement les actions, débentures ou autres valeurs d'autres compagnies constituées pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété foncière ou personnelle ou des droits de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et répartir comme acquittées des actions du capital social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevets, droits, franchises et clientèle;

Exercer un commerce de voiturage, camionnage et de transport en général, conduire, administrer et exploiter des écuries, garages, magasins, réparer des magasins, cours et toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières s'y rapportant et utiles et convenables à la réalisation des dits objets;

Négocier des prêts avec toute personne ou compagnie en affaires avec la compagnie, se porter garant de l'exécution de tout contrat, garanti ou non, ainsi que de toute autre obligation ou entreprise assumée par toute autre compagnie ou personne que ce soit et dans laquelle obligation ou entreprise la compagnie est intéressée, et accepter en sûreté de ces avances toutes garanties proposées par telle compagnie ou personne, telles que: titres, certificats d'actions, obligations, débentures, hypothèques, nantissements, privilèges ou autres valeurs des dites compagnies ou affectant la propriété des dites personnes ou compagnie;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

guarantee the contracts of or otherwise sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, purchase, possess and hold shares, stock, debentures, bonds of any public or private corporation, and sell or otherwise dispose of the same and to act as shareholders of such company;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To invest the moneys of the Company not immediately required, in a manner which will be determined from time to time and otherwise than in the shares of the Company;

To accept stock, debentures, hypothecs or other securities of any other person or Company in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by any such person or company;

To distribute in specie or otherwise, by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the company, as decided, any securities of the company among its members, and particularly shares, debentures or other securities of other companies formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

To sell, improve, administer, develop, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or rights of the Company;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as paid up shares of the capital stock of the Company, in full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, the purchase price of or any moveable or immoveable property, patents or patent rights, franchises and good-will;

To carry on a general cartage, trucking and transportation business, and to run, manage and generally exploit stables, garages, stores, repair shops, yards and all kinds of moveable and immoveable property in connection therewith and useful and profitable thereto;

To negotiate loans with any person or company having business dealings with the company and to go security for the performance of any contract, guaranteed or not, as well as any obligation or undertaking taken over by any other company or person whomsoever and in which obligation or undertaking the company is interested, and to accept as security for such advances any guarantees proposed by the company or person, such as: stock, share certificates, bonds, debentures, hypothecs, mortgages, liens or other securities of the said companies or affecting the property of the said persons or companies;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture-stock which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Organiser, maintenir et exploiter des chaînes de magasins, postes de commerce, exhibits et salles d'échantillons étant en rapport et servant aux fins du commerce de la compagnie;

Acheter, acquérir, ériger, maintenir, exploiter et gérer des magasins, entrepôts, usines, machinerie, aménagement et autres choses nécessaires à l'exercice du commerce de la dite compagnie, et les payer en argent ou avec des actions entièrement acquittées ou obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, ou toute invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers et les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de l'industrie, des propriétés ou entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer les frais et dépenses des directeurs et leur payer un salaire raisonnable pour leurs services;

Conclure, exécuter et compléter des contrats d'assurances pour la protection des biens de la compagnie contre les pertes par le feu, vol, vol avec effraction et autres pertes pour lesquelles l'assurance est valable;

Payer à même le capital tous les frais et charges préliminaires et incidents à la formation, l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire serait nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To organize, maintain and operate chain stores, trading posts, exhibitions and sample rooms in connection with and for the purpose of the business of the Company;

To purchase, acquire, erect, maintain, operate and manage storehouses, warehouses, plants machinery, equipment and other things necessary to carry on the business of the said Company and to pay for the same in cash or fully paid up shares or bonds or other securities of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, or any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the Company's purposes or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To consolidate or amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the Company or any part thereof for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To pay the costs and expenses of the directors and to pay them a reasonable salary for their services;

To enter into, execute and carry out insurance contracts for the protection of the property of the company against loss by fire, theft, burglary and other losses covered by insurance;

To pay, out of the capital, any preliminary costs and expenses incidental to the formation, incorporation and organization of the company;

It is ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be

pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs affectés par tel contrat ou transaction;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ci-dessus ne sont en aucune façon limités ou restreints par les termes d'un autre paragraphe ci-dessus;

Faire tous actes et opérations qui aideraient à la compagnie à atteindre le but pour lequel elle est incorporée et faire telles autres choses qui peuvent y être incidentes à conduire à la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "R. Hotte Oil Co., Limited", avec un capital total de six cent quatre-vingt-quinze mille dollars ($695,000.00), divisé en soixante-neuf mille cinq cents (69,500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, (29 Saint-Viateur-Ouest), dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1677-o

disclosed or known to the other Directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The powers of each of the aforesaid paragraphs shall not in any way be limited nor restricted by the terms of any other aforesaid paragraph;

To do all acts and operations which will assist the company in the attainment of the objects for which it is incorporated and to do all other things which may be incidental to the attainment of the aforesaid objects, under the name of "R. Hotte Oil Co., Limited", with a total capital stock of six hundred and ninety five thousand dollars ($695,000.00), divided into sixty nine thousand five hundred (69,500) shares of ten dollars ($10.-00) each.

The head office of the company will be in Montreal, (29 Saint Viateur West), in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1678

"The Parisian Laundry Co., Limited—La Buanderie Parisienne, Cie Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1933, constituant en corporation: Paul-Désiré Martel, gérant, Constant-Louis DeCeuleneer, Eucher Lefebvre, tous deux comptables, C.-René Dufresne, J.-Hector Lavallée, tous deux comptables agréés, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Conduire et exercer le commerce de buandiers, nettoyeurs et teinturiers, et transiger toutes opérations légitimes y incidentes ou s'y rapportant en aucune manière;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou ses objets tels que ci-dessus prévus, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins

"The Parisian Laundry Co., Limited—La Buanderie Parisienne, Cie Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1933, incorporating: Paul Desire Martel, manager, Constant Louis DeCeuleneer, Eucher Lefebvre, both accountants, C. Rene Dufresne, J. Hector Lavallée, both Chartered Accountants, all of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of launderers, cleaners and dyers, and transact all legitimate business incidental thereto or in anywise connected therewith;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to

de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesses, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se consolider et s'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement toutes

issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for

actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes ou chacune des dépenses de, incidentes à, ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et relativement au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour payer lesdites dépenses;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Rien de ce qui est contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt d'argent fait par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont avantageuses ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Parisian Laundry Co., Limited—La Buanderie Parisienne, Cie Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $199,000.00, divisé en 4,000 actions privilégiées portant un dividende de 6% par année et cumulatif, d'une valeur au pair de $25.00 par action, et 36,000 actions ordinaires entièrement participantes et sans droit de vote d'une valeur au pair de $1.00 l'action et 63,000 actions communes entièrement participantes avec droit de vote d'une valeur au pair de $1.00 par action.

Les dites actions privilégiées porteront et seront sujettes aux dispositions, priorités, droits, privilèges, conditions et restrictions suivantes, savoir:

1. Le porteur des dites actions privilégiées aura droit à recevoir des dividendes privilégiés cumulatifs fixes au taux de 6% pour cent par année et pas davantage sur le capital pour le temps étant payé sur icelles respectivement, tels dividendes étant cumulatifs à compter de telle date ou telles dates, pas plus tard que deux (2) mois à compter des dates respectives de l'émission des dites actions de la manière fixée par le Bureau de direction de la compagnie, et seront payables trimestriellement aux dites dates que les directeurs pourront déterminer. Aucun dividende ne sera payé ou déclaré et mis de côté pour paiement sur toutes autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes acerûs sur les dites actions privilégiées alors émises et en cours, y compris le dividende privilégié pour la période de dividende trimestrielle courante, aient été payés ou déclarés et mis de côté pour paiement.

2. Le capital acquitté sur les dites actions privilégiées ne sera pas sujet à cancellation ou réduction en raison de la perte ou de la dépréciation des biens de la compagnie;

3. Dans le cas de ventilation ou dissolution de la compagnie ou aucune distribution des biens autre que par voie de dividendes, nul montant quelconque ne sera payé ni tous les biens quelconques ne seront distribués entre les porteurs

shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Parisian Laundry Co., Limited—La Buanderie Parisienne, Cie Limitée".

The amount of the capital stock of the company is to be $199,000.00, divided into 4,000 preferred shares bearing a dividend of 6% per annum and cumulative, of the par value of $25.00 per share, and 36,000 ordinary fully participating non-voting shares of the par value of $1.00 per share and 63,000 common fully participating shares of the par value of $1.00 per share.

The said preference shares shall carry and be subject to the following provisions, priorities, rights, privileges, conditions and restrictions, namely:

1. The holder of the said preferred shares shall be entitled to receive fixed cumulative preferential dividends at the rate of six per centum (6%) per annum and no more on the capital for the time being paid up thereon respectively, such dividends to be cumulative from such date or dates, not later than two (2) months from the respective dates of the issue of the said shares as may be fixed by the Board of Directors of the company, and to be payable quarterly on such dates as the directors may determine. No dividend shall be paid or declared and set apart for payment on any other shares of the company unless all accrued dividends upon the said preferred shares then issued and outstanding, including the preferential dividend for the current quarterly dividend period, shall have been paid or declared and set apart for payment;

2. The capital paid up on the said preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the company's assets;

3. In the event of the winding up or dissolution of the company or any distribution of assets other than by way of dividends, no sum whatsœver shall be paid to nor shall any assets whatsœver be distributed among the holders of any other shares

de toutes autres actions du capital-actions de la compagnie jusqu'à ce que le capital acquitté sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement ait été payé aux porteurs des actions privilégiées, plus un montant égal à tous les dividendes impayés et accrûs sur telles actions privilégiées à la date où commence telle ventilation, dissolution ou distribution, qu'ils soient ou non déclarés ou qu'il y ait ou non des profits disponibles pour tels dividendes, et dans le cas où telle ventilation, dissolution ou distribution serait volontaire, un montant additionnel de cinq dollars ($5.00) par action, et le porteur des actions privilégiées aura droit à être payé avec tous tels deniers à même les biens de la compagnie avec préférence et priorité aux porteurs de toutes autres actions de la compagnie, mais les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit à aucune participation additionnelle dans les biens de la compagnie;

4. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit, à toutes les assemblées annuelles ou générales des actionnaires, à un vote pour chaque action privilégée détenue par eux respectivement.

Les actions ordinaires totalement participantes sans droit de vote sont totalement participantes en ce qui concerne les dividendes, débours d'actions, biens, et, à l'exception du privilège de voter, auront rang égal sans tous rapports aux actions ordinaires, participantes et ayant droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1679 Sous-secrétaire de la Province.

of the capital stock of the company until there shall have been paid to the holders of the preferred shares the capital paid up on the preferred shares held by them respectively, plus a sum equal to all unpaid and accrued dividends upon such preferred shares to the date of commencement of such winding up, dissolution or distribution, whether or not declared and whether or not there are profits available for such dividends and, in the event of such winding up, dissolution or distribution being voluntary, an additional sum of five dollars ($5.00) per share, and the holder of preferred shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the company by preference and in priority to the holders of any other shares of the company, but the holders of the said preferred shares shall not have the right or be entitled to any further participation in the assets of the company;

4. The holders of the said preferred shares shall be entitled at all annual or general meetings of shareholders to one vote for each preferred share held by them respectively;

The ordinary fully participating non-voting shares are fully participating as to dividends, stock disbursements, assets, and, with the exception of the voting privilege, rank equally in every respect with the common fully participating voting shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1680–o Assistant Provincial Secretary.

"W. H. White, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1933, constituant en corporation: Kenneth George White, constructeur de moulins, Phyllis Kathleen White, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Westmount, Ernest Nicholson Brown, avocat et Conseil du Roi, de la ville de LaSalle, tous des district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer un commerce général qui consiste à exploiter un moulin à raboter et à faire tous les travaux du bois, y compris le tournage, la préparation du bois, la fabrication de portes, châssis et cadres de fenêtres, meubles, réservoirs et récipients de tous genres faits en bois, réfrigérateurs, formes (chaussures), bondes, et en général tous articles qui peuvent se manufacturer dans un moulin à raboter, teindre et peinturer ce qu'elle fabrique quand cela est nécessaire et faire le travail de fer nécessaire pour les compléter et en faire l'ajustage; poursuivre les activités qui se rapportent au dit commerce;

Substituer l'acier ou d'autres métaux au bois pour la fabrication d'aucun des articles sus-énoncés que ce soit, particulièrement pour ce qui regarde la fabrication de châssis et cadres de fenêtres et de réservoirs et de récipients;

Faire le négoce de matériaux de construction et ériger des bâtisses;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de maisons résidentielles et autres bâtisses ou travaux privés ou publics;

"W. H. White, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1933, incorporating: Kenneth George White, millwright, Phyllis Kathleen White, spinster of the age of majority, stenographer,both of the City of Westmount, in the district of Montreal, Ernest Nicholson Brown, advocate and King's Counsel, of the town of Lasalle, in said district, for the following purposes:

To carry on a general planing mill business and do all kinds of woodworking, including wood turning, the dressing of lumber, the manufacture of doors, window sashes and frames, furniture, tanks and containers of all kinds made of wood, refrigerators, shoe lasts, bungs, and in general all articles that may be made in a planing mill, to stain and paint their products when necessary and to do and apply the iron work necessary for the completion of the same; to carry on trade in connection with said business;

To substitute steel or other metals for wood in the manufacture of any of the above mentioned articles, particularly in the making of window sashes and frames and tanks and containers;

To deal in building materials and erect buildings;

To carry on business as a general contractor for the construction and equipment of dwelling houses and other private or public buildings or works;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des lots ou parcelles de terre de toute description, y ériger des bâtisses, les subdiviser, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement disposer de tels lots ou parcelles de terre et les bâtisses y érigées ou d'aucun intérêt qu'on peut y avoir, les hypothéquer, prendre et détenir des hypothèques en garantie du paiement de toute balance de prix de tous tels lots, parcelles de terres ou parties d'icelles, bâtisses ou structures qui y sont érigées et disposer de telles hypothèques;

Exercer toute autre industrie (manufacturière, de construction ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, mearqus de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseigement au sujet d'une invention qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Vendre, embellir, développer, échanger, louer, céder, faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la Compagnie en paiement total ou partiel de tous biens réels ou personnels, achetés ou autrement acquis par la Compagnie;

Etablir des agences et succursales;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise lots or parcels of land of any description, to build upon, subdivide, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots or parcels of land and buildings erected thereon or any interest therein, to mortgage the same, to take and hold mortgages for any unpaid balance of price of any of the said lands or parts thereof, buildings or structures erected thereon and dispose of such mortgages;

To carry on any other business (whether manufacturing, building or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trade marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell, improve, develop, exchange, lease, dispose of, turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To establish agencies and branches;

Exercer tous ou aucun des objets de la Compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la Compagnie;

Aucun actionnaire ne pourra transférer ses actions sans l'autorisation expresse des directeurs signifiée par résolution passée par le bureau de direction ou par consentement écrit signé par la majorité des directeurs, le nombre des actionnaires ne devra pas excéder 20, et il est interdit de faire aucun appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la Compagnie, sous le nom de "W. H. White, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1681 Sous-secrétaire de la Province.

To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

No shareholder shall transfer his shares without the express sanction of the directors to be signified by resolution passed by the board or by a consent in writing signed by a majority of the directors, the number of shareholders shall not exceed twenty and any appeal to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "W. H. White, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1682–o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"The M. E. Binz Silk Company of Danville, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dixième jour de mars, 1933, à la compagnie dite "The M. E. Binz Silk Company of Danville, Limited", ratifiant un règlement de la Compagnie, modifiant les lettres patentes originaires, comme suit, savoir:

En ajoutant à la suite du paragraphe se terminant par les mots "Et le montant avec lequel la Compagnie commencera ses opérations sera de trente mille dollars", les paragraphes suivants:

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tels prix que pourront déterminer les directeurs;

Les actions privilégiées ont droit à un dividende annuel fixe cumulatif de 6%, sur le montant du capital payé sur icelles, aucun dividende ne sera payé sur les actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, avant que le dividende sur les actions privilégiées n'ait été payé;

Les actions privilégiées auront priorité, tant pour les dividendes que pour le remboursement du capital, sur toutes autres classes d'actions de la Compagnie;

Il ne sera émis aucunes actions privilégiées additionnelles ni débentures sans le consentement des détenteurs des deux tiers des actions privilégiées autorisées par le présent paragraphe, la Compagnie toutefois devant se conformer aux conditions et formalités requises par la loi à ce sujet;

Les détenteurs d'actions privilégiées éliront deux directeurs parmi les cinq qui formeront le Conseil d'Administration. Toutefois, si la Compagnie n'a pas payé de dividende sur les actions privilégiées pour au-delà de deux ans, les détenteurs des dites actions auront alors le droit d'élire trois directeurs au lieu de deux;

Les actions privilégiées pourront être rachetées, en tout ou en partie, au gré de la Compagnie,

Supplementary Letters Patent

"The M. E. Binz Silk Company of Danville, Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1933, to the Company "The M. E. Binz Silk Company of Danville, Limited", ratifying a by-law of the Company, modifying the original Letters Patent as follows, to wit:

By adding the following paragraphs after the one ending with the words: "And the amount with which the Company shall commence its operations will be thirty thousand dollars".

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors;

The preferred shares are entitled to a fixed annual cumulative dividend of 6%, on the paid up capital thereon, no dividend shall be paid on the common shares without par or nominal value, before the payment of dividends on the preferred shares;

The said preferred shares shall have a priority both as to dividends and to reimbursement of capital, over any other shares of the Company;

No additional preferred shares shall be issued by the Company, and no issue of debentures shall be made without the consent of the holders of two thirds of the preferred shares authorized by the present paragraph, the Company, however, to comply with the conditions and formalities required by law on this matter;

The holders of preferred shares shall elect two directors of the five who will compose the Board of Directors. However, if the Company is more than two years without paying dividends on its preferred shares, the holders of the said shares shall then be entitled to elect three Directors instead of two;

The preferred shares shall be redeemable, in whole or in part, at the option of the Company,

sur avis de six mois, à 102 à compter de cette date jusqu'au 1er janvier 1936, à 103 à compter de cette date jusqu'au 1er janvier, 1938, à 104 à compter de cette date jusqu'au 1er janvier 1940, et à 105 si achetées subséquemment;

Dans le cas de liquidation volontaire ou forcée, les détenteurs d'actions privilégiées auront droit d'être remboursés de préférence aux porteurs d'actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale pour le montant du capital payé sur icelles ainsi que les dividendes déclarés, plus la prime mentionnée dans le paragraphe qui précède, à même l'actif de la Compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de mars, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1727 Sous-secrétaire de la Province.

on six months' notice, at 102 from now until January 1st., 1936, at 103 from now until January 1st., 1938, at 104 from now until January 1st 1940, and 105 if purchased subsequently;

In case of voluntary or forced liquidation, the holders of preferred shares shall be entitled to be repaid, in preference to the holders of common shares without par or nominal value, the capital paid thereon and dividends declared, plus the premium mentioned in the preceding paragraph, out of the assets of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1728–o Assistant Provincial Secretary.

Assemblée

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée générale annuelle

Avis est par les présentes donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des Tramways, 159 rue Craig Ouest, Montréal, à midi, lundi, le vingtième jour de mars 1933.

Cette assemblée sera convoquée tel que convenu et immédiatement ajournée jusqu'à lundi le vingt-quatrième jour d'avril 1933, à la même heure et au même endroit.

Les régistres des transferts seront clos du 1er jour de mars, 1933, au 20ième jour de mars, 1933, les deux dates inclusivement.

Par ordre du bureau de direction.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBEE.
Le lundi, 16 janvier, 1933. 415—3–5

Meeting

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the shareholders of the "Montreal Tramways Company" will be held at the Company's office, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, at 12 o'clock noon, on Monday the 20th day of March, 1933.

This meeting will be convened as called and immediately adjourned until Monday, the 24th day of April, 1933, at the same time and place.

The transfer books will be closed from the 1st day of March, 1933, to the 20th day of March, 1933, both dates inclusive.

By order of the Board,

PATRICK DUBEE,
Secretary-treasurer.
Monday, January 16th, 1933. 416—3–5–o

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour de Magistrat, No 3686. Napoléon Dubreuil, demandeur; vs Oswald Normandin, défendeur; et Napoléon Larose, opposant.

Le 3 mars 1933.

Sur l'ordre de Emile Marin, Magistrat de district dans et pour le district de Saint-Hyacinthe, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Oswald Normandin, de la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, défendeur, les créanciers dudit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Saint-Hyacinthe, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le greffier de la Cour de Magistrat,
1555—10–2–o A. DELAGE.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Magistrate's Court, No. 3686. Napoleon Dubreuil, plaintiff; vs Oswald Normandin, defendant; and Napoleon Larose, opposant.

March 3, 1933.

Upon the order of Emile Marin, district Magistrate in and for the district of Saint Hyacinthe, rendered this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Oswald Normandin, of the parish of Saint Cesaire, district of Saint Hyacinthe, defendant, the creditors of the said defendant, who not as yet fyled their claims, are now called upon to do so in this matter at the Prothonotary's office in the Superior Court for the said district, at Saint Hyacinthe, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

A. DELAGE,
1556—10–2 Clerk of the Magistrate's Court.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-117213. Odelie Baillargeon, épouse commune en biens de Godfroi Poirier, plombier, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Godfroi Poirier, plombier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 février 1933.

Montréal, 10 mars 1933.

Les procureurs de la demanderesse,

1683–o GUERIN, COUSINEAU & LORTIE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-114276. Médora Laliberté, épouse commune en biens de Victorien Tremblay, agent d'assurance, de la cité de Lachine, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Victorien Tremblay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mars 1933.

Montréal, le 7 mars 1933.

Les procureurs de la demanderesse,

BERTRAND, GUERIN,

1685–o GAUDRAULT & GARNEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 115283. Antoinette Lepage, épouse du défendeur, des cité et district de Montréal, bourgeoise, demanderesse; vs H. Quenneville, du même lieu, chauffeur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mars 1933.

Montréal, le 6 mars 1933.

Le procureur de la demanderesse,

1687–o LORENZO CAMIRAND.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-118280. Dame Karimeh K. Rahal, alias Hanna, épouse séparée de biens de Joseph Nassif, alias Elias, bourgeois, des cité et district de Montréal, dument autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Nassif alias Elias, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 mars 1933.

Montréal, le 6 mars 1933.

Le procureur de la demanderesse,

1689 JOSEPH HELAL.

Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, No 77. Dame Marie-Louise Delisle, épouse de Arthur Laprise, assistant-agent, de la cité de Sherbrooke, dit district, demanderesse; vs le dit Arthur Laprise, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 9 mars 1933.

Sherbrooke, 10 mars 1933.

Le procureur de la demanderesse,

1757–o ALBERT DESILETS.

Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, No 76. Dame Héléna Paquin, épouse de Elie Chicoine, cultivateur, de Birchton, dit district, demanderesse; vs Ledit Elie Chicoine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur en cette cause, le 9 mars 1933.

Sherbrooke, 10 mars 1933.

Le procureur de la demanderesse,

1759–o ALBERT DESILETS.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. D-117213. Odelie Baillargeon, wife common as property to Godfroi Poirier, plumber, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Godfroi Poirier, plumber, of the city and district of Montreal, defendant.

A suit for separation of property has been brought in this case the 23 of February, 2933.

Montreal, March 10th, 1933.

GUERIN, COUSINEAU & LORTIE,

1684–o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-114276. Medora Laliberte, wife common as to property of Victorien Tremblay, insurance agent, of the city of Lachine, district of Montreal, duly authorized by the said Victorien Tremblay, plaintiff; vs the said Victorien Tremblay, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on March 6th, 1933.

Montreal, March 7th, 1933.

BERTRAND, GUERIN,
GAUDRAULT & GARNEAU,

1686–o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 115283. Antoinette Lepage, wife of the defendant, of the city and district of Montreal, gentlewoman, plaintiff; vs H. Quenneville, of the same place, chauffeur, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on March 6, 1933.

Montreal, March 6, 1933.

LORENZO CAMIRAND,

1688 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. E-118280. Dame Karimeh K. Rahal, alias Hanna, wife common as to property of Joseph Nassif alias Elias, gentleman, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Nassif alias Elias, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on March 6th, 1933.

Montreal, March 6th, 1933.

JOSEPH HELAL,

1690–o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint-Francis, Superior Court, No. 77. Dame Marie Louise Delisle, wife of Arthur Laprise, assistant-agent, of the City of Sherbrooke, said district, plaintiff; vs the said Arthur Laprise, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this cause on the 9th day of March, 1933.

Sherbrooke, March 10th., 1933.

ALBERT DESILETS,

1758–o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 76. Dame Helena Paquin, wife of Elie Chicoine, farmer, of Birchton, said district, plaintiff; vs the said Elie Chicoine, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 9th day of March, 1933.

Sherbrooke, March 10th., 1933.

ALBERT DESILETS,

1760–o Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, No 8139. Dame Marguerite Gagnon, de Saint-Joseph-d'Alma, épouse de Henri Jean, restaurateur-barbier, de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Henri Jean, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 17 février 1933.

Roberval, ce 1er jour de mars 1933.

Le procureur de la demanderesse,
1729–o J.-V. TREMBLAY, avocat.

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, No. 8139. Dame Marguerite Gagnon, of Saint Joseph d'Alma, wife of Henri Jean, restaurant keeper and barber, of the town of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval, duly authorized, plaintiff; vs the said Henri Jean, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th of February, 1933.

Roberval, this first day of March, 1933.

J. V. TREMBLAY, advocate,
1730 Attorney for plaintiff.

Avis divers

"LEFEBVRE AUTO PARTS, LIMITED"

Extrait du Règlement No XXI

Il est ordonné et statué que le nombre des Directeurs de la Compagnie soit porté de cinq à neuf.

Ce vingt-deuxième jour de février 1933.

Le secrétaire,
1691–o J.-E. TOUCHETTE.

"CONSOLIDATED INVESTMENT CORPORATION OF CANADA"

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie.

Règlement spécial "Y"

Un règlement autorisant la distribution des biens de la compagnie entre ses actionnaires.

Qu'il soit ordonné comme un règlement de la compagnie:

Que la compagnie fasse la distribution de ses biens entre ses actionnaires.

Montréal, le 16 février 1933.

Le secrétaire,
1737 J.-E. ARDRON.

"BARCLAYS TRUST COMPANY OF CANADA"

Copie certifiée du règlement No 3 (a) des règlement de la compagnie, tel qu'amendé à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tenue mardi, le 21 février 1933.

Règlement No 3

(a) Il y aura un bureau de direction comprenant cinq directeurs, chacun desquels doit être actionnaire de la compagnie, détenteur d'une action au moins de son capital-actions, mais nulle personne qui est déjà directeur d'une autre compagnie de fiducie exerçant un commerce dans le Dominion du Canada, ne sera éligible comme directeur. Le nombre des directeurs pourra, cependant, être augmenté de temps à autre, sur résolution du bureau de direction, sujette à ratification à la prochaine assemblée générale des actionnaires, à moins qu'elle n'ait été confirmée à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue dans l'intervalle.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire-trésorier,
1743 W. B. CHEYNEY.

Miscellaneous Notices

"LEFEBVRE AUTO PARTS, LIMITED"

Extract of By-Law No. XXI

It is ordered and enacted that the number of directors of the company be increased from five to nine.

This twenty second day of February, 1933.

J. E. TOUCHETTE,
1692 Secretary.

"CONSOLIDATED INVESTMENT CORPORATION OF CANADA"

Extract from the minutes of a meeting of the Board of Directors of the company.

Special By-law "Y"

A by-law authorizing the distribution of the assets of the company among its shareholders.

Be it enacted as a by-law of the company:

That the company do distribute its assets among its shareholders.

Montreal, 16th February, 1933.

J. E. ARDRON,
1738-o Secretary.

"BARCLAYS TRUST COMPANY OF CANADA"

Certified copy of By-law No. 3 (a) of the company's By-laws, as amended at the annual general meeting of shareholders, held on Tuesday, the 21st of February, 1933.

By-law No. 3

(a) There shall be a board of directors consisting of five directors, each of whom must be a shareholder of the company for at least one share of its capital stock, but no person shall be eligible for election as director who is also director of any other trust company carrying on business in the Dominion of Canada. The board of directors, however, may be increased from time to time by resolution of the board, subject to confirmation at the next following annual general meeting of shareholders, unless confirmed at a special general meeting of shareholders held in the maintime.

Certified true copy.

W. B. CHEYNEY,
1744-o Secretary-Treasurer.

"JOHN MILLEN, TROIS-RIVIERES, LIMITÉE"

Extrait d'un règlement spécial "A" concernant le nombre des directeurs.

Que jusqu'à ce qu'il y ait changement tel que prévu par les dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le bureau de direction comprendra cinq directeurs.

Ce 14ième jour de mars 1933.

Le secrétaire,
1755 S. BOYD MILLEN.

"JOHN MILLEN, TROIS-RIVIERES, LIMITÉE"

Extract from special by-law "A" respecting the number of directors.

That until changed in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, the board of directors shall consist of five directors.

This 14th day of March, 1933.

S. BOYD MILLEN,
1756-o Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 6 mars 1933.

M. Bernard R. Ettenberg, de la cité de Montréal, commis: juge de paix avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de la province de Québec 1925.

MM. Arthur Tremblay, (Ferdinand), et Kelly Harvey, de Saint-Fidèle: juges de paix pour le district de Saguenay.

M. Léger Lambert, de Barry River, Calumet Island, comté de Pontiac: juge de paix pour le district de Pontiac.

Québec, le 8 mars 1933.

M. Diodème Cousineau, de Valleyfield: député-protonotaire de la Cour supérieure, député-greffier de la Cour de Circuit, député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la Couronne et député-greffier de la paix du district de Beauharnois.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, en date du 8 mars 1933, d'établir une Cour de commissaires pour la municipalité du canton LaSarre, comté d'Abitibi, et de nommer MM. Donat Déry, J.-Antonio Huard et Arcade St-Arnaud, pour tenir ladite Cour. 1753—o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of our Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 6, 1933.

Mr. Bernard R. Ettenberg, of the city of Montreal, clerk: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925.

Messrs. Arthur Trembly (Ferdinand), and Kelly Harvey, of Saint Fidèle: to be Justices of the Peace for the district of Saguenay.

Mr. Léger Lambert, of Barry River, Calumet Island, county of Pontiac: to be a Justice of the Peace for the district of Pontiac.

Quebec, March 8, 1933.

Mr. Diodème Cousineau, of Valleyfield: to be Deputy Prothonotary of the Superior Court, Deputy Clerk of the Circuit Court, Deputy Clerk of the Magistrate's Court, Deputy Clerk of the Crown and Deputy Clerk of the Peace for the district of Beauharnois.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, by Order dated the 8th. of March, 1933, to establish a Commissioners' Court for the municipality of the township of LaSarre, county of Abitibi and to appoint Messrs. Donat Déry, J. Antonio Huard and Arcade St. Arnaud, Commissioners for the holding of the said Court. 1754

Département de l'Instruction publique

No 522-32.

Québec, 14 mars 1933.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 mars 1933, de détacher de la municipalité scolaire de Mille-Iles No 1, comté d'Argenteuil, les lots Nos 35 à 43 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de Mille-Iles, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne. 1733—o

No 1449-32.

Québec, le 14 mars 1933.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du

Department of Education

No. 522-32.

Quebec, March 14th., 1933.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 4th. of March, 1933, to detach from the School Municipality of Mille Iles No. 1, county of Argenteuil, lots Nos. 35 to 43 inclusively of the official plan and book of reference for Mille Iles, and to annex same to the School Municipality of Saint Sauveur, county of Terrebonne. 1734—o

No. 1449-32.

Quebec, March 14th., 1933.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 4th. of

4 mars 1933: 1) De détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Suzanne-de-Boundary-Line, comté de Stanstead, les lots primitifs 11 à 17 inclusivement des rangs 3 et 4 du canton de Barford;

2) De détacher de la municipalité scolaire de Dixville, comté de Stanstead, les lots primitifs 11 à 17 inclusivement du rang 5 et la moitié sud des lots primitifs 12 à 17 inclusivement du rang VI du même canton;

3) D'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "La Municipalité scolaire catholique de Dixville", comté de Stanstead.

1735—o

March, 1933: 1) To detach from the School Municipality of Sainte Suzanne de Boundary Line, county of Stanstead, the original lots 11 to 17 inclusively of ranges 3 and 4 of the township of Barford;

2) To detach from the School Municipality of Dixville, county of Stanstead, the original lots 11 to 17 inclusively, in range 5 and the South half of original lots 12 to 17 inclusively in range VI of the same township;

3) To erect all the said territory into a separate School Municipality for Catholics only, under the name of "The Catholic School Municipality of Dixville", county of Stanstead. 1736—o

---

No 848-32.

Québec, le 14 mars 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Ham-Sud, comté de Wolfe, les lots Nos 11-*b*, 12-*a*, 12-*b*, 12-*c*, 12-*d*, 13-*a*, 13-*b* et 13-*c* du rang X du canton de Weedon, et de les annexer à la municipalité scolaire de Weedon-Canton. 1739—11-2-o

No. 848-32.

Quebec, March 14th., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Ham South, county of Wolfe, lots Nos. 11-*b*, 12-*a*, 12-*b*, 12-*c*, 12-*d*, 13-*a*, 13-*b* and 13-*c* of range X of the township of Weedon, and to annex same to the School Municipality of Weedon Township. 1740—11-2

No 1301-32.

Québec, le 14 mars 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cawood, comté de Pontiac, les propriétés appartenant à MM. Charles Schroeder, Emile Schroeder et Manard Firobon, portant les Nos 40-*a*, 41-*a*, 42-*a*, 43-*a*, 40-*b*, 41-*b*, 42-*b*, 43-*b*, 44 et 45 du 1er rang du canton de Cawood, et de les annexer à la municipalité scolaire de Aldfield, comté de Pontiac.

1741—11-2-o

No. 1301-32.

Quebec, March 14th., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Cawood, county of Pontiac, the properties belonging to Messrs Charles Schroeder, Emile Schroeder and Manard Firobon, bearing Nos. 40-*a*, 41-*a*, 42-*a*, 43-*a*, 40-*b*, 41-*b*, 42-*b*, 43-*b*, 44 and 45 of the 1st. range of the township of Cawood, and to annex same to the School Municipality of Aldfield, county of Pontiac. 1742—11-2

Soumissions

MUNICIPALITÉ DU CANTON LANGELIER

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er novembre 1932, au montant de $3500.00, remboursables par séries du 1er novembre 1933 au 1er novembre 1947 à 6% d'intérêt, seront reçues par le soussigné jusqu'à midi le 3 avril. Capital et intérêts semi-annuels (1er novembre et mai) payable à la Banque Canadienne Nationale à Québec, à Montréal ou à La Tuque, de dénominations au gré de l'acheteur. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Consolider dette, améliorer chemins. Livraison vers le 10 avril à La Tuque. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt. Un intérêt au taux de 6% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée. Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées. La municipalité se réserve le droit de n'accepter, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

La Croche, le 6 mars 1933.

Le secrétaire-trésorier,
J.-D. BRASSARD.

1745—o

Tenders

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF LANGELIER

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" for the purchase of an issue of bonds dated from the 1st of November, 1932, for $3,500.00 redeemable serially from the 1st of November, 1933 to the 1st of November, 1947, at 6% interest, will be received by the undersigned until noon the 3rd of April. Capital and semi-annual interest (1st of November and May) payable at the Banque Canadienne Nationale, at Quebec and at Montreal, or at La Tuque, in denominations at the option of the purchaser. The Bond is registerable. Object of the loan: Consolidation of debts, improvement of roads. Delivery about the 10th of April, at La Tuque. Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan. Interest at the rate of 6% will be paid to the date of delivery on the deposit of the tenderer whose offer shall have been accepted. Every tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereinabove enumerated will be rejected. The municipality does not obligate itself to accept the highest or any of the tenders.

La Croche, March 6, 1933.

J. D. BRASSARD,
Secretary Treasurer.

1746

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, 15 MARS 1933.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 15 mars 1933.

Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif, au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés, comme suit:

F Loi modifiant la charte de *The Montreal General Hospital* et décrétant disponibles à certaines fins les sommes d'argent de certains legs.

2 Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.

7 Loi relative à la vente des effets déposés chez les teinturiers et non réclamés.

8 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.

9 Loi concernant la fonction de juges de paix des membres des conseils municipaux.

10 Loi modifiant l'article 2162 du Code civil.

11 Loi modifiant l'article 981*o* du Code civil.

14 Loi conçernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression.

15 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.

19 Loi modifiant l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 45.

20 Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.

21 Loi concernant *Verdun Protestant Hospital.*

22 Loi modifiant l'article 47 du Code civil et l'article 1311 du Code de procédure civile.

26 Loi modifiant la Loi de la chasse.

30 Loi modifiant la Loi des dettes et des emprunts municipaux.

33 Loi modifiant la Loi des cités et villes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, 15th OF MARCH, 1933.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 15th of March, 1933.

This day, at four o'clock of the afternoon, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned, as follows:

F An Act to amend the charter of the Montreal General Hospital and to declare the moneys representing certain bequests to be available for certain purposes.

2 An Act to amend the Women's Minimum Wage Act.

7 An Act respecting the sale of effects deposited with dyers and unclaimed.

8 An Act to amend the Quebec Companies' Act.

9 An Act respecting the functions of municipal councillors as justices of the peace.

10 An Act to amend Article 2162 of the Civil Code.

11 An Act to amend Article 981*o* of the Civil Code.

14 An Act respecting steam boilers and pressure vessels.

15 An Act to amend the Quebec Election Act.

19 An Act to amend section 6 of the act 21 George V, chapter 45.

20 An Act to amend the Motor Vehicle Act.

21 An Act respecting Verdun Protestant Hospital.

22 An Act to amend Article 47 of the Civil Code and Article 1311 of the Code of Civil Procedure.

26 An Act to amend the Game Laws.

30 An Act to amend the Municipal Debt and Loan Act.

33 An Act to amend the Cities and Towns' Act.

41 Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94.

41 An Act to amend the act 22 George V, chapter 94.

44 Loi de l'aide aux chômeurs, 1933.

44 Unemployed Aid Act, 1933.

46 Loi pour défendre la garantie par certaines personnes des emprunts municipaux ou scolaires.

46 An Act to prohibit the guaranteeing of municipal or school loans by certain persons.

50 Loi modifiant l'article 129*a* de la Loi des cités et villes.

50 An Act to amend Section 129*a* of the Cities and Towns' Act.

52 Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture.

52 An Act to amend the Agricultural Land Sales Act.

61 Loi modifiant la Loi de la protection des plantes.

61 An Act to amend the Plant Protection Act.

75 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Dora Gordon aux examens pour l'obtention d'une licence en chirurgie dentaire, à la fin de son cours universitaire.

75 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Dora Gordon to the examination for obtaining a license in dental surgery at the end of her university course.

77 Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

77 An Act to amend the acts respecting the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec.

79 Loi constituant en corporation *Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari*.

79 An Act to incorporate Congregation Beth Achnesses Nusoch Hoari.

82 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel.

82 An Act to amend the charter of the city of Sorel.

83 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ferdinand Veilleux à l'étude du droit, sans examen.

83 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Ferdinand Veilleux to the study of law, without examination.

84 Loi modifiant la charte de La congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie.

84 An Act to amend the charter of *La Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie*.

85 Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

85 An Act respecting the estate of the late Honourable Joseph Masson.

87 Loi constituant en corporation l'Externat Classique Sainte-Croix.

87 An Act to incorporate *External Classique Ste. Croix*.

88 Loi constituant en corporation la "Congrégation des Sœurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi".

88 An Act to incorporate the *Congrégation des Sœurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi*.

89 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Grier Lafleur à la pratique de la profession d'avocat.

89 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Henri Grier Lafleur to the practice of the legal profession.

90 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Kenneth Harold Brown à la pratique de la profession d'avocat.

90 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Kenneth Harold Brown to the practice of the legal profession.

91 Loi modifiant la charte de la cité de Grand'-Mère.

91 An Act to amend the charter of the city of Grand'Mère.

94 Loi modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

94 An Act to amend the charter of the Montreal Firemen's Benefit Association.

95 Loi concernant la Montée Saint-Rémi dans le comté de Jacques-Cartier.

95 An Act respecting the *Montée St. Rémi* (St. Rémi Ascent), in the county of Jacques-Cartier.

96 Loi constituant en corporation *Jewish General Hospital*.

96 An Act to incorporate Jewish General Hospital.

101 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Laval Langlois à la pratique de la profession de notaire, après examen.

101 An Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit Laval Langlois to the practice of the notarial profession, after examination.

103 Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre feu Zénon Béchard et dame Onésime Béchard.

103 An Act to give civil effect to the marriage contracted between the late Zénon Béchard and Dame Onésime Béchard.

104 Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.

104 An Act to amend the charter of the city of Levis.

105 Loi autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt additionnel.

105 An Act to authorize the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke to make an additional loan.

107 Loi concernant le pont de Métis.

107 An Act respecting the Metis Bridge.

109 Loi concernant *St. Mary's Memorial Hospital.*

109 An Act respecting St. Mary's Memorial Hospital.

110 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

110 An Act to amend the charter of the city of St. Hyacinthe.

111 Loi concernant la cité de Shawinigan Falls.

111 An Act respecting the city of Shawinigan Falls.

113 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun.

113 An Act respecting the school commissioners for the municipality of Verdun, in the county of Montreal-Verdun.

114 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

114 An Act to amend the charter of the city of Salaberry-de-Valleyfield.

116 Loi modifiant la charte de *The Quebec Labrador Railway Company.*

116 An Act to amend the charter of the Quebec Labrador Railway Company.

119 Loi constituant en corporation *The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, Montreal, Canada.*

119 An Act to incorporate The Quebec Association of Seventh-Day Adventists, Montreal, Canada.

121 Loi ratifiant une entente intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt et la Congrégation du Très Saint-Rédempteur.

121 An Act to ratify an agreement entered into between the trustees of the parish of St. David d'Estcourt, and *La Congrégation du Très Saint Rédempteur.*

122 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Fernand Lizotte à la pratique de la médecine, après examens.

122 An Act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit Fernand Lizotte to the practice of medicine, after examinations.

123 Loi concernant la charte de la ville de Mont-Royal.

123 An Act respecting the charter of the town of Mount Royal.

124 Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

124 An Act respecting the estate of the late Eusèbe Labelle.

126 Loi concernant *Stanley Bagg Corporation.*

126 An Act respecting Stanley Bagg Corporation.

127 Loi concernant la succession de feu monsieur l'abbé J.-Charles Boutet, prêtre.

127 An Act respecting the estate of the late Rev. J. Charles Boutet, priest.

128 Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

128 An Act respecting the estate of the late Honourable J. O. Villeneuve.

129 Loi refondant la charte du Collège de l'Assomption.

129 An Act to consolidate the charter of the College of L'Assomption.

130 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

130 An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke.

132 Loi concernant la donation par Hubert Morin à dame Alice Morin.

132 An Act respecting a donation by Hubert Morin to Alice Morin.

133 Loi permettant à Pasquale Villella, à ses enfants mineurs et à Francesco Villella de changer leur nom de famille en celui de Billie et de changer leurs prénoms.

175 Loi modifiant la Loi du barreau.

180 Loi remplaçant l'article 17 de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

182 Loi modifiant l'article 96 du Code de procédure civile.

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur benevolence et sanctionne ces bills".

133 An Act to allow Pasquale Villella and his minor children, and Francesco Villella, to change their family name to that of Billie, and their Christian names.

175 An Act to amend the Bar Act.

180 An Act to replace Section 17 of the Municipal Bribery and Corruption Act.

182 An Act to amend Article 96 of the Code of Civil Procedure.

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to these Bills."

Ministère de l'agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Terrebonne, sans le nom de "Couvoir Coopératif de Saint-Janvier", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Janvier, comté de Terrebonne.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 6ème jour de mars 1933. 1723-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

"COUVOIR COOPERATIF DE VICTORIAVILLE"

Vu la demande faite par le Bureau de Direction du Couvoir Coopératif de Victoriaville, que le nom de cette société coopérative soit changé en celui de "Société Coopérative avicole des Bois Francs";

Vu qu'il convient d'accéder à cette demande;

Vu les pouvoirs qui nous sont donnés par l'article 10 de la loi des sociétés coopératives agricoles, S. R. Q., 1925, ch. 57 ;

Avis est par les présentes donné que le cidevant "Couvoir Coopératif de Victoriaville", est et sera à l'avenir connu et désigné sous le nom de "Société Coopérative Avicole des Bois Francs".

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 8 mars 1933. 1725-o

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Terrebonne, under the name of "Couvoir Coopératif de Saint-Janvier", and that its principal place of business will be in the Municipality of Saint Janvier, County of Terrebonne.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 6th day of March, 1933. 1724

NOTICE OF CHANGE OF NAME

"COUVOIR COOPERATIF DE VICTORIAVILLE"

Seeing the application made by the Board of Directors of the "Couvoir Coopératif de Victoriaville", that the name of the said Cooperative Association be changed to that of "Société Coopérative Avicole des Bois Francs";

Seeing that it is expedient to grant this application;

Seeing the powers vested upon Us by Article 10 of the Cooperative Agricultural Association Act, R. S. Q., 1925, ch. 57;

Notice is hereby given that the heretofore "Couvoir Coopératif de Victoriaville", is, and shall in future be, known and designated under the name of "Société Coopérative Avicole des Bois Francs".

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, March 8, 1933. 1726

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que "The Montreal Stock Exchange et The Montreal Curb Market", deux corporations dûment constituées ayant leur principale place d'affaires dans la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec au cours de sa présente Session, pour demander l'amendement de la charte de la cité de Montréal, relativement à la taxe imposée sur les personnes faisant le commerce de courtiers dans les limites de la cité de Montréal.

Les procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.
1693—11-4-o

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, par MM. John H. Fyon, William Archie Gilbery, J. W. Warner et Émile Léger, tous de la Cité de Lachine district de Montréal, pour l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine de façon à prohiber dans la partie ouest de son territoire l'établissement et le maintien de certains commerces et industries et pour autres fins.

Lachine, 27 février 1933.

Le procureur des requérants,
1429—9-4-o ALPHONSE DECARY.

Avis est donné que la Corporation de la Cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de Québec, à la présente session, pour obtenir que le Lieutenant-Gouverneur en son Conseil, approuve son règlement No 292, sur la recommandation de la Commission Municipale de Québec et du Ministre des Affaires Municipales, et que ledit règlement entre en vigueur après avoir été ainsi approuvé.

Ledit règlement No 292 a été passé aux fins suivantes:

1. D'autoriser un emprunt de $500,000.00 pour remplacer ou payer $480,733.69 d'obligations émises et $19,266.31 pour Secours Directs;

2. D'autoriser un emprunt de $400,000.00 pour remplacer ou payer partie des obligations devenant dues et échues au cours de la période d'années allant de 1936 à 1945 inclusivement; et

3. D'autoriser un emprunt de $100,000.00 pour payer, jusqu'à concurrence de ce montant, les obligations émises par la Ville de Chicoutimi en faveur du Gouvernement de la Province de Québec, devenant dues et échues le 1er juillet 1940 et le 1er janvier 1943;

Par l'emprunt de $500,000.00 la Cité de Chicoutimi se trouve à reculer l'échéance d'obligations rachetables en 1932, 1933, 1934 et 1935, et à remplacer des obligations récemment émises;

Par l'emprunt de $400,000.00 la Cité de Chicoutimi se trouve à reporter aux années 1953 et suivantes l'échéance d'obligations rachetables dans le cours des années 1936 à 1945 inclusivement;

Par l'emprunt de $100,000.00 la Cité de Chicoutimi pourra payer une partie d'un emprunt du Gouvernement de la Province de Québec, sous l'autorité de la Loi des Habitations Salubres (S. R. Q., 1925, Chapitre 128).

Chicoutimi, le 7 février 1933.

Le maire,
J.-E.-A. DUBUC.
Le greffier,
1621—10-4-o L.-A. DUSSAULT.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that "The Montreal Stock Exchange and The Montreal Curb Market", two bodies politic and corporate, having their head-offices in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, in the course of its present Session, for an amendment to the charter of the city of Montreal, respecting the tax levied upon persons carrying on business as brokers within the limits of the city of Montreal.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Applicants.
1694—11-4

Public notice is hereby given that an application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, by Messrs. John H. Fyon, William Archie Gilbery, J. W. Warner and Émile Léger, all of the city of Lachine, district of Montreal, for the adoption of an act amending the charter of the City of Lachine in order to prohibit in the West part of its territory the establishment and the maintenance of certain trades and industries and for other purposes.

Lachine, February 27th, 1933.

ALPHONSE DECARY,
1430—9-4-o Solicitor for petitioners.

Notice is given that the Corporation of the City of Chicoutimi, in the County of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for approval by the Lieutenant-Governor in Council, of its By-Law No. 292, on the recommendation of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, and that the said By-Law come into force after having thus been approved.

The said By-Law No. 292 was passed for the following purposes:

1. To authorize a loan of $500,000.00 to replace or pay $480,733.69 of bonds issued and $19,266.31 for Direct Aid;

2. To authorize a loan of $400,000.00 to replace or pay part of the bonds becoming due and maturing in the course of the period of years from 1936 to 1945 inclusively; and

3. To authorize a loan of $100,000.00 to pay, up to said amount, the bonds issued by the Town of Chicoutimi in favour of the Government of the Province of Quebec, becoming due and maturing on the 1st of July 1940 and the 1st of January, 1943;

By the loan of $500,000.00 the City of Chicoutimi will delay the maturing of bonds redeemable in 1932, 1933, 1934 and 1935, and replace bonds recently issued;

By the loan of $400,000.00, the City of Chicoutimi will delay to the years 1953 and following, the maturing of bonds redeemable in the course of the years 1936 to 1945 inclusively;

By the loan of $100,000.00 the City of Chicoutimi will be enabled to pay part of a loan of the Government of the Province of Quebec, under authority of the Workmen's Dwelling Act (R. S. Q., 1925, chapter 128).

Chicoutimi, February 7, 1933.

J. E. A. DUBUC,
Mayor.
L. A. DUSSAULT,
1622—10-4 Clerk.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Sainte-Madeleine (Outremont) s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi les exemptant de l'application du deuxième alinéa du paragraphe 2 de la section 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, tel que remplacé par la loi 17 George V, chapitre 42, section 2 et ses amendements, afin que leur part des taxes perçues sur la liste neutre de la cité d'Outremont soit établie sans tenir compte du taux de la taxe imposée sur les immeubles des Catholiques.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.
1445—9-4-o

Notice is hereby given that the School Commissioners of the School Municipality of Sainte Madeleine (Outremont)will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act exempting them from the application of the second paragraph of sub-section 2 of section 16 of the Act 15 George V, chapter 45, as replaced by the Act 17 George V, chapter 42, section 2 and amendments thereto, so that their share of the proceeds of the Neutral Panel Tax of the city of Outremont be established without taking into account the rate of the tax levied on the immovables belonging to Catholics.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
1446—9-4 Attorneys for applicants.

"L'INSTITUT ROY DES DOMINICAINES DU ROSAIRE".

Avis est, par les présentes, donné que "Les Dominicaines du Rosaire", corporation religieuse ayant sa place d'affaires en la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant, comme corporation distincte, sous le nom de "L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire", leur établissement de Montebello, dans le comté de Labelle, dans le diocèse d'Ottawa, avec tous les droits, pouvoirs et privilèges des corporations ayant une fin spirituelle, religieuse, morale et civile, et notamment:

1. Le droit d'acquérir, louer, aliéner, emprunter, hypothéquer, agir et contracter de toute manière, le tout sous la direction et l'approbation de Son Excellence l'Evêque du diocèse des Trois-Rivières;

2. Le droit de faire et adopter des règles et règlements pour la bonne administration du dit établissement, conformément aux règles et règlements de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire" et sujet à l'approbation du conseil général de cet ordre;

3. Le droit de se nommer des directrices, officières, procuratrices, à être choisies et élues, conformément aux règles de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire", parmi les membres de la dite corporation, ou en dehors, parmi les membres de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire";

4. Le droit de recevoir et d'hospitaliser les enfants pauvres, les vieillards et les prêtres malades et retirés, conformément aux pouvoirs de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire".

Trois-Rivières, le 15 mars 1933.

Pour les requérantes,
1809—11-4-o J.-A. TRUDEL, Agent.

"L'INSTITUT ROY DES DOMINICAINES DU ROSAIRE".

Notice is hereby given that "Les Dominicaines du Rosaire", a corporation having its place of business in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of a law incorporating, as a separate corporation, under the name of "L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire", its establishment or orphan-asylum of Montebello, in the county of Labelle, in the diocese of Ottawa, with all the rights, powers, and privileges of corporations having a spiritual, religious, educational, charitable and benevolent purposes, and namely:

1. The right to acquire, rent, transfer, borrow, mortgage, deal and transact in any manner, the whole under the direction and with the approval of His Lordship the Bishop of the diocese of Three Rivers;

2. The right to pass and adopt all rules and by-laws for the management of its said establishment, according to the rules and by-laws of the order of "Les Dominicaines du Rosaire", with the approbation of the general council of the same order;

3. The right to name and appoint all directors, officers, attorneys, to be elected according to the rules and by-laws of "Les Dominicaines du Rosaire" and to be choosen amongst the members of the said corporation, or outside, amongst the members of the order of "Les Dominicaines du Rosaire";

4. The right to receive and grant the hospitality to the poor children, to the old men and to the retired or sick priests, according to the objects of the order of "Les Dominicaines du Rosaire".

Three Rivers, 15th March, 1933.

J. A. TRUDEL, Agent,
1810—11-4-o For the petitioners.

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No C-110472. J.-E. Lafontaine, demandeur; vs L. Lavoie *et al*, défendeurs; et Dame A. Lavoie *et al*, mis-en-cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 8ième jour de mars 1933, dans une cause dans laquelle J.-Emery Lafontaine, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hya-

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-110472. J. E. Lafontaine, plaintiff; vs L. Lavoie *et al*, defendants; and Dame A. Lavoie *et al*, *mis-en-cause*.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, on the eighth day of March, 1933, in which J. Emery Lafontaine, farmer, of the parish of Saint Hya-

cinthe, district de Saint-Hyacinthe, est demandeur, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Longueuil, au coin des rues avenue Princesse Royale et Dufferin, mesurant quarante-six pieds de largeur au front, sur l'avenue Dufferin et allant en diminuant de largeur pour mesurer, à une profondeur de soixante-deux pieds et six pouces, une largeur de quarante-quatre pieds et dix pouces, et de là une largeur de quarante-six pieds jusqu'à une profondeur totale pour, tout l'emplacement, de cent cinquante pieds, et formant une superficie de six mille huit cent soixante-trois pieds, le tout mesure anglaise; le dit emplacement étant connu comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot numéro originaire un (1, partie 193) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la ville de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front, au nord-ouest, par la rue Dufferin, No officiel 1-201a; au sud-ouest, par le lot No officiel 1-219a, avenue Princesse Royale; au sud-est, par le lot No officiel 1-192; et au nord-est, par le résidu du dit lot No officiel 1-193.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures et DEMIE, de l'avant-midi. Cour tenante, dans la salle d'audience, du Palais de justice, Montréal, chambre 31, sujet aux charges; clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclosesdu droit de le faire.

Montréal, 13 mars 1933.

Les procureurs du demandeur,
GODIN, DUSSAULT, CADOTTE &
1749—11-2-o LAFONTAINE.

cinthe, district of Saint Hyacinthe, is defendant, ordering the licitation of the immovable designated as follows, to wit:

An emplacement situate in the town of Longueuil, at the corner of the Streets Princess Royal Avenue and Dufferin Avenue, measuring forty six feet in front on Dufferin Avenue, and narrowing in width to measure, at a depth of sixty two feet and six inches, a width of forty four feet and ten inches, and thence a width of forty six feet up to a total depth, for the whole of the emplacement, of one hundred and fifty feet, and containing an area of six thousand eight hundred and sixty three feet, the whole English measure; said emplacement being known as forming part of lot number one hundred and ninety three of the official subdivision of the original lot one (1, part 193) on the official plan and book of reference for the village of Longueuil, now the town of Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front, on the Northwest by Dufferin Street, official No. 1-201a; on the Southwest, by lot official No. 1-219a, Princess Royal Avenue; on the Southeast by lot official No. 1-192; and on the Northeast by the residue of said lot official No. 1-193.

The above described immovable will be sold by auction and adjuged to the last and highest bidder, on the TWENTY FOURTH of APRIL, 1933, at HALF past TEN o'clock, forenoon, sitting the Court, in the Court Room, at the Court House, Montreal, Room 31, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said sale by licitation should be filed at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

Montreal, March 13rd, 1933.

GODIN, DUSSAULT, CADOTTE &
LAFONTAINE,
1750—11-2 Attorneys for the Plaintiff

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 12 mai 1933, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1932, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1695—11-6-o T.-E. McDONNELL.

A CEUX QUI LES PRÉSENTES VERRONT:

Avis est par les présentes donné, que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février, A. D., 1932, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian National Express", à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard, seront vendus par encan

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 12th., 1933, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1932, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1696—11-6-c President and General Manager.

TO WHOM IT MAY CONCERN:

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty ninth of February, A. D., 1932, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express, at different points in the provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's

public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 1240 rue Université, Montréal, Qué., à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le NEUVIEME jour de MAI, A. D., 1933, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce sixième jour de mars, 1933.

G.-E. BELLEROSE,
General manager,
"Canadian National Express"
1603—10-6-o Montréal, Qué.

auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Que., at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the NINTH day of MAY, A. D., 1933, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this sixth day of March 1933.

G. E. BELLEROSE,
General manager,
"Canadian National Express".
1604—10-6-o Montreal, Que.

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, mercredi, le 29 mars 1933, chez Fraser Frères, encanteurs, 901 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés en la possession de la Compagnie, l'espace de douze mois.

"LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE"
Par W. E. Allison,
Manager, Mail & Baggage Traffic.
Montréal, le 3 février 1933. 917—6-6-o

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on Wednesday, March 29th, 1933, in the auction rooms of Messrs. Fraser Brothers, 901, Saint James Street West, Montreal, the articles of unclaimed baggage which mave remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

"CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY"
Per W. E. ALLISON,
Manager, Mail & Baggage Traffic.
Montreal, February 3rd, 1933. 918—6-6-o

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, (En matière de faillite), No 189-B. Dans l'affaire de Eugène Simard, cultivateur, de Valin, paroisse Sainte-Anne, Co. Chicoutimi, cédant autorisé.

AVIS

Par ordre de la Cour Supérieure (En matière de Faillite), le syndic soussigné vendra à la folle enchère, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne, Co. Chicoutimi, à DIX (10) heures de l'avant-midi, le VINGTIEME (20) jour d'AVRIL 1933, l'immeuble ci-après décrit qui a été vendu déjà par lui le 18 mai 1932, et dont le prix d'adjudication n'a pas été payé, savoir:

a. Le lot de terre lettre D-deux (D-2) du cinquième rang au cadastre officiel du canton Tremblay, sauf à distraire:

1. Un emplacement formant partie du lot lettre D-2, vendu par les Commissaires d'Ecoles de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Anne à M. Augustin Piché, par acte enregistré sous le No 19,808;

2. Une pointe de terre de superficie inconnue, formant partie encore du dit lot lettre D-2, vendue par Hercule Simard au dit M. Augustin Piché, par acte enregistré sous le No 2170, du rég. B;

3. Un terrain formant partie du lot lettre D-2 du cinquième rang au cadastre officiel susdit, de superficie inconnue, mesurant environ quinze pieds de largeur de l'est à l'ouest, et borné comme suit: au sud au chemin public, à l'est à la ligne ouest du lot C-1 du dit cinquième rang, au nord par un petit ruisseau qui passe à environ 90 pieds du chemin public, et à l'ouest par le résidu du dit

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 189-B. In the matter of Eugene Simard, farmer, of Valin, parish of Sainte Anne, county of Chicoutimi, authorized assignor.

NOTICE

By order of the Superior Court (Sitting in Bankruptcy), the undersigned trustee will sell for false bidding, at the parochial church door of Sainte Anne, Co. of Chicoutimi, at TEN (10) o'clock in the forenoon, on the TWENTIETH (20) day of APRIL, 1933, the immovable hereinafter described already sold by him on the 18th. of May, 1932, and the purchase price whereof was not paid, to wit:

a. Lot letter D-2 in the fifth range on the official cadastre for the township of Tremblay, save to be deducted:

1. An emplacement forming part of lot letter D-2 sold by the School Commissioners of the Municipality of the Parish of Sainte Anne to Mr. Augustin Piché, by deed registered under No. 19808;

2. A point of land of unknown area, forming also part of said lot letter D-2, sold by Hercule Simard to the said Mr. Augustin Piché, by deed registered under No. 2170, of the Reg. B;

3. A lot of land forming part of lot letter D-2 of the 5th range on the aforesaid official cadastre, of unknown area, measuring about fifteen feet in width from East to West, and bounded as follows: on the South by the public road, on the East by the West line of lot C-1 of said 5th range, on the North by a small stream which runs at about 90 feet from the public road, on the West

lot lettre D-2, tel que ce terrain est actuellement clôturé des côtés ouest, nord et est;

b. Une terre comprenant la juste moitié sud-est du lot connu au cadastre officiel du sixième rang du canton Tremblay, sous le numéro seize (16), de cinquante acres en superficie, plus ou moins, bornée au sud-ouest par les terrains du cinquième rang, au nord-est par les terres du septième rang, du côté nord-ouest par Jean-Baptiste Lavoie, ou représentants, et par le côté sud-est par le terrain ci-après désigné, sauf à distraire les droits de "Price Bros. Co., Ltd. "

c. Une autre terre comprenant toute la partie du lot numéro quinze (15) ainsi connu au cadastre officiel du sixième rang du dit canton Tremblay, située au nord-ouest de la Rivière Valin, de superficie inconnue, bornée vers le sud-ouest par les terres du cinquième rang, vers le nord-est par les terres du septième rang, du côté nord-ouest par le terrain en premier lieu désigné et du côté sud-est par la Rivière Valin, sauf à distraire les droits de "Price Bros. Co., Ltd", et un certain terrain formant partie du dit lot numéro quinze de superficie inconnue, compris dans les bornes suivantes: borné au nord-est par les terres du septième rang du canton Tremblay, au sud-ouest par la seule coulée qui traverse le dit lot numéro quinze dans toute sa largeur, d'un côté, au sud-est par la rivière Valin et de l'autre côté au nord-ouest par le numéro seize—avec toutes dépendances. Ce terrain vendu par Onésime Tremblay à Osias Bouchard, par acte enregistré sous le No 19,248.

d. Une terre comprenant les deux tiers nord-ouest de la moitié nord-ouest du lot de terre numéro lettre *c*, maintenant connus au cadastre officiel du cinquième rang du canton Tremblay comme étant le lot lettre C-un (C-1) de quarante-deux acres en superficie, plus ou moins, bornée vers le sud-ouest par la rivière Saguenay, vers le nord-est par les terres du sixième rang, du côté nord-ouest par Louis Bouchard ou représentants, et du côté sud-est par Louis Lavoie, ou représentants.

Avec toutes les bâtisses construites sur tous ces terrains, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire du lot lettre C-1 ci-dessus désigné, un emplacement appartenant à Godfroi Tremblay, ou ses représentants, de cinquante-deux pieds de largeur de l'est à l'ouest, situé du côté ouest du dit lot lettre C-1 et tel que désigné en l'acte de vente de feu Onésime Tremblay au dit Godfroi Tremblay, reçu par Mtre Ths.-Z. Cloutier, notaire, le 6 septembre 1898, enregistré sous le No 11,183.

Sauf à distraire aussi des dits lots C-1 et D-2 la partie d'iceux pouvant appartenir à Osias Bouchard ou représentants, en vertu d'une donation à lui consentie par Joseph Bouchard & Uxor, enregistrée sous le No 19,191.

Tous les terrains ci-dessus décrits ne forment qu'une exploitation et seront vendus en bloc.

Cette vente est faite d'après l'article 45 de la Loi de Faillite et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant.

Pour toutes informations s'adresser au syndic soussigné.

Le syndic,
HENRI GIRARD.

267 rue Racine, Chicoutimi.
Chicoutimi, 14 mars 1933. 1747—11-2-o

by the residue of said lot letter D-2, as the said lot of land is actually fenced in on the West, North and East sides.

b. A farm comprising the exact Southeastern half of the lot known on the official cadastre for the sixth range of the township of Tremblay, under number sixteen (16), of fifty acres in area, more or less, bounded on the Southwest by the lands of the fifth range, on the Northeast by the lands of the seventh range, on the Northwest side by Jean Baptiste Lavoie, or representatives, and on the Southeast side by the lot of land hereinafter designated, save to be deducted the rights of Price Bros. Co., Ltd.

c. Another farm comprising all that part of the lot number fifteen so known on the official cadastre for the sixth range of the said Township of Tremblay, situate on the Northwest of the Valin River, of unknown area, bounded on the Southwest by the lands of the fifth range, on the Northeast by the lands of the seventh range, on the Northwest side by the lot of land firstly designated and on the Southeast side by the Valin River, save to be deducted the rights of Price Bros. Co., Ltd, and a certain lot of land forming part of said lot number fifteen of unknown area, comprised within the following bouudaries: Bounded on the Northeast by the lands of the seventh range of the township of Tremblay, on the Southwest by the only *coulée* crossing the said lot number fifteen for its whole width, on one side, to the Southeast by the Valin river and on the other side to the Northwest by number sixteen —with all dependencies. This lot of land sold by Onésime Tremblay to Osias Bouchard by deed registered under No. 19,248.

d. A farm comprising the Northwestern two thirds of the Northwestern half of the lot of land number letter C, now known on the official cadastre for the fifth range of the said township of Tremblay, under letter C-1, of forty two acres in area, more or less, bounded on the Southwest by the Saguenay River, on the Northeast by the lands of the sixth range, on the Northwest side by Louis Bouchard or representatives, and on the Southeast side by Louis Lavoie or representatives—with all the buildings erected on the said lots of land, circumstances and dependencies.

Save to be deducted from lot letter C-1 hereinabove designated, an emplacement belonging to Godfroi Tremblay or his representatives, of fifty two feet in width from East to West, situate ou the West side of said lot letter C-1 and as designated in the deed of sale of the late Onesime Tremblay to the said Godfroi Tremblay, received by Mtre Ths. Z. Cloutier, Notary, on the 6th of September, 1898 and registered under No. 11,183.

Save to be deducted also from said lots C-1 and D-2 that part thereof which may belong to Osias Bouchard, or representatives, in virtue of a donation to him made by Joseph Bouchard & Uxor, registered under No. 19,191.

All the hereinabove described lots of land form but one and the same lot of land and will be sold *en bloc*.

The said sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further information apply to the undersigned trustee.

HENRI GIRARD,
Trustee.

267 Racine Street, Chicoutimi,
Chicoutimi, March 14, 1933. 1748—11-2

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de la cession autorisée de: "O. Goulet & Fils, Inc.", manufacturier, de la cité de Québec.

Avis est par les présentes donné que seront vendus au bureau du syndic soussigné, MARDI le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures A. M., les immeubles dans cette affaire, décrits comme suit:

Les lots numéros mille deux cent quatre-vingt-un (1281) et mille deux cent quatre-vingt-deux (1282) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, Québec, —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ces immeubles portant le numéro civique 575 rue Saint-Valier, Québec.

Cette vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Condition de paiement: Comptant.

Cette vente est en outre faite en vertu des dispositions de la Loi de Faillite, article 45, chap. 11 S. R. C., 1927, et celles du Code de Procédures Civiles, articles 716 et 717, et a l'effet d'une vente faite par le shérif.

Les titres de propriétés peuvent être examinés en aucun temps au bureau du syndic soussigné.

Signé à Québec, ce 15 mars 1933.

Le syndic,
LEON COTÉ.

Bureaux de:
MORIN, BARRY, COTÉ & MARCEAU,
105 Côte de la Montagne,
Québec. 1697—11-2-o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of the authorized assignment of: "O. Goulet & Fils, Inc.", manufacturers, of the city of Quebec.

Notice is hereby given that immovables in this matter, described as follows, shall be sold at the office of the undersigned trustee, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock A. M.

The lots numbers twelve hundred and eighty one (1281) and twelve hundred and eighty two (1282) on the official cadastral plan and book of reference for Jacques Cartier Ward, Quebec—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, said immovables bearing civic number 575 Saint Valier Street, Quebec.

This sale shall be made to the highest and last bidder.

Condition of payment: Cash.

This sale is made, moreover, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 45, Chap. 11, R. S. C., 1927, and those of the Code of Civil Procedure, articles 716 and 717, and has the effect of a Sheriff's Sale.

The titles to the property may be examined at any time at the office of the undersigned Trustee.

Signed at Quebec, this 15th., of March, 1933.

LEON COTE,
Trustee.

Offices of:
MORIN, BARRY, COTÉ & MARCEAU,
105, Mountain Hill,
Quebec. 1698—11-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Alcide Lebrun, notaire, les Trois-Rivières, failli.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au bureau de Napoléon Alarie, 176 rue Alexandre, les Trois-Rivières, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement ayant front sur et au côté nord-ouest de la rue Saint-Christophe, en cette cité, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds ou environ de profondeur, le tout à mesure anglaise et étant le lot de terre désigné par le numéro quatre-vingt-dix-sept sur le plan de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (No 1124-97) du cadastre d'enregistrement pour la dite cité des Trois-Rivières—avec la maison dessus construite, dont les principales portes d'entrée sont désignées par les Nos 242 et 244 de la dite rue Saint-Christophe, circonstances et dépendances, comme aussi avec et sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, se rapportant au susdit lot de terre.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau de Napoléon Alarie, en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C. et article 45 de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: 20% comptant et la balance sous trois jours.

Pour plus d'informations s'adresser à

Les syndics conjoints,
J.-H. RENE DE COTRET et NAPOLEON ALARIE.
Bureaux: 137 et 176 Alexandre,
Les Trois-Rivières.
Les Trois-Rivières, 1er mars 1933. 1441—9-2-o

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Alcide Lebrun, notary, of Trois-Rivières, insolvent.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SIXTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the office of Napoleon Alarie, 176 Alexandre Street, Trois-Rivières, the following immovable, to wit:

An emplacement fronting on the Northwest side of Saint Christophe Street, in the said city, measuring twenty five feet in width by eighty feet or thereabouts in depth, the whole English measure and being the lot of land designated under number ninety seven on the official subdivision plan of lot number eleven hundred and twenty four (No. 1124-97) of the official cadastre for the said city of Trois-Rivières—with the house thereon erected, whereof the principal entrances are designated under Nos. 242 and 244 of the said Saint Christophe Street, circumstances and dependencies, as also with and subject to the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid lot of land.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of Napoleon Alarie.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 of the C. C. P. and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: 20% cash and the balance within three days.

For further information apply to

J. H. RENE DE COTRET and NAPOLEON ALARIE,
Joint Trustees.
Offices: 137 and 176 Alexandre,
Trois-Rivières.
Trois-Rivières, March 1st., 1933. 1442—9-2

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure, Montréal, division de faillite No 1, (en matière de faillite), No 209/32. In re: Jean-Baptiste Leriche, cultivateur, de la paroisse de Saint-André d'Acton, comté de Bagot, P. Q., cédant; et Léonidas-Antoine Brunelle, notaire, de la cité de Saint-Hyacinthe, P. Q., syndic.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés, dépendant de la cession autorisée du dit Jean-Baptiste Leriche, et cédés en cette affaires, seront vendus aux temps et lieu mentionnés plus bas, par et sous la direction du syndic soussigné, en vertu d'un jugement de A. Delisle, régistraire, sous la loi de faillite, rendu à Montréal, le deux mars courant 1933, No 209, ordonnant telle vente avec effet du décret, savoir:

Une terre de six arpents de largeur par vngt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, située sur le second rang de la paroisse de Saint-André d'Acton, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-André d'Acton, sous les numéros cent vingt-huit, cent vingt-neuf et cent trente (128, 129 et 130)—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton Vale, comté de Bagot, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Saint-Hyacinthe, 4 mars 1933.

Le syndic,
L.-A. BRUNELLE.

Bureau du syndic,
16 rue Saint-Denis,
Saint-Hyacinthe, P. Q. 1529—10-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 64.

Dans l'affaire de Médard Caisse, hôtelier, du village de Yamaska-ouest, P. Q., cédant-autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé au village de Saint-Michel d'Yamaska, du côté ouest de la Rivière, contenant exactement soixante-dix pieds de largeur sur deux cent vingt pieds de profondeur, tenant d'un bout à la rue principale dudit village, en arrière au reste du terrain appartenant à Dame E. St-Germain ou représentants, d'un côté à une rue, et de l'autre côté à Narcisse Parenteau ou représentants—avec une bâtisse en brique servant à l'exploitation d'une hôtellerie, et connue sous le nom d'Hôtel Lafleur, et autres constructions et dépendances dessus, laquelle portion de terre est connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit village de Saint-Michel d'Yamaska, comme étant une partie des lots numéros quarante-cinq et quarante-sept (45-47).

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 22 février 1933, et portant le No 64 des dossiers de la dite Cour, par encan public, suivant les dispositions de l'article 45, sous-paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi de Faillite, et suivant les dispositions du Code de Procédure Civile pour la vente des immeubles en cette Province, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Michel, comté d'Yamaska, MERCREDI, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Canada, Province of Quebec, Superior Court, Montreal, Bankruptcy division No. 1, (sitting in Bankruptcy), No. 209/32. In re: Jean Baptiste Leriche, farmer, of the parish of Saint André d'Acton, county of Bagot, P. Q., assignor; and Leonidas Antoine Brunelle, notary, of the city of Saint Hyacinthe, P. Q., trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments herebelow mentioned, belonging to the authorized assignment of the said Jean Baptiste Leriche, and assigned in this matter, will be sold at the time and place mentioned below, by and under the direction of the undersigned trustee, in virtue of a judgment of A. Delisle, registrar, under the Bankruptcy Act, rendered at Montreal, the second of March instant, 1933, No. 209, ordering the said sale to be made so as to have the effect of a Sheriff's sale, to wit:

A farm of six arpents in width by twenty five arpents in depth, more or less, situate in the second range of the parish of Saint André d'Acton, known and designated on the official cadastre for the parish of Saint André d'Acton, under numbers one hundred and twenty eight, one hundred and twenty nine and one hundred and thirty (128, 129 and 130)—with buildings.

To be sold at the Catholic church door of the parish of Saint André d'Acton, in the town of Acton Vale, county of Bagot, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Saint Hyacinthe, March 4, 1933.

L. A. BRUNELLE,
Trustee.

Trustee's Office,
16 Saint Denis Street,
Saint Hyacinthe, P. Q. 1530—10-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 64.

In the matter of Médard Caisse, hotel-keeper, of the village of Yamaska Ouest, P. Q., Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, on the West side of the river, measuring exactly seventy feet in width by two hundred and twenty feet in depth, bounded at one end by the principal street of the said village, in rear by the residue of the lot of land belonging to Dame E. St-Germain or representatives, on one side by a street and on the other side by Narcisse Parenteau or representatives—with a brick house used for the operation of a hostelry, and known under the name of Hotel Lafleur, and other buildings and dependencies thereon erected, said parcel of land being known and described on the official plan and book of reference for the said village of Saint Michel d'Yamaska as being part of lots numbers forty five and forty seven (45-47).

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in bankruptcy, rendered the 22nd of February, 1933, bearing No. 64 of the records of the said Court, at public auction, pursuant to the provisions of article 45, sub-paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Bankruptcy Act, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure for the sale of immoveables in this Province, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of the village of Saint Michel, county of Yamaska, WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Tout offrant ou enchérisseur devra en faisant son offre déposer en argent ou par chèque accepté entre les mains des syndics, une somme égale au dixième de son enchère.

Immédiatement après l'adjudication les dépôts faits par les offrants ou enchérisseurs leur seront remis à l'exception du dépôt fait par l'adjudicataire, lequel sera gardé et appliqué en acompte sur le montant de l'adjudication.

La balance du prix de l'adjudication sera payable à la signature de l'acte de vente.

Pour cahier des charges et plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Montréal, 6 mars 1933.

Les syndics,
VINCENT LAMARRE & ALBERT LAMARRE.
Bureau: 19 Saint-Jacques-Est. 1541—10-2-o

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Joseph Ménard, cultivateur, L'Islet, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures, a. m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de L'Islet, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située au premier rang de l'Islet, mesurant onze perches de front sur toute la profondeur du rang—avec les bâtisses dessus construites, maintenant connue comme étant le lot numéro trois cent trente-un (331) du cadastre officiel de l'Islet.

2. Une autre terre aussi située au premier rang de l'Islet contenant en front un arpent et demi sur la profondeur qu'il y a, depuis le chemin royal du premier rang en montant au deuxième rang de l'Islet, maintenant connue comme étant le lot numéro trois cent trente-trois (333) du cadastre officiel de l'Islet.

3. Un terrain étant partie du lot numéro trois cent trente-deux (332) acquis de J.-B.-Auguste Fafard par acte devant J Bernier, N. P., le 17 mars 1910.

4. Un circuit de terre situé en le premier rang de la paroisse de l'Islet, de la contenance d'un arpent et demi de front sur quatre arpents de profondeur—avec les deux-tiers ouest de la grange dessus construite, étant le lot de terre numéro trois cent trente-deux (332) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Islet, à distraire la partie achetée de J.-B.-Auguste Fafard.

5. Un terrain situé sur le deuxième rang de la paroisse de Saint-Eugène, ayant six perches et demi de front, sur la profondeur du dit rang borné nord au premier rang de Saint-Eugène, sud aux terres de Saint-Cyrille, est aux représentants de Narcisse Thibault et ouest aux représentants de Désiré Morin—sans bâtisse mais avec appartenances et dépendances, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Eugène comme faisant partie du lot numéro quatre cent trente-six (436) moins les parties vendues à Eugène Ménard et Eugène Thibault suivant leurs titres.

6. Tous les droits que peut ou pourrait avoir le cédant sur un terrain mesurant un arpent et demi de largeur sur une profondeur de quinze arpents, dans la ligne est et de dix-huit arpents dans la ligne ouest, le tout plus ou moins; étant compris dans les bornes et limites suivantes; prenant au nord à Romuald Frégeau, au sud au Bras Saint-Nicholas, à l'est à Octave Bernier et à l'ouest par Thomas Fraser; ce terrain est situé dans cette partie du canton Bourdages, dans les

Each and every bidder must, before making his bid, deposit in cash or by accepted cheque, with the trustees, an amount equal to one tenth of his bid.

Immediately after the adjudication, the deposits made by each and every bidder will be remitted to them with the exception of the deposit made by the purchaser, which will be kept and applied to the sale price.

The balance of the sale price will be payable upon signing the deed of sale.

For the list of charges and further information, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE & ALBERT LAMARRE,
Trustees.

Montreal, March 6, 1933.
Office: 19 Saint James Street East. 1542—10-2

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Joseph Menard, farmer, L'Islet, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIRST day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock, a. m., will be sold by public auction at the church door of L'Islet, P. Q., the following immovable properties:

1. One piece of land situated in the first range of L'Islet, measuring eleven perches in front on all the depth of said range—with the buildings thereon constructed, and now known as lot number three hundred and thirty one (331) of the official cadastre of l'Islet.

2. One other piece of land situated in the first range of l'Islet containing in front one and a half arpent on the depth, from the Royal road of the first range in going up to the second range of l'Islet, now known as being lot number three hundred and thirty three (333) of the official cadastre of l'Islet.

3. One piece of land being part of lot number three hundred and thirty two (332) bought from J. B. Auguste Fafard as per deed passed before J. Bernier, N. P., on the 17th of March, 1910.

4. One piece of land situated in the first range of the parish of l'Islet, containing one a half arpent in front by four arpents in depth—with the two thirds of a barn thereon constructed being lot number three hundred and thirty two (332) of the official cadastre for the parish of l'Islet, to deduct the part above described bought from J. B. Auguste Fafard.

5. A piece of land situated in the second range of the parish of Saint Eugene, having six and a half perches in front, on the depth of said range bounded North to the first range of Saint Eugene, South to the lands of Saint Cyrille, East to the representatives of Narcisse Thibault and West to the representatives of Desire Morin—with the circumstances and dependencies but without building, known on the plan and book of official reference for the said parish of Saint Eugene as being part of lot number four hundred and thirty six (436) less the parts sold to Eugene Menard and Eugene Thibault according to deeds.

6. All the rights that have or may have the assignor on a lot of land measuring one and half arpent in width on a depth of fifteen arpents, in the East line and eighteen arpents in the West line, the whole more or less, being in the following boundaries and limits; starting to the Nord to Romuald Fregeau, to the South to Bras Saint Nicholas, to the East to Octave Bernier and to the West by Thomas Fraser; said lot situated in that part of township Bourdages, in the limits

limites du comté de l'Islet, étant une partie du numéro huit (Pt. 8) du deuxième rang du dit canton Bourdages—sans bâtisses, mais appartenances et dépendances et sujet aux corrections du numéro du cadastre.

Ces immeubles seront vendus séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 16 mars 1933.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux: 97, rue Saint-Pierre. 1807—11-2-o

of l'Islet county, being part of number eight (Pt. 8) of the second range of said township Bourdages—with circumstances and dependencies without buildings and subject to corrections of the number of cadastre.

These items will be sold separately and the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

Quebec, March 16th., 1933.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices: 97, Saint Peter Street. 1808—11-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure No 128. Dans l'affaire de David Plourde, marchand et sellier, de La Rivière du Loup, Co. Témiscouata, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures a.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, Qué., l'immeuble ci-après décrit appartenant au cédant.

Un terrain ou emplacement, situé en la cité de Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, borné au nord, en front, à la rue Iberville, au sud, aux représentants de Alexandre Ouellet, à l'ouest à Thomas Gagnon et à l'est à une rue qui sépare le dit terrain de celui du Gouvernement Fédéral, lequel terrain contenant cinquante pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur fait partie du lot de terre connu sous le numéro (267) deux cent soixante-sept au cadastre officiel pour la aille de Fraserville, comté de Témiscouata, tel que le tout est actuellement—avec ensemble les bâtisses en général dessus construites.

Cette vente est faite sujette à une rente seigneuriale de $15.00 par année laquelle rente est payable à Madame Alice Fraser Prévost.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Cette vente devra être faite à la charge par l'acquéreur d'accepter le tout dans l'état ou il se trouve actuellement et à ses risques et périls, sans aucune garantie quelconque de la part des syndics et sujet aux taxes municipales, scolaires et autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

L'acquéreur devra payer tous les droits dus au Gouvernement sur la dite vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et de son enregistrement.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Les vendeurs ne s'engagent à donner à l'acquéreur que les titres de propriété qui leur auront été fournis par le cédant.

L'immeuble pourra être visité en aucun temps en s'adressant au cédant autorisé à la Rivière-du-Loup, Co. Témiscouata, Qué.

Cette vente sera faite sous l'autorité d'un jugement de la dite Cour, en date du deuxième jour de mars 1933 et conformément aux dispositions des

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Superior Court, No. 128. In the matter of David Plourde, merchant and saddler, of Rivière du Loup, Temiscouata Co., Que., assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock a.m., will be sold by public auction at the door of the parish church of Saint Patrice, of Rivière du Loup, Temiscouata county, the following immoveable to wit:

A lot of land or emplacement situated in the city of Rivière du Loup, Temiscouata county, bounded at the North, in front to Iberville Street, at the South to the representatives of Alexander Ouellet, at the West to Thomas Gagnon and at the East to a street which separate the such lot from the lot of the Federal Government which lot contains fifty feet in front by seventy five feet in depth being part of lot of land know under number two hundred and sixty seven (267) of the official cadastral plan of the town of Fraserville, Temiscouata county, such is actually —together with all buildings in general thereon erected.

This sale will be made subject to Seigneurial Annuity of $15.00 a year which annuity is payable to Mrs. Alice Fraser-Prevost.

This sale will be made to the highest bidder.

This sale shall be made at the buyers' risk and to accept the whole where it is situated presently and without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and other charges from the date of this sale.

The buyer will have to, pay all charges due to Government on said sale and all fees occurred and also the deed of sales and his registration.

The said sale will also be made with all active and passive services apparently or occult attached to the said property.

The vendors do not bind themselves to give to the buyer other titles of property than those given by the assignor.

The property can be seen at any time at Rivière du Loup, Temiscouata Co., Que., by applying to the assignor.

This sale shall be made pursuant to a judgment of the said Court, dated the second day of March, 1933 and in conformity with the provisions of

articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45, chap. 11, S. R. C., 1927, de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement "argent comptant".

Les syndics autorisés,
BINET & RACINE.

Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Québec, Qué.

Québec, le 16 mars 1933. 1805—11-2-o

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure "En faillite", No 217-219-220. Dans l'affaire de Leonide Leduc, J.-O. Leduc, Arthur Leduc, tous trois cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi sera vendu par encan public au bureau du shérif, palais de justice, Montréal, les immeubles suivants savoir et appartenant aux ci-dessus faillis conjointement et solidairement:

DÉSIGNATION

1. Un certain lopin de terre ayant front sur la rue Demontigny, cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro mille quatre cent trente-huit (1438) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, cité de Montréal, mesurant quarante pieds et six pouces de largeur par soixante-huit pieds et onze pouces de profondeur dans la ligne nord-est et soixante-huit pieds et neuf pouces dans la ligne sud-ouest, contenant en superficie deux mille sept cent quatre-vingt-sept pieds, mesure anglaise et borné en front par la rue Demontigny, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 1431, d'un côté vers le nord-est par le lot numéro 1437, et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro 1439—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un certain lopin de terre ayant front sur la rue Demontigny, cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro mille quatre cent trente-neuf, (1439), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, cité de Montréal, mesurant quarante-cinq pieds et deux pouces et un quart en avant, quarante-six pieds et cinq pouces en arrière par soixante-huit pieds et neuf pouces de profondeur dans la ligne nord-est et soixante-huit pieds et six pouces et demi de profondeur dans la ligne sud-ouest, contenant en superficie trois mille cent quarante-trois pieds carrés, mesure anglaise, borné en front vers le sud-est par la rue Demontigny, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 1430, d'un côté vers le nord-est par le lot numéro 1438 et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro 1459,—avec bâtisses dessus érigées.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Ces propriétés seront vendues séparément.

Le procès-verbal et le cahier des charges peuvent être examinés à mon bureau. Conditions: comptant. Pour plus amples informations s'adresser à

Les syndics conjoints,
HERMAS PERRAS & VINCENT LAMARRE.

Bureau: 84 Notre-Dame Ouest,
Montréal. 1803—11-2-o

---

articles 716 and 717 C. C. P. and also of article 45, chap. 11 R. S. Q., 1927 of the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: "Cash".

BINET & RACINE,
Authorized trustees.

Offices: 17 Saint James Street,
Quebec, Que.

Quebec, March 16th, 1933. 1806—11-2-o

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 217-219-220. In the matter of Leonide Leduc, J.- O. Leduc, Arthur Leduc, all three Authorized Assignors.

Notice is hereby given that on FRIDAY the TWENTY FIRST day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the Sheriff's office, in the Court House, Montreal, the following immovables, to wit, belonging to the aforesaid insolvents jointly and severally:

DESCRIPTION

1. A certain parcel of land fronting on Demontigny street, City of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number one thousand four hundred and thirty eight (1438) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, City of Montreal, measuring forty feet and six inches in width by sixty eight feet and eleven inches in depth in the Northeast line and sixty eight feet and nine inches in the Southwest line, containing an area of two thousand seven hundred and eighty seven feet, English measure and bounded in front by Demontigny Street, in rear towards the Northwest by lot No. 1431, on one side towards the Northeast by lot No. 1437, and on the other side towards the Southwest by lot No. 1439—with the buildings thereon erected.

2. A certain parcel of land fronting on Demontigny street, City of Montreal, known and designated as being the Northwest part of lot number one thousand four hundred and thirty nine (1439) on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, City of Montreal, measuring forty five feet and two inches and one quarter in front forty six feet and five inches in rear by sixty eight feet and nine inches in depth in the Northeast line and sixty eight feet six inches and a half in depth in the southwest line containing an area of three thousand one hundred and forty three square feet, English measure, bounded in front towards the Southeast by Demontigny street, in rear towards the Northwest by lot No. 1430, on one side towards the Northeast by lot No. 1438 and on the other side towards the Southwest by lot No. 1459—with buildings thereon erected.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

The said properties will be sold separately.

The proces-verbal and list of charges may be seen at any office. Conditions: cash. For further information apply to,

HERMAS PERRAS & VINCENT LAMARRE,
Joint Trustees.

Office: 84 Notre Dame West,
Montreal. 1804—11-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure "En faillite", No 220. Dans l'affaire de Arthur Leduc, cédant autorité.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL 1933 à ONZE heures et DEMIE a.m. sera vendu par encan public au bureau du shérif, Hôtel-de-Ville, Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

DÉSIGNATION

Un immeuble ayant front à la rue Orléans, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme le lot numéro huit cent vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit (18-823) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga mesurant vingt-deux pieds et six pouces de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur et plus ou moins, mesure anglaise—avec maison et autres bâtisses dessus construites portant les Nos 1036, 1038 et 1040 de la rue Orléans, toutes les appliques électriques installées dans lesdites bâtisses sont comprises dans la présente vente avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage en commun et aux charges ordinaires d'entretien dans la ruelle située en arrière dudit immeuble et tel que le tout se trouve présentement.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la loi de faillite que équivaut à une vente par le shérif.

Le procès-verbal et le cahier des charges peuvent être examinés à mon bureau. Conditions: comptant. Pour plus amples informations s'adresser à

Les syndics conjoints,
HERMAS PERRAS & VINCENT LAMARRE.
Bureau: 84 Notre-Dame Ouest,
Montréal. 1801—11-2-o

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 220. In the matter of Arthur Leduc, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY the TWENTY FIRST day of APRIL, 1933, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the Sheriff's Office, City Hall, Montreal, the following immovable, to wit:

DESCRIPTION

An immovable fronting on Orleans street, in the City of Montreal, known and designated as lot number eight hundred and twenty three of the official subdivision of lot number eighteen (18-823) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Hochelaga, measuring twenty two feet and six inches in width by seventy eight feet in depth and more or less, English measure—with a house and other buildings thereon erected bearing Nos 1036, 1038 and 1040 Orleans street, all electrical fixtures installed in the said buildings are included in the present sale with the active and passive servitudes attached thereto, principally right of way in common and subject to ordinary charges of maintenance in the lane situate in rear of the said immovable and as the whole presently subsists.

The said sale is made pursuant to articles 716-717 of the C.C.P. and also article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

The proces-verbal and list of charges may be seen at my office. Conditions: cash. For further information apply to

HERMAS PERRAS,
& VINCENT LAMARRE,
Joint Trustees.
Office: 84 Notre Dame West,
Montreal. 1802—11-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 74. Dans l'affaire de Abraham Moses Klap, cultivateur, faisant affaires dans le village de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières suivantes, savoir:

(*a*) La partie ouest du lot connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et onze (No 71) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie, bornée en front par cette partie du dit lot vendue à la "Great Northern Railway", en arrière par la petite rivière et vers l'ouest par le lot numéro soixante-douze (No 72)—avec une maison et une grange sur la dite partie du lot No 71.

(*b*) Une partie du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro soixante et douze (72) aux dits plan et livre de renvoi, bornée, la dite partie, vers l'est, par la "Great Northern Railway", vers le sud-ouest par le lot soixante et treize (No 73), et vers le nord-ouest par la petite rivière. Le présent immeuble inclut et comprend aussi une petite partie du dit numéro soixante et douze (72) contenant un arpent et quart de largeur par quatre arpents de longueur borné au sud par le numéro soixante et treize (73), au sud-ouest par la "Great Northern Railway", au nord-est et au sud-est par le résidu du dit lot numéro soixante et douze (72), appartenant à Doubilet et Dickovoty ou leurs représentants.

Sujettes à toutes les servitudes y attachées.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 74. In the matter of Abraham Moses Klap, farmer, doing business at the village of Sainte Sophie, county of Terrebonne, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the following immoveable property, to wit:

(*a*) The West part of the lot known and designated as lot No. seventy one (No. 71) on the plan and book of reference for the parish of Sainte Sophie, bounded in front by that part of said lot sold to the Great Northern Railway, in rear by the little river and towards the West by the lot No. seventy two (No. 72)—with a house and barn on said part of lot No. 71;

(*b*) A part of the lot of land known and designated as No. seventy two (72) on the said plan and book of reference, bounded such part towards the East by the Great Northern Railway, towards the South West by No. seventy three (No. 73), and towards the North West by the little river. The present immoveable includes and comprehends also a small part of the said No. seventy two (72) containing one arpent and a quarter wide by four arpents in length, bounded to the South by No. seventy three (73) to the South West by the Great Northern Railway, to the North East and South East by the rest of said lot No. seventy two (72) belonging to Doubilet and Dickovoty or representatives.

Subject to all the servitudes attached thereon.

Seront vendues suivant jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, et portant le No 74 des registres de la dite Cour, rendu le 27ème jour du mois de février 1933, par encan public après avoir donné les avis requis par la loi et avoir rempli toutes les formalités requises par la loi, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, le tout conformément aux dispositions de la Section 45 de la Loi des faillites, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie, comté de Terrebonne, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AVRIL, dix-neuf cent trente-trois, à ONZE heures du matin (heure solaire).

Tout offrant devra, en faisant son offre, déposer en argent ou par chèque accepté un montant de cinq cents dollars ($500.00), qui sera appliqué sur le montant du prix d'achat dans le cas où il deviendrait acquéreur, et la balance de tel prix sera payée lors de la signature de l'Acte de vente, lesquels acte et enregistrement seront payables par l'acquéreur.

Immédiatement après l'adjudication, le montant déposé par tout offrant à l'exception de l'acquéreur actuel, sera remboursé.

En outre du prix d'achat, l'acquéreur paiera les taxes du Gouvernement, les honoraires du syndic et toutes les dépenses relativement à la vente.

Pour autres conditions et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
DAVID GROBSTEIN.

Montréal, le 15 mars 1933.
Bureau: 25, rue Saint-Jacques est,
Montréal. 1813—11-2

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in the matter of bankruptcy, bearing No. 74 of the records of the said Court, rendered the 27th day of the month of February, 1933, by public auction upon giving the notices required by law and fulfilling all the formalities required by law, in order to give the said sale the same effect as a Sheriff's sale, the whole under the provisions of Section 45 of the Bankruptcy Act, at the parochial church door of Sainte Sophie, county of Terrebonne, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

Each bidder shall deposit in cash or by accepted cheque an amount of five hundred dollars ($500.-00), with his bid, which shall be applied on account of the purchase price in the event of his becoming purchaser, and the balance of such price shall be paid on the signing of the deed of sale, which deed and registration shall be payable by the purchaser.

Immediately after adjudication the amount deposited by each bidder with the exception of the actual purchaser shall be refunded.

In addition to the purchase price, the purchaser shall pay the Government taxes, trustee's fees and all expenses in connection with the sale.

For other conditions and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 15th., 1933.
DAVID GROBSTEIN,
Trustee.

Office: 25, Saint James Street East,
Montreal. 1814—11—2—o

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que le deuxième jour de mars 1933, une résolution a été passée par les actionnaires de "La Compagnie J. A. & M. Côté" à une assemblée régulièrement convoquée et tenue à cet effet et par le vote de plus des deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents, pour la liquidation et la dissolution de la Compagnie, et pour nommer liquidateur de la Compagnie, Monsieur Albert Lamarre, comptable, demeurant en la cité de Montréal.

Saint-Hyacinthe, 3 mars 1933.
"LA COMPAGNIE J. A. & M. CÔTÉ."
Le président,
EUGÈNE COTÉ.

Le liquidateur,
ALBERT LAMARRE. 1799—o

Winding up notice

Notice is hereby given that on the second day of March, 1933, a resolution was passed by the shareholders of "La Compagnie J. A. & M. Côté" at a meeting duly called and held for the said purpose and by the vote of more than two thirds in value of the shares represented by the shareholders present, for the liquidation and dissolution of the Company, and the appointment as liquidator of the Company, of Mr. Albert Lamarre, accountant, residing in the City of Montreal.

Saint Hyacinthe, March 3, 1933.
LA COMPAGNIE J. A. & M. CÔTÉ".
EUGENE COTÉ,
Président.

ALBERT LAMARRE,
Liquidator. 1800

Avis divers

"VICTORIA BAKERY, LIMITED".

Extrait du Règlement XXIV

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à quatre.

Montréal, le 15 mars 1933.
Le secrétaire,
1811 F. G. BUSH.

Miscellaneous Notices

"VICTORIA BAKERY, LIMITED".

Extract from By-law XXIV

The number of the directors of the Company be and it is hereby increased from three to four.

Montreal, 15th March, 1933.
F. G. BUSH,
1812–o Secretary.

La compagnie "Gillies Lake-Porcupine Gold Mines, Limited (No Personal Liability)", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est à 266 rue Saint-Jacques, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. D'Arcy D. Bogue, du dit 266 rue Saint-Jacques, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1823-o Sous-secrétaire de la Province.

The company "Gillies Lake-Porcupine Gold Mines, Limited (No Personal liability)" has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share-certificates, bonds or other securities.

The principal place of business in the Province is at 266 Saint James Street, Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits or proceedings against it, is Mr. D'Arcy D. Bogue, of said 266 Saint James Street, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1824 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"L'Assistance Funéraire de Ste-Anne-de-Beaupré, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1933, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Gravel, rentier, Pierre Simard, contracteur, Joseph Racine, cultivateur, Eug. Bolduc, employé civil, tous de Sainte-Anne-de-Beaupré, dans les buts suivants:

Former une association dans un but charitable et philanthropique pour assister, au cas de mortalité, ses membres, leurs parents en ligne directe, ascendante ou descendante ou leurs conjoints, ainsi que les personnes indigentes de la paroisse ou du village de Sainte-Anne-de-Beaupré;

A ces fins, acquérir et posséder tous les biens meubles et immeubles jugés nécessaires pour les fins de l'entreprise;

L'association a le droit de faire des règles et règlements concernant l'administration générale de ses affaires et de ses membres, en autant que ces règlements ne sont pas incompatibles avec les lois de cette province;

La compagnie peut de temps à autre modifier, révoquer ou changer, en tout ou en partie, ses règles ou règlements, selon qu'elle le juge à propos; mais pour ce faire la majorité des membres présents à l'assemblée générale annuelle de l'Association convoquée suivant les règlements sera nécessaire; et ces règlements ne devront, en aucun cas, être contraires à la loi ou aux dispositions du présent acte;

En cas de dissolution de l'Association, ses fonds serviront, après paiement des créanciers, à faire dire des messes aux intentions des membres défunts de l'Association et seront remis à cette fin à une ou des églises choisies et désignées par l'Association, sus le le nom de "L'Assistance Funéraire de Sainte-Anne-de-Beaupré, Inc.".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1731 Sous-secrétaire de la Province.

Letters patent

"L'Assistance Funéraire de Ste-Anne-de-Beaupré, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1933, incorporating as a corporation without share-capital: Arthur Gravel, annuitant, Pierre Simard, contractor, Joseph Racine, farmer, Eug. Bolduc, civil employee, all of Sainte Anne de Beaupré, for the following purposes:

To form an association for a charitable and philanthropic purpose to assist, in case of death, its members, their ascendant or descendant relations in a direct line or their consorts, and also the poor of the parish or the village of Sainte Anne de Beaupré;

For such purposes, to acquire and own any movable and immovable property deemed necessary for the purposes of the undertaking;

The association will have the right to enact rules and regulations respecting the general management of its business and of its members, inasmuch as such regulations be not incompatible with the laws of the Province;

The company may, from time to time, alter, repeal or change the whole or part of its rules and regulations, as it may deem proper; but for this purpose, the majority of the members present at the annual general meeting of the Association, duly called according to the regulations, will be required; and said regulations must not, in any case, be contrary to law or to the provisions of the present act;

In case of dissolution of the Association, its funds will be used, after payment of the creditors, in having masses said for the intentions of the deceased members of the Association, and for such purpose shall be deposited with one or any of the churches chosen and designated by the Association, under the name of "L'Assistance Funéraire de Sainte Anne de Beaupré, Inc.".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be at Sainte Anne de Beaupré, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1732 Assistant Provincial Secretary.

"John Millen Trois-Rivières, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1933, constituant en corporation: Frederick Thomas Collins, Charles Trenholme Ballantyne et Stephen Boyd Millen, avocats, tous de la cité de Montréal, dans la dite province, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outils, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction de véhicules-moteurs ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec cette industrie, ou dans la fabrication, entretien et travail d'icelle respectivement;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, prendre à bail et exploiter, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce d'appareils de réception pour radios et tous appareils et choses se rapportant à l'industrie de la radio, aucun et tous appareils ou machineries d'électricité, de gaz ou de réfrigération, (comprenant des brûleurs à l'huile, poêles et réfrigérateurs de toutes sortes et de toute description), disposer de droits pour la vente de ces appareils ou machineries moyennant des droits régaliens, et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes soit en gros ou en détail;

Acquérir, détenir, négocier et disposer d'actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les pouvoirs sont de ceux que la compagnie a l'intention d'exercer;

Acquérir par achat ou autrement, posséder et occuper aucune et toutes propriétés de tout genre ou nature, mobilières et immobilières, réelles et personnelles, et situées en n'importe quel endroit, et tout intérêt ou droit appartenant à aucune des dites propriétés; détenir, améliorer, développer et exploiter aucune des dites propriétés ou aucune partie d'icelles; construire et maintenir des constructions ou autres structures sur aucune desdites propriétés; vendre, louer ou autrement disposer d'aucune des dites propriétés, ou tous intérêts ou droits sur icelles; et généralement négocier et agir en rapport avec ladite propriété de toute manière quelconque;

Prêter de l'argent, avec ou sans garantie, et prendre des bons, notes, débentures, contrats, locations, mortgages, comptes ouverts, dettes actives et autres valeurs, droits éventuels, titres de créances et obligations de toute sorte et nature comme garantie collatérale pour les valeurs susdites;

Aider d'aucune manière tout individu, société, association, syndicat, compagnie de fiducie, association ou corporation à fonds social dont aucune des valeurs, droits éventuels ou obligations sont dévenus par ou pour la compagnie ou dans lesquels ou au succès desquels la compagnie aura aucun intérêt, et faire tous actes ou choses en vue de protéger, préserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles garanties, droits éventuels ou obligations ou autre propriété en tout temps détenus ou contrôlés par la compagnie ou dans lesquels elle peut être en aucun temps intéressée;

Agir comme agent ou représentant d'individus, sociétés, compagnies, associations ou corporations et comme tel aider au développement et à l'extension de leur commerce et aider toute entreprise légale;

"John Millen Trois-Rivières, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1933, incorporating: Frederick Thomas Collins, Charles Trenholme Ballantyne and Stephen Boyd Millen, advocates, all of the City of Montreal, in the said Province, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To manufacture, buy, sell, lease, let and operate, import, export, exchange, and generally deal in radio receiving sets and all apparatus and things in connection with the radio industry, any and all electrical, gas or refrigerating apparatus or machinery, (including oil-burners, stoves and refrigerators of all kinds and description), to dispose of rights for the sale of such apparatus or machinery on royalties, and to buy and sell merchandise of all kinds either wholesale or retail;

To acquire, hold, deal with and dispose of shares, bonds, or other securities of any other company any of whose powers are within the scope of those of the Company;

To acquire, by purchase or otherwise, own and possess, any and all property of any kind or nature, moveable and immoveable, real and personal, and wheresoever situate, and any interests in or right appertaining to any of said property; to hold, improve, develop and operate any of said property or any part thereof; to build and maintain, buildings and other structures on any of said property; to sell, lease or otherwise dispose of any of said property, or any interests in or rights thereto; and generally to deal with and act in relation to said property in any and every way;

To lend money, with or without security, and to take bonds, notes, debentures, contracts, leases, mortgages, open accounts, book debts and other securities, *choses*-in-action, evidences of indebtedness and obligations of every kind or nature as collateral security therefor;

To aid in any manner any individual, partnership, association, syndicate, trust company, joint stock association or corporation, any securities, *choses*-in-action or obligation of which may be held by or for the Company, or in which or in the welfare of which the Company shall have any interest, and to do any acts or things designed to protect, preserve, improve, or enhance the value of any such securities, *choses*-in-action or obligations or other property, at any time held or controlled by the Company or in which it may be at any time interested;

To act as agent or representative, of individuals partnerships, companies, associations or corporations, and as such to aid in the development and extension of their business, or to aid any lawful enterprise;

Garantir le paiement de dividendes sur toutes actions du capital-actions, ou l a réalisation de tout contrat par toute autre compagnie, corporation ou association dans lesquelles ou au succès desquelles la compagnie aura un intérêt, et endosser ou autrement garantir le paiement de toutes obligations de toute telle autre compagnie, corporation ou association;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis, ou les faire valoir autrement;

Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se fusionner, s'associer ou faire des arrangements pour le partage des bénéfices ou dépenses, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, ou faire des arrangements d'exploitation conjointe avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés, entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou comme partiellement libérées, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partie de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement, ou en paiement ou à l'acquit de dettes et obligations dues par la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débentures et valeurs de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Placer et négocier tous fonds ou biens qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, de la manière qui sera jugée convenable;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité ou gouvernement tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir, et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la

To guarantee the payment of dividends upon any shares of the Capital Stock of, or the performance of any contract by any other company, corporation or association in which, or in the welfare of which the Company shall have an interest, and to endorse or otherwise guarantee the payment of any obligations of any such other company, corporation or association;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company, or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate, enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which the company is authorized to carry on, or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any securities, rights, or things that it can acquire or in payment or part payment of any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the Company as may be deemed expedient;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority or government any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out, or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure

compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie, et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

Exercer tous ou aucune partie des objets et fins susdits comme principal, facteur, agent, entrepreneur ou autrement, soit seuls ou par l'intermédiaire ou conjointement avec toute personne, société, association, compagnie ou corporation, et faire tous ou aucun des actes et choses nécessaires, profitables, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins, et pour la réalisation d'aucun des objets énumérés dans les présentes ou connexes à aucun pouvoir conféré dans les présentes;

Les fins et pouvoirs spécifiés dans les clauses susdites ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins et pouvoirs indépendants, et l'intention des présentes est que les spécifications contenues dans les présentes, ne seront pas, et ne sont pas pour limiter, mais pour augmenter les pouvoirs octroyés par la dite Loi des compagnies aux compagnies de cette nature, et la compagnie est autorisée d'exercer tous les pouvoirs qui sont conférés ou qui seront à l'avenir conférés à telles compagnies par les lois de la province de Québec.

Les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans ces lettres patentes, à savoir:

A défaut de fraude, nul contrat ou autre transaction entre la compagnie et toute autre corporation et nul acte de la compagnie ne seront en aucune manière affectés ou invalidés par le fait qu'aucuns des directeurs de la compagnie sont pécuniairement ou autrement intéressés dans, ou sont officiers ou directeurs de telle autre corporation. Tout directeur, individuellement, ou toute société dont tout directeur peut être membre, peuvent être partie à, ou être pécuniairement ou autrement intéressés dans tout contrat ou transaction de la compagnie, pourvu que le fait qu'il ou telle société est ainsi intéressé soit révélé ou soit connu de la majorité du bureau de direction; et tout directeur de la compagnie qui est aussi un directeur ou officier de telle autre corporation ou qui est ainsi intéressé peut être compris en déterminant l'existence d'un quorum à toute assemblée du bureau de direction, ou à tout comité de la

the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such conutry, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

Subject to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of the company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To carry out all or any part of the foregoing objects and purposes as principal, factor, agent, contractor or otherwise, either alone or through or in conjunction with any person, partnership, association, company or corporation, and to do any and all acts and things necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes, or for the attainment of any of the objects herein enumerated or incidental to any power herein conferred;

The purposes and powers specified in the foregoing clauses shall be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other clause hereof, but shall be regarded as independent purposes and powers, and the specification herein contained of particular powers is not intended to be, and is not, in limitation but in furtherance of the powers granted by said Companies' Act to companies of this character, and the Company shall be authorized to exercise all the powers conferred or which may hereafter be conferred upon such Companies by the laws of the Province of Quebec.

The following provisions are, by request, embodied in these Letters Patent, to wit:

In the absence of fraud, no contract or other transaction between the Company and any other corporation and no act of the Company shall in any way be affected or invalidated by the fact that any of the Directors of the Company are pecuniarily or otherwise interested in or are officers or directors of such other corporation. Any director individually, or any firm of which any director may be a member, may be a party to or be pecuniarily or otherwise interested in, any contract or transaction of the Company, provided that the fact that he or such firm is so interested shall be disclosed or shall be known to a majority of the Board of Directors; and any director of the Company who is also a director or officer of such other corporation or who is so interested may be counted in determining the existence of a quorum at any meeting of the Board of Directors, or of any committee of the

compagnie qui pourra autoriser tout tel contrat ou transaction, et pourra voter pour autoriser tout tel contrat ou transaction, avec semblables autorité et pouvoir comme s'il n'était pas le directeur ou officier de telle autre corporation ou comme s'il n'était pas ainsi intéressé, et

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "John Millen Trois-Rivières, Limitée",

Le capital actions de la compagnie sera divisé en mille deux cents (1,200) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital avec lequel la compagnie exploitera son industrie sera de six mille dollars ($6,000.00);

Les actions seront émises et réparties de temps à autre, pour telle considération qui sera fixée de temps en temps, par le bureau de direction. L'émission, par le bureau de direction, de la totalité ou de toute partie déterminée des actions de la compagnie comme partiellement acquittées et sujettes à appel jusqu'à ce que la totalité d'icelles ait été entièrement acquittée, est par les présentes, autorisée;

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1751 Sous-secrétaire de la Province.

Company which shall authorize any such contract or transaction, and may vote to authorize any such contract or transaction, with like force and effect as if he were not such director or officer of such other corporation or not so interested;

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "John Millen Trois-Rivières, Limitée".

The capital of the Company will be divided into one thousand two hundred (1,200) shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the Company will carry on business will be six thousand dollars ($6,000.00).

Shares shall be issued and allotted from time to time for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors. The issue of the whole or any part determined by the Board of Directors of the shares of the Company as partly paid and subject to calls thereon until the whole thereof shall have been paid, is hereby authorized.

The head office of the company will be at the city of Three Rivers, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
1752-o Assistant Provincial Secretary.

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: DAME MARIE-ANNE BELLEAU,
No 733.
demanderesse; vs JEAN NOEL, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Les lots Nos 343, 357 et le lot No 16 de la subdivision du lot No 1, tous du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford-Mines—avec les bâtisses érigées sur chacun de ces lots, mais à distraire sur chacun des dits lots les droits de mines et autres droits miniers en faveur du Royal Trust ou de qui de droit, suivant les titres.

Pour être vendus, chaque lot séparément, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse-de-Thetford (Thetford Mines), le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, le 23 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1273—8-2-o

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: DAME MARIE ANNE BELLEAU,
No. 733.
plaintiff; vs JEAN NOEL, defendant.

As belonging to the defendant.

The lots Nos. 343, 357 and the lot No. 16 of the subdivision of lot No. 1, all of the official plan and book of reference for the Village of Kingsville, now the city of Thetford Mines—with the buildings erected on each of these lots, but to reserve and take off from each of said lots all the rights of mines, in favor of the Royal Trust or of whom they belong, according to the titles.

To be sold, each lot separately, at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford (Thetford Mines) on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, February 23rd., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1274—8-2-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 6740. } JOSEPH EDMOND LAMARRE, demandeur; vs ISIDORE TESSIER, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Sainte-Cécile, sous le numéro 32 de la subdivision du lot No 151—avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, MARDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 14 mars 1933.

[Première publication, le 18 mars 1933]
1761—11-2-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 6740. } JOSEPH EDMOND LAMARRE, plaintiff; vs ISIDORE TESSIER, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the city of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Cecile, under number 32 of the subdivision of lot No. 151—with buildings.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Salaberry de Valleyfield, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 14th of March, 1933.

[First publication, March 18th., 1933]
1762—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 3058. } MARGARET-JANE McMULLIN, demanderesse; vs JOHN FLYNN, *es-qual.*, défendeur.

Saisir comme appartenant au défendeur, *es-qual.*, savoir:

Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du deuxième rang du canton de Hinchinbrooke, sous le numéro 39*a*—avec les bâtisses dessus construites, sujet au droit de coupe de bois de construction debout (standing timber), pendant 15 ans à compter du 11 mai 1929, suivant acte de vente en date du 11 mai 1929, consenti par Patrick-H. Layhon à Aldéric Daoust et enregistré sous le No 39,139.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Hinchinbrooke, comté de Huntingdon, LUNDI, le TROISIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry de Valleyfield, ce 20 février 1933.

[Première publication, le 25 février 1933]
1239—8-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 3058. } MARGARET JANE McMULLIN, plaintiff; vs JOHN FLYNN, *es-qual.*, defendant.

Seized as belonging to the defendant, *es-qual.*, to wit:

An immovable known and designated on the official plan and book of reference for the second range of the township of Hinchinbrooke, under number 39*a*—with buildings thereon erected, subject to the right of cutting the standing timber during 15 years from the 11th of May, 1929, according to a deed of sale dated May 11, 1929, between Patrick H. Layhon and Alderic Daoust and registered under No. 39,139.

To be sold at the parochial church door of the parish of Hinchinbrooke, county of Huntingdon, on MONDAY, the THIRD day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN.
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, February 20th 1933.

[First publication, February 25, 1933]
1240—8-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 566. } DELPHIS ST-JEAN *et al.*, demandeurs; vs CHARLES MENARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Deux terrains sis et situés dans la paroisse de Sainte-Pudentienne, district de Bedford, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant la totalité du lot numéro trois-"B" (3-B) du premier rang et la moitié ouest, du lot No trois-"A" (3-A), du deuxième rang du canton de Milton, dit district—avec toutes les bâtisses dessus faites et érigées.

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 566. } DELPHIS ST-JEAN *et al.*, plaintiffs; vs CHARLES MENARD, defendant.

As belonging to defendant:

Two lots of land lying and situate in the parish of Sainte Pudentienne, district of Bedford, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as being the totality of lot number three-"B" (3-B) of the first range and the West half of lot No. three "A" (3-"A") of the second range of the township of Milton, said district—with all the buildings thereon made and erected.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Sainte-Pudentienne, (Roxton Pond) dit district, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL, 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 13 mars, 1933.
[Première publication, 18 mars, 1933]
1699—11-2

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Sainte Pudentienne, at Saint Pudentienne, (Roxton Pond), said district, on the NINETEENTH day of APRIL, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 13th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1700—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, Province de Québec, No 415. } ALFRED MENARD demandeur; vs FRED - E. GOYETTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Le lot numéro cent soixante-treize (173), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dunham, district de Bedford—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Croix de Dunham, dans le village de Dunham, dit district, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS 1933, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 20 Février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1241—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, Province of Quebec, No. 415. } ALFRED MENARD, plaintiff; vs FRED. E. GOYETTE, defendant.

As belonging to defendant:

Lot number one hundred and seventy three (173), of the official cadastral plan, and in the book of reference of the township of Dunham, district of Bedford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Croix de Dunham, in the village of Dunham, said district, on the TWENTY NINTH day of MARCH, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., February 20th, 1933.
[First publication, February 25, 1933]
1242—8-2-o

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure, District de Chicoutimi, No 5613, à savoir: } ELZEAR LEVESQUE, avocat, de la cité de Chicoutimi, demandeur; vs CYRILLE EMOND, ci-devant de Bagotville, et maintenant de Sainte-Jeanne d'Arc, comté Lac-Saint-Jean, cultivateur, défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro neuf (9) dans le cinquième rang, au cadastre officiel du canton Laterrière, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur du sud-ouest au nord-est par cent quatre-vingts pieds de longueur du sud-est au nord-ouest et est compris dans les bornes suivantes: En front, vers le sud-est, au chemin public actuel, en profondeur, au nord-ouest, au terrain de la Cie de Chemin de fer Roberval-Saguenay, joignant d'un côté au nord-ouest au terrain de M. Ernest Simard, fils de Mars, et de l'autre côté, au sud-ouest, au terrain de Thomas et Pitre Emond, ou leurs représentants—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Laterrière, le VINGTIEME jour d'AVRIL, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LEONIDAS GAGNE.
Chicoutimi, le 13 mars 1933. 1717—11-2-o
[Première publication, 18 mars, 1933]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court, District of Chicoutimi, No. 5613, to wit: } ELZEAR LEVESQUE, advocate, of the city of Chicoutimi, plaintiff; vs CYRILLE EMOND, heretofore of Bagotville, and now of Sainte Jeanne d'Arc, county of Lake Saint John, farmer, defendant.

A parcel of land or emplacement forming part of lot number nine (9) in the fifth range of the official cadastre for the township of Laterrière, the said parcel of land measuring fifty feet in width from Southwest to Northeast by one hundred and eighty feet in length from Southeast to Northwest, and is comprised within the following boundaries: In front towards the Southeast by the present public road, in depth to the Northwest by the land of the Roberval & Saguenay Railway Co., adjoining on one side to the Northwest the land of Mr. Ernest Simard, son of Mars, and on the other side to the Southwest, the land of Thomas and Pitre Emond, or their representatives—together with the house and other buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the church door of Laterrière, on the TWENTIETH day of APRIL, at TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff's Office, Deputy-sheriff.
Chicoutimi, March 13, 1933. 1718—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: No 5608. DOMINION FISH & FRUIT, LTD., corps légalement constituée ayant son siège social à Québec et un bureau d'affaires à Chicoutimi; vs GEORGES GAGNON, rang Saint-Ignace, paroisse de Chicoutimi.

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du lot No trois-B, (3-B) du quinzième rang sud-ouest du chemin Sydenham du canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, lequel terrain, de figure irrégulière et de superficie inconnue, est compris dans les bornes suivantes: vers le sud-ouest au chemin public actuel, vers le nord-ouest, le nord-est et le sud-est par la rivière Saguenay—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

2. Ce lopin de terre connu et désigné d'après le cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi comme étant la moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot No 23, au 6ième rang sud-ouest du chemin Sydenham, canton de Chicoutimi—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LÉONIDAS GAGNÉ.
Chicoutimi, le 22 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1293—8-2-o

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Chicoutimi, to wit: No. 5608. DOMINION FISH & FRUIT, LTD., a body politic and corporate having its head office at Quebec and a business office at Chicoutimi; vs GEORGES GAGNON, Saint Ignace range, parish of Chicoutimi.

A parcel of land or emplacement forming part of lot number three-B, (3-B) in the fifteenth range Southwest of the Sydenham road of the township of Chicoutimi, on the official cadastre for the parish of Chicoutimi, the said emplacement, of irregular figure and of unknown area, is comprised within the following boundaries: on the Southwest by the present public road, on the Northwest, the Northeast and the Southeast by the Saguenay river—together with all the buildings thereon erected and all dependencies.

2. This parcel of land being known and designated on the official cadastre for the parish of Chicoutimi as being the Southwest half of the Northeast half of lot No. 23 of the 6th range Southwest of the Sydenham road, township of Chicoutimi—with buildings and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, on the TWENTY FIFTH day of MARCH, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, February 22nd., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1294—8-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 3331 DAME M.-L. JODOIN, des cité district de Saint-Hyacinthe, veuve de feu Octave Morin, de son vivant rentier, des mêmes lieux, demanderesse; vs WILFRID ST-PIERRE, hôtelier, de Papineauville et du district de Hull, défendeur.

Un certain emplacement situé dans la ville de Papineauville, comté de Papineau, province de Québec, et comprenant le lot portant le numéro du cadastre 186 de la paroisse de Sainte-Angélique, de la division d'enregistrement du comté de Papineau—avec bâtisses y érigées consistant en un hôtel.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Angélique de Papineauville, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant motion accordée par l'hon. Juge Trahan en date du 18 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Ce 21ième jour de février, 1933.
[Première publication, 25 février, 1933]
1317—8-2-o

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 3760. THE NORTHERN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et incorporé ayant sa principale place et son principal bureau d'affaires dans la ville de London, dans la province d'Ontario, demanderesse; vs J.-HENRI BÉLANGER, des cité et district de Hull, défendeur.

Toute cette autre propriété connue et décrite

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 3331 DAME M. L. JODOIN, of the city and district of Saint Hyacinthe, widow of the late Octave Morin, in his lifetime annuitant, of the same places, plaintiff; vs WILFRID ST-PIERRE, hotel-keeper, of Papineauville and of the district of Hull, defendant.

A certain emplacement situate in the town of Papineauville, county of Papineau, Province of Quebec, and comprising the lot bearing cadastral number 186 of the parish of Sainte Angélique, of the Registration division of the county of Papineau—with buildings thereon erected consisting of a hotel.

To be sold at the parochial church door of Sainte Angélique de Papineauville, on the THIRD day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $500.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to an order of the Hon. Justice Trahan, dated February 18, 1933.

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 21st day of February, 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1318—8-2

Superior Court.—District of Hull.

No. 3760. THE NORTHERN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the town of London, in the Province of Ontario, plaintiff; vs J. HENRI BELANGER, of the city and district of Hull, defendant.

All that other property known and described

suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier numéro trois de la cité de Hull, comme étant les parties des lots numéros six cent cinquante-deux et six cent cinquante-quatre, comprenant trente pieds de front sur la rue Principale, et étant la ligne ouest vingt pieds de la propriété appartenant autrefois à Henry Carleton Monk; la dite largeur de vingt pieds sur la rue Principale, s'étendant le long d'une ligne uniforme à un point situé à l'opposé de l'angle nord-est du lot six cent cinquante-sept et à vingt pieds à l'est à compter du coin nord-est du dit lot six cent cinquante-sept et bornée comme suit: En front par la rue Principale, à l'ouest par la propriété de la Hull Electric Company, comme étant les ayants droit d'Edouard Mousseau et Walter McDougall et aussi partiellement par le dit lot numéro six cent cinquante-sept, à l'est par les parties des dits lots six cent cinquante-deux, et six cent cinquante-quatre, la propriété de Joseph Renaud, et en arrière par une ligne à être tracée comme étant la continuation vers l'est de la borne ou ligne nord du dit lot six cent cinquante-sept, sur une distance de vingt pieds.

Toute cette autre propriété connue et décrite suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier numéro trois de la cité de Hull, comme étant une partie du lot six cent cinquante-sept mesurant quatre-vingt-dix-neuf pieds sur la ligne ouest, quatre-vingt-dix-neuf pieds sur la ligne nord et cent trois pieds sur la ligne sud-est et à l'est par une ligne droite partant de l'angle nord-est du lot numéro six cent cinquante-quatre à l'angle sud-est du lot six cent cinquante-huit et bornée comme suit: au nord par les lots numéros six cent cinquante-huit, six cent cinquante-neuf, et six cent soixante, à l'est par la partie du lot numéro six cent cinquante-deux, au sud par les lots numéros six cent cinquante-quatre, six cent cinquante-cinq, et six cent soixante-sept, et à l'ouest par les lots numéros six cent soixante-quatre, six cent soixante-cinq et six cent soixante-six, et aussi par la partie du dit lot six cent cinquante-sept—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Un certain droit de passage en commun d'une largeur de dix pieds sur le dit lot numéro six cent cinquante-deux allant de la rue Wellington au terrain du dit J.-Henri Bélanger, et servant en commun aux propriétaires, locataires et occupants, de la propriété connue comme étant celle de Poulin.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Hull, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, le 21 février 1933.

[Première publication, le 25 février 1933]

1319—8–2

according to the official plan and book of reference for ward number three of the city of Hull, as being parts of lots numbers six hundred and fifty two and six hundred and fifty four, containing twenty feet frontage on Main street, and being the westerly twenty feet of the property belonging previously to Henry Carleton Monk; the said width of twenty feet on Main street, being extended along a uniform line to a point located opposite the North East corner of lot six hundred and fifty seven and at twenty feet Easterly from the Northeast corner of the said lot six hundred and fifty seven and bounded as follows: In front by Main street, Westerly by the property of the Hull Electric Company as being to the rights of Edouard Mousseau and Walter McDougall and also partly by said lot number six hundred and fifty seven, to the East by parts of said lots six hundred and fifty two, and six hundred and fifty four, the property of Joseph Renaud, and in rear by a line to be drawn as being the continuation towards the East of the Northern boundary or line of said lot six hundred and fifty seven, on a distance of twenty feet.

All that other property known and described according to the official plan and book of reference for ward number three of the city of Hull, as being part of lot six hundred and fifty seven measuring ninety nine feet on the Westerly line, ninety nine feet on the Northerly line and one hundred and three feet on the South Eastern line and Easterly by a straight line starting from the North East corner of lot number six hundred and fifty four at the South Eastern corner of lot six hundred and fifty eight and bounded as follows: to the North by lots numbers six hundred and fifty eight, six hundred and fifty nine, and six hundred and sixty to the East by part of lot number six hundred and fifty two, to the South by lots numbers six hundred and fifty four, six hundred and fifty five, and six hundred and sixty seven, and to the West by lots numbers six hundred and sixty four, six hundred and sixty five and six hundred and sixty six, and also by part of said lot number six hundred and fifty seven—with all the buildings thereon erected.

A certain common right of way (droit de passage en commun) of a width of ten feet on the said lot number six hundred and fifty two communicating from Wellington street, to the land of the said J. Henri Belanger, and used in common by the owners, lessees and occupants, of the property known as Poulin's property.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST. PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, this 21st. February, 1933.

[First publication, February 25th., 1933]

1320—8–2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Province de Québec, District d'Iberville, No 2040. } ALPHONSE-F. GERVAIS, *et al.*, *es-qualités*, demandeurs; vs JEAN-BTE GIBEAULT *et al.*, defendeurs; et J.-AIME LUSSIER, *es-qualité*, mis-en-cause; et GEORGES FORTIN, *et al.*, avocats distrayants.

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Province of Quebec, District of Iberville, No. 2040. } ALPHONSE F. GERVAIS, *et al.*, *es-qual.*, plaintiffs; vs JEAN BTE GIBEAULT *et al.*, defendants; and J. AIME LUSSIER, *es-qual.*, *mis-en-cause*, and GEORGES FORTIN *et al.*, distracting attorneys.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu le vingt-septième jour de septembre dernier, 1932, à dix heures de l'avant-midi, en la paroisse de Saint-Valentin, aura lieu le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valentin, district d'Iberville.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, P. Q., 14 mars, 1933. 1763-o
[Première publication, 18 mars, 1933]

Notice is hereby given that the sale of the properties seized in this cause who should have took place on the twenty seventh day of September last, 1932, at ten o'clock in the forenoon, in the parish of Saint Valentin, will take place on the THIRD day of APRIL next, 1933, at ELEVEN of the clock in the forenoon, at the parochial church door of the parish of Saint Valentin, district of Iberville.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns P. Q., March 14th, 1933. 1764-o
[First publication, March 18th., 1933]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 4460. } ALPHONSE BOILEAU, demandeur; vs LUCIEN LAPORTE, défendeur.

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent quarante-sept (p. 247) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette; borné en front par la rue Saint-Barthélémi, d'un côté à la rue Manseau, de l'autre côté, à l'autre partie du lot No 247 appartenant à M. Noé Lafrenière et en profondeur au terrain de Dame Eliza Bourdon—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être le tout vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Joliette, le VINGTIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ce 11ième jour de mars 1933.

Le shérif,
1701—11-2-o GEORGES DESROCHES.
[Première publication, 18 mars, 1933]

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 4460. } ALPHONSE BOILEAU, plaintiff; vs LUCIEN LAPORTE, defendant.

An emplacement known and designated as being part of lot number two hundred and forty seven (Pt. 247) on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette, bounded in front by Saint Barthélémi Street, on one side by Manseau Street, on the other side by the other part of lot No. 247 belonging to Mr. Noé Lafrenière, and on the depth by the land of Dame Eliza Bourdon—with all the buildings thereon erected.

The whole to be sold at my office, in the Court House, in the city of Joliette, on the TWENTIETH day of the month of APRIL 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, this 11th. day of March, 1933.

GEORGES DESROCHES,
1702—11-2 Sheriff.
[First publication, March 18th., 1933]

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 110890. } DAME C. BARIL, demanderesse; vs J. E. HEROUX, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, comté de l'Assomption, contenant environ cent cinquante arpents en superficie, partant de la rivière Jésus et aboutissant aux terres de Saint-Henri de Mascouche—avec maison et autres bâtisses y érigées, la dite terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachenaie, sous les numéros deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois (242 et 243); à distraire cependant de cette dite terre les emplacements détachés et actuellement vendus.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL 1933 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ce 4e jour du mois de mars 1933.

Le shérif,
1719—11-2-o GEORGES DESROCHES.
[Première publication, 18 mars 1933]

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 110890. } DAME C. BARIL, plaintiff; vs J. E. HEROUX, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Charles de Lachenaie, county of L'Assomption, containing about one hundred and fifty arpents in area, starting at the Jésus river and ending at the lands of Saint Henri de Mascouche—with a house and other buildings thereon erected, the said farm is known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Lachenaie, under numbers two hundred and forty two and two hundred and forty three (242 and 243); to be deducted however from the said farm the emplacements detached and actually sold.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles de Lachenaie, on the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, this 4th day of the month of March, 1933.

GEORGES DESROCHES,
1720—11-2 Sheriff.
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 12805*a*.

DESIRE ST-PIERRE, journalier, de la paroisse de Notre-Dame du Lac, demandeur; contre LA CORPORATION DE LA MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE NOTRE-DAME DU LAC, dans le comté de Témiscouata, défenderesse-saisissante pour frais et dépens.

Le lot de terre portant le numéro vingt-huit (No 28) du plan du département des Terres de la Couronne, pour la paroisse de Saint-Juste du Lac, dans le deuxième rang du canton communément appelé "Canton de la Couronne", sujet aux droits de réméré de Polydore St-Pierre, en vertu d'un acte de vente à réméré par ce dernier au demandeur, en date du 15 août 1932, enrégistré le 17 du même mois—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste du Lac, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif

Bureau du shérif, JOS. HAMEL.

Rivière-du-Loup, 15 mars 1933.

[Première publication, 18 mars, 1933]

1797—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 12805*a*.

DESIRE ST-PIERRE, labourer, of the parish of Notre-Dame du Lac, plaintiff; against THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF NOTRE DAME DU LAC, in the county of Temiscouata, defendant seizing for costs and expenses.

That lot of land bearing number twenty eight (No. 28) on the plan of the Crown Lands Department for the parish of Saint Juste du Lac, in the second range of the township commonly called "Canton de la Couronne", subject to the redemption rights of Polydore St Pierre, in virtue of a deed of sale with right of redemption by the latter to the plaintiff, dated August 15, 1932, registered on the 17th., of the same month—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Juste du Lac, county of Temiscouata, district of Kamouraska, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rivière du Loup, March 15th, 1933.

[First publication, March 18th., 1933]

1798—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 12778.

SOUTH SHORE FOREST PRODUCTS CO., LIMITED, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Québec, demanderesse; contre DAME DORILDA RIOUX, de la ville de Trois-Pistoles, épouse judiciairement séparée de biens de sieur Joseph Belzile, fils d'Ambroise, et ledit JOSEPH BELZILE, mis-en-cause, pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une bâtisse ou maison servant de et actuellement occupée comme résidence privée, située en la ville de Trois-Pistoles, sur un terrain baillé, par la défenderesse, de Léon Damours, lequel terrain est borné au nord à Josaphat Larrivée, à l'est à la route centrale, au sud à Léon Damours & Fils, Limitée (terrain contigu avec hangar) à l'ouest à Joseph M. Rioux; lequel terrain forme partie du lot numéro deux cent trente-neuf-A (Ptie No 239*a*) du cadastre de la paroisse de Trois-Pistoles, circonstances et dépendances; avec tous les droits de la défenderesse en vertu du bail du terrain sus-décrit, à elle consenti par ledit Léon Damours, lequel bail n'est pas enrégistrée, la demanderesse en ignorant la teneur.

Pour être vendue à la porte de l'église de la ville de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata, dans ce district, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1933, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS. HAMEL.

Rivière-du-Loup, le 22 février 1933.

[Première publication, 25 février, 1933]

1339—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 12778.

SOUTH SHORE FOREST PRODUCTS CO., LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec, plaintiff; against DAME DORILDA RIOUX, of the town of Trois Pistoles, wife judicially separate as to property of Sieur Joseph Belzile, son of Ambroise, and the said JOSEPH BELZILE, *mis-en-cause* to assist and authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

One building or house used for and actually occupied as a private residence, situate in the town of Trois Pistoles, on a lot of land, leased by the defendant from Léon Damours, which lot of land is bounded on the North by Josaphat Larivée, on the East by the central route, on the South by Léon Damours & Fils Limitée (land contiguous with shed), on the West by Joseph M. Rioux; the said lot of land forms part of lot number two hundred and thirty nine-A (Pt. No. 239*a*) of the cadastre for the parish of Trois Pistoles—circumstances and dependencies, with all the rights which the defendant may have in virtue of a lease on the above described lot of land in her favour from the said Léon Damours, the said lease is not registered, the plaintiff ignoring the terms thereof.

To be sold at the church door of the town of Trois Pistoles, county of Temiscouata, in the said district, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH, 1933, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

JOS. HAMEL,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rivière du Loup, February 22, 1933.

[First publication, February 25th., 1933]

1340—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 4148. COMMERCIAL LOAN CO., LTD., demanderesse; vs E. MONTBRIAND, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Visitation, à Montréal, connu et désigné comme formant la plus grande partie vers le nord-ouest du lot numéro sept cent cinquante (750) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant quarante et un pieds et deux pouces de largeur, soixante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, tenant devant à la rue Visitation, en arrière par partie du lot No 751, et autre partie du lot No 752 dudit plan, d'un côté au sud-est par le résidu du lot No 750, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 755 des dits plans—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran en date du 10 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1933. 1703—11-2-o
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 4148. COMMERCIAL LOAN CO., LTD., plaintiff; vs E. MONTBRIAND, defendant.

An emplacement situate on Visitation Street, Montreal, known and designated as forming the greater Northwestern part of lot number seven hundred and fifty (750) on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, measuring forty one feet and two inches in width, sixty five feet in depth, English measure, and more or less, bounded in front by Visitation Street, in rear by part of lot No. 751, and another part of lot No. 752 of said plan, on one side to the Southeast by the residue of lot No. 750, and on the other side to the Northwest by lot No. 755 of said plan—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $480.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 10, 1933.

OMER LAPIERRE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1933. 1704—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-114166. M. H. AXELRAD, demandeur; vs JOSEPH SMITH et SAM SMITH, marchands, tous deux des cité et district de Montréal, y faisant affaires ensemble sous les noms et raison sociale de "Smith Bros", défendeurs.

La moitié indivise des immeubles suivants:

a. Un certain lot de terre ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, en les cité et district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 1058 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, et l'édifice susérigé et spécialement les Nos civiques 3961, 3963, 3965 du dit boulevard Saint-Laurent, avec droit de passage existant pour communiquer du dit immeuble à la rue Saint-Dominique dans un certain passage tel qu'il se trouve actuellement et étant connu comme étant une lisière de terrain de 8 pieds en largeur par 74 pieds 6 pouces en profondeur, plus ou moins, borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par le dit lot No 1058 ci-dessus décrit, et des deux côtés par l'excédent du lot No 1057 aux dits plan et livre de renvoi officiels et sur lequel le dit passage se trouve.

b. Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, Montréal, connu et désigné sous le numéro quarante et un aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, contenant environ quarante-cinq pieds en front par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, plus ou moins, moins la partie prise du dit emplacement pour l'élargissement de la rue Notre-Dame. Avec les édifices sus-érigés portant les nouveaux numéros civiques 3231-3245 inclusivement de la dite rue Notre-Dame-Est.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1709—11-2
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-114166. M. H. AXELRAD, plaintiff; vs JOSEPH SMITH and SAM SMITH, merchants, both of the city and district of Montreal, carrying on business together therein under the firm name and style of Smith Bros., defendants.

The undivided half of the following immoveables:

a. A certain lot of land fronting on Saint Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, being known and described as lot No. 1058 upon the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, of the said city of Montreal, and the building thereon erected and especially civic Nos. 3961, 3963, 3965 of said Saint Lawrence Boulevard, with the right of passage existing to communicate from said immoveable to Saint Dominique Street in a certain passage as it actually exists and being known as a certain strip of land 8 feet in width by 74 feet 6 inches in depth, more or less, bounded in front by Saint Dominique Street, in rear by said lot No. 1058 herein above described, and on both sides by the surplus of lot No. 1057 of the said official plan and book of reference on which said passage exists.

b. An emplacement situated on the Northwest side of Notre Dame Street, Montreal, known and designated under number forty one on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, containing about forty five feet in front by ninety feet in depth, more or less, less the part taken from the said emplacement for the widening of Notre Dame Street. With the buildings thereon erected bearing the new civic numbers 3231-3245 inclusive of the said Notre Dame Street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1710—11-2-c
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No 109394. { LA SOCIETE SAINT-JEAN - BAPTISTE DE MONTREAL, (Caisse Nationale d'Economie), demanderesse; vs DAME EVA BOURGOUIN, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Chicoine, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un immeuble situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame ouest, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, portant le No 183 de la subdivision officielle du lot originaire No 1704 (1704-183) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les constructions dessus érigées, étant entre autres les numéros civiques 4847, 4849, 4851, 4853 (anciennement 2445, 2447, 2455 et 2457) de la dite rue Notre-Dame ouest, ainsi que tous les autres droits actifs et passifs qui peuvent y être inhérents, le tout sans réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars 1933. 1705—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 109394. { LA SOCIETE SAINT JEAN BAPTISTE DE MONTREAL (Caisse Nationale d'Economie), plaintiff; vs DAME EVA BOURGOUIN, wife separate as to property by marriage contract of Louis Chicoine, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An immovable situate on the Northwest side of Notre Dame Street West, in Saint Henry Ward, in the city of Montreal, bearing No. 183 of the official subdivision of the original lot No. 1704 (1704-183) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure and more or less—with all the buildings thereon erected, being amongst others, civic numbers 4847, 4849, 4851, 4853 (formerly 2445, 2447, 2455 and 2457) of said Notre Dame Street West, and also any other active or passive rights which may be attached thereto, the whole without any reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 13, 1933. 1706—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No A-114031. { THE COMMERCIAL LOAN CO., LTD., demanderesse; vs LUCIEN BOURDEAU, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue de Saint-Valier, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la moitié nord-est d'un lot de terre portant le numéro quatre cent cinquante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-½ N.-E. 455) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, borné en front par la rue de Saint-Valier, d'un côté par le lot numéro huit 454 dudit cadastre, en arrière par une ruelle commune, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 8-455—avec droit de passage en commun avec qui de droit dans la ruelle susdite et avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $220.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 mars 1933.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars, 1933. 1707—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. A-114031. { THE COMMERCIAL LOAN CO., LTD., plaintiff; vs LUCIEN BOURDEAU, defendant.

An emplacement fronting on Saint Valier Street, in the city of Montreal, known and designated as being the Northeast half of a lot of land bearing number four hundred and fifty five of the subdivision of the original lot number eight (8-N. E. ½ 455) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, bounded in front by Saint Valier Street, on one side by lot number eight-454 of said cadastre, at the rear by a common lane, and on the other side by the residue of said lot No. 8-455, —with right of way, in common with others having rights thereto, in the aforesaid lane and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $220.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated March 9, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 13, 1933. 1708—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No C-110436. { MURIEL - M. GURD, demandeur; vs LLEWELLYN - E. KIMPTON, défendeur.

L'emplacement situé sur l'avenue Oak, en la cité de Saint-Lambert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, comme étant les lots de subdivision numéros quatorze cent soixante et huit et quatorze cent soixante et neuf du lot originaire numéro cent soixante et deux (Nos 162-1468 et 1469) mesu-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. C-110436. { MURIEL M. GURD, plaintiff; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, defendant.

The emplacement situate on Oak Avenue, in the city of Saint Lambert, which is known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, as subdivision lots numbers fourteen hundred and sixty eight and fourteen hundred and sixty nine of the original lot number one hundred and sixty two (Nos.

rant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les édifices sus-érigés comprenant maisons duplex avec garage, portant les Nos civiques 427 et 429 de la dite avenue Oak, et avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière, et avec les droits, membres et appartenances inhérents sans exception ou réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, ce VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures ET DEMIE du matin.

Un dépôt de $550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 6 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1711—11-2
[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-110547. MURIEL M. GURD, demandeur; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, défendeur.

L'emplacement situé sur l'avenue Oak en la cité de Saint-Lambert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, comme étant le lot de subdivision numéro dix-huit cent quatre-vingt-treize du lot numéro cent soixante et deux (No 162-1893).

Avec la résidence semi-détachée sus-érigée connue sous le No 42 de la dite Avenue Oak, et avec les autres droits et appartenances inhérents à la dite propriété sans exception ou réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Chambly, à Longueuil, ce VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Curran, en date du 6 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1713—11-2
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 115117. LE SECRETAIRE ET LE SYNDIC DE L'ASSOCIATION DU FONDS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DE LA COMPAGNIE DU GRAND TRONC DE CHEMIN DE FER DU CANADA, demanderesse; vs NORMAN-B. CAPES, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Westmount, étant la partie nord-est du lot connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent vingt-neuf (Ptie N.-E. 229) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par deux cent douze pieds de profondeur dans la ligne de côté nord-est et deux cent vingt-six pieds de profondeur dans la ligne de côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, et borné comme suit: En front par le chemin de la Côte Saint-Antoine, en arrière par une partie du lot officiel numéro 162-1468 and 1469) measuring, each of the said lots, twenty five feet in width by eighty five feet in depth, the whole English measure and more or less.

With the buildings thereon erected consisting of duplex dwellings and garage, bearing the Civic Nos. 427 and 429 of said Oak Avenue, and with the right of passage in common with others in the lane in rear, and with the rights, members and appurtenances thereto belonging, without exception or reserve.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTIETH day of APRIL next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $550.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 6th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1712—11-2-o
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-110547. MURIEL M. GURD, plaintiff; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, defendant.

The emplacement situate on Oak Avenue in the city of Saint Lambert, which is known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, as subdivision lot number eighteen hundred and ninety three of lot number one hundred and sixty two (No 162-1893).

With the semi-detached residence erected thereon known as No. 42 of said Oak Avenue, and with all other rights and appurtenances belonging to the said property without exception or reserve.

To be sold at the Registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $480.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 6th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1714—11-2-o
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 115117. THE SECRETARY & TRUSTEE OF THE GRAND TRUNK RAILWAY OF CANADA SUPERANNUATION & PROVIDENT FUND ASSOCIATION, plaintiff; vs NORMAN B. CAPES, defendant.

An emplacement situate in the city of Westmount, being the North East part of the lot known and designated as lot number two hundred and twenty nine (N. E. pt. 229) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by two hundred and twelve feet in depth in the North East side line and two hundred and twenty six feet in depth in the South West side line, all English measure and more or less, and bounded as follows: In front by Côte Saint Antoine road, in rear by part of official lot number two hundred and thirty, on the North East side by part of

deux cent trente, du côté nord-est par une partie du lot officiel numéro deux cent trente-six appartenant aux représentants de la Succession William Murray et du côté sud-ouest par une autre portion du dit lot numéro deux cent vingt-neuf appartenant à Dame Winnifred M. Clark, épouse de Hugh Glassford.

Avec la résidence connue sous le numéro trois cent seize (316) chemin de la Côte Saint-Antoine, sus-érigée, dont le mur de pignon sud-ouest est mitoyen, avec les dépendances adjacentes.

Telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1715—11-2
[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MICHEL BESNER, de-
No D-111932. } mandeur; vs ROMUALD RANGER, défendeur.

Trois terres contiguës, connues et désignées sous les numéros deux cent huit, deux cent neuf et deux cent dix (Nos 208, 209 et 210), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, les dites terres étant situées du côté sud de la concession Saint-George—avec bâtisses dessus érigées; à distraire cependant du dit numéro deux cent dix, un petit morceau de terre contenant environ un quart d'arpent en superficie à être pris à l'arrière du dit lot et dans sa ligne Est, et tel que le dit morceau de terre est actuellement enclos et possédé par Arthur Park.

Pour être vendu en "bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $180.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 6 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 mars 1933.
[Première publication, le 18 mars 1933]
1773—11-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AURELIE DE-
No C-116160. } CARIE, épouse séparée de biens de Daniel St. Aubin, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs DAME ALBINA BEAUDOIN, veuve de Paul Aubertin *et al*, défenderesses.

Cette certaine terre située en la Côte Saint-Paul, paroisse de Lachine, étant connue et désignée comme la juste moitié nord-est du lot numéro mille sept (1007) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant telle terre environ un arpent et sept perches et demie de largeur par vingt-cinq arpents de profondeur, et étant bornée en front par le canal Lachine, en arrière par les lots numéros mille un et mille deux (Nos 1001 et 1002) des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-est par le lot No mille huit (1008), aux dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu

official lot number two hundred and thirty six belonging to the representatives of the Estate William Murray and on the South West side by another portion of said lot number two hundred and twenty nine, belonging to Dame Winnifred M. Clark, wife of Hugh Glassford.

With the dwelling house known as number three hundred and sixteen (316) Côte Saint Antoine Road, thereon erected, whereof the South West gable wall is *mitoyen* with the adjoining premises.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1716—11-2-o
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MICHEL BESNER,
No. D-111932. } plaintiff; vs ROMUALD RANGER, defendant.

Three contiguous farms, known and designated under numbers two hundred and eight, two hundred and nine and two hundred and ten (Nos. 208, 209 and 210) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, the said farms being situate on the South side of the Saint George concesssion—with buildings thereon erected; to be deducted however from said number two hundred and ten, a small parcel of land containing about one quarter of an arpent in area, to be taken at the rear of the said lot and in its Eastern line, and as the said parcel of land is actually fenced in and owned by Arthur Park.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $180.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Curran, dated March 6th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 14th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1774—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AURELIE DE-
No. C-116160. } CARIE, wife separate as to property of Daniel St. Aubin, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs DAME ALBINA BEAUDOIN, widow of Paul Aubertin *et al*, defendants.

That certain farm situate at Côte Saint Paul, Parish of Lachine, being known and designated as being the exact Northeastern half of lot number one thousand and seven (1007) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Lachine, measuring, the said farm, about one arpent and seven perches and one half in width by twenty five arpents in depth, and being bounded in front by the Lachine canal, in rear by lots numbers one thousand and one and one thousand and two (Nos 1001 and 1002) of said official plan and book of reference, on one side to the Northeast by lot No. one thousand and eight (1008) of

du dit lot numéro mille sept (1007), appartenant à Napoléon Pigeon ou représentants—avec maison et bâtisses dessus érigées·

A distraire cependant de telle terre, la partie du dit lot No mille sept (1007), vendue par Basile Pigeon à "The Ontario & Quebec Railway Company", pour l'élargissement du chemin public de la dite Côte Saint-Paul, ainsi qu'il appert par acte de vente passé devant Ernest-R. Décary, notaire, le vingt-sixième jour du mois de mai mil neuf cent six (1906), et enregistré au dit bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le numéro 123573, et à distraire aussi de la dite terre, la portion d'icelle cédée par "Lasalle Realty Company, Limited", à la dite ville Lasalle, tel qu'il appert par acte de cession, passé devant J. S. A. Ashby, notaire, le vingt et unième jour du mois de novembre mil neuf cent quatorze (1914) et enregistré au dit bureau d'enregistrement sous le No 288483, et sujette au droit de passage accordé aux termes d'une vente consentie par ledit Paul Aubertin à Hugh Quinlan et Angus William Robertson, passée devant E. R. Décary, notaire, le vingt-quatrième jour du mois de mars mil neuf cent dix (1910) et enregistrée au dit bureau d'enregistrement sous le No 170550.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,075.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 8 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 mars 1933.
[Première publication, 18 mars 1933]
1775—11-2-o

said official plan and book of reference and on the other side to the Southwest by the residue of said lot number one thousand and seven (1007), belonging to Napoléon Pigeon or representatives —with a house and buildings thereon erected;

To be deducted however from the said farm, the part of said lot No one thousand and seven (1007) sold by Basile Pigeon to "The Ontario & Quebec Railway Company", for the widening of the public road of the said Côte Saint Paul, as it appears in the deed of sale passed before Ernest R. Decary, notary, on the twenty sixth day of the month of May, nineteen hundred and six (1906), and registered at said registry office for the counties of Hochelaga and Jacques Cartier under number 123573, and to be deducted also from said farm the portion thereof ceded by "Lasalle Realty Company, Limited", to the said town of Lasalle, as it appears in the Deed of Assignment passed before J. S. A. Ashby, notary, on the twenty first day of the month of November, nineteen hundred and fourteen (1914) and registered at said registry office under No. 288483, and subject to right of way under the terms of a sale agreed by the said Paul Aubertin to Hugh Quinlan and Angus William Robertson, passed before E. R. Decary, notary, on the twenty fourth day of the month of March, nineteen hundred and ten (1910) and registered at said registry office under No. 170550.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN oc'lock in the forenoon.

A deposit of $1,075.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 8, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 14, 1933.
[First publication, March 18, 1933]
1776—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EMILE GILBERT, de-
No C-116086. } mandeur; vs JOHN M. DOWNING, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Dorchester-ouest, dans les cité et district de Montréal, connu et désigné sous numéro quatre du lot numéro seize cent quarante-trois (1643-4) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine-de-Montréal, mesurant vingt-trois pieds de largeur par cent pieds de profondeur, dans la partie sud-ouest, et cent huit pieds et onze pouces de profondeur, dans la partie nord-est, ayant une superficie totale de deux mille quatre cent deux pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 2155 de la rue Dorchester,ouest, dont les murs sont mitoyens avec la propriété voisine, avec droit de passage, en commun, dans la ruelle, en arrière, connue sous numéro cinq du lot numéro seize cent quarante-trois (1643-5) avec les autres ayant le même droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 mars 1933. 1777—11-2-o
[Première publication, 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EMILE GILBERT, plain-
No. C-116086. } tiff; vs JOHN M. DOWNING, defendant.

An emplacement fronting on Dorchester Street West, in the city and district of Montreal, known and designated under number four of lot number sixteen hundred and forty three (1643-4) on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, of Montreal, measuring twenty three feet in width by one hundred feet in depth, in the Southwest part, and one hundred and eight feet and eleven inches in depth in the Northeast part, containing a total area of two thousand, four hundred and two square feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic number 2155 of said Dorchester Street West, the walls whereof being party walls with the neighbouring property—with right of way, in common, in the lane at the rear, known under number five of lot number sixteen hundred and forty three (1643-5) with the others having the same right.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, March 14th, 1933. 1778—11-2
[First publication, March 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } VASSILIUS KELFAS,
No F-113935. } buandier, faisant affaire seul, à Montréal, district de Montréal, sous le nom et raison sociale de "Atlantic Toilet Supply Company", demandeur; vs G. KALFAS ALIAS KALFAKIS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Viateur, en la cité d'Outremont—avec bâtisses dessus construites, ledit emplacement décrit comme suit:

1. La partie sud-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-p. 181) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 21 pieds 4-10 en largeur et 207 pieds en profondeur dans la ligne nord-est et 204 pieds dans la ligne sud-ouest et bornée en front par la rue Saint-Viateur, en arrière par partie du lot numéro 36A-138 et partie du lot numéro 36-37-7 aux plan et livre de renvoi susdits, du côté nord-est par le résidu dudit lot numéro 36-181, du côté sud-ouest par la partie du lot numéro cent quatre-vingt de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-six (36-180) aux plan et livre de renvoi officiels ci-après décrits;

2. La partie nord-est du lot cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot numéro trente-six (36-180) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 10 pieds de largeur par 204 pieds de profondeur sur le côté nord-est et 203 pieds et 3 pouces sur le côté sud-ouest et bornée en front par la rue Saint-Viateur, en arrière par partie du lot numéro 36-34-7 aux plan et livre de renvoi officiels susdits, sur le côté nord-est par partie du dit lot numéro 36-181 plus haut décrit et sur le côté sud-ouest par le résidu du dit lot numéro 36-180.

Avec toutes les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 mars 1933. 1779—11–2–o
[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } VASSILIUS KALFAS,
No. F-113935. } laundryman, carrying on business alone in Montreal, district of Montreal, under the firm name and style of "Atlantic Toilet Supply Company", plaintiff; vs G. KALFAS ALIAS KALFAKIS, defendant.

An emplacement fronting on Saint Viateur Street, in the city of Outremont—with buildings thereon erected, the said emplacement described as follows:

1. The Southwest part of lot number one hundred and eighty one of the official subdivision of original lot number thirty six (36-pt. 181) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring 21 feet 4-10 in width and 207 feet in depth in the Northeast line and 204 feet in the Southwest line and bounded in front by Saint-Viateur Street, in rear by part of lot number 36A-138 and part of lot number 36-37-7 of the aforesaid plan and book of reference on the Northeast side by the residue of said lot number 36-181, on the Southwest side by part of lot number one hundred and eighty of the official subdivision of said lot number thirty six (36-180) of the official plan and book of reference hereinafter described;

2. The Northeastern part of lot one hundred and eighty of the official subdivision of lot number thirty six (36-180) of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring 10 feet in width by 204 feet in depth on the Northeast side and 203 feet and 3 inches on the Southwest side and bounded in front by Saint Viateur Street, in rear by part of lot number 36-34-7 of the aforesaid official plan and book of reference, on the Northeast side by part of said lot number 36-181 hereinabove described and on the Southwest side by the residue of said lot number 36-180.

With all the active and passive servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FISRT day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 14, 1933. 1780—11–2
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HALPIN'S INCORPO-
No B-109342. } RATED, demanderesse; vs PATRICK HEAGERTY *es-qual.*, et DAME MARY BRESSLOW, veuve de John McAvoy, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs *et al.*, défendeurs.

Cinq lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros 558, 559, 560, 561 et 562, subdivisions du lot numéro 207, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec bâtisses portant le numéro 6501, 1ère avenue, Rosemont, quartier Rosemont, et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1933. 1795—11–2–o
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HALPIN'S INCOPORA-
No. B-109342. } TED, plaintiff; vs PATRICK HEAGERTY, *es-qual.*, and DAME MARY BRESSLOW, widow of John McAvoy, in her quality of tutrix to her minor children *et al.*, defendants.

Five lots of land situate in the city of Montreal, known and designated under numbers 558, 559, 560, 561 and 562, subdivisions of lot number 207, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with buildings bearing number 6501, 1st Avenue, Rosemount, Rosemount Ward, and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1933. 1796—11–2
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CITÉ DE WEST-
No 31689. } MOUNT, demanderesse; vs GAGE INVESTMENTS, INC., défenderesse.

Un emplacement ayant front sur les rues Sherbrooke et Vignal et le chemin Barat, en la cité de Westmount, étant la subdivision 176*b* du lot originaire 376 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec l'édifice susérigé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.

Montréal, le 14 mars 1933. 1781—11-2

[Première publication, 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CITY OF WEST-
No. 31689. } MOUNT, plaintiff; vs GAGE INVESTMENTS, INC., defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke Street, Vignal Street and Barat Road in the city of Westmount, being subdivision 176*b* of original lot 376 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office. Sheriff.

Montreal, March 14th, 1933. 1782—11-2-o

[First publication, March 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE CANADA LIFE
No 113747. } ASSURANCE COMPANY, demanderesse; vs LES HÉRITIERS DE FEU CHARLES ALVIN WINTERS, en son vivant des cité et district de Montréal, bourgeois, savoir: REUBEN A. WINTERS, FRED VERNON WINTERS, JAMES ROY WINTERS, ALVIN WINTERS et THELMA WINTERS, cette dernière tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice de Madge Winters, mineure, tous des cité et district de Montréal, FRANK A. WINTERS, de la ville d'Aultsville, province d'Ontario; MILDRED E. WINTERS, de la cité de Toronto, province d'Ontario, épouse séparée de biens d'Alexandre N. MacIntosh, du même endroit et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; PAUL WINTERS, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; en leur qualité d'héritiers sous bénéfice d'inventaire du dit feu Charles Alvin Winters, et DAME ELISA JANE WICKENS, veuve dudit feu Charles Alvin Winters, des cité et district de Montréal, défendeurs.

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Walkley, quartier Notre-Dame-de-Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No deux cent soixante et douze, subdivision officielle du lot originaire No cent cinquante-deux (152-272) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant le dit lot, quarante pieds en largeur par une profondeur de cent dix-sept pieds; mesure anglaise et plus ou moins.

Avec tous les édifices sus-érigés, à savoir, une maison à deux étages, portant les numéros civiques 4326 et 4328, avenue Walkley, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal.

Et avec tous les droits actifs y inhérents.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 8 mars 1933.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 14 mars 1933.

[Première publication, 18 mars 1933]

1783—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CANADA LIFE
No. 113747. } ASSURANCE COMPANY, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE CHARLES ALVIN WINTERS, in his lifetime of the city and district of Montreal, gentleman, namely: REUBEN A. WINTERS, FRED VERNON WINTERS, JAMES ROY WINTERS, ALVIN WINTERS, and THELMA WINTERS, the latter personally as well as in her quality of tutrix to Madge Winters, a minor, all of the city and district of Montreal, FRANK A. WINTERS, of the Town of Aultsville, Province of Ontario; MILDRED E. WINTERS, of the City of Toronto, Province of Ontario, wive separate as to property of Alexander N. MacIntosh, of the same place and the latter for the purpose of authorizing his said wife; PAUL WINTERS, of the City of Sherbrooke, district of Saint Francis; in their qualities of heirs under benefit of inventory of the said late Charles Alvin Winters, and DAME ELISA JANE WICKENS, widow of the said late Charles Alvin Winters, of the city and district of Montreal, defendants.

A certain emplacement fronting on Walkley avenue, Notre Dame de Grace Ward, in the city of Montreal, known and designated as No. two hundred and seventy two, official subdivision of the original lot No one hundred and fifty two (152-272) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing, said lot forty feet in width by a depth of one hundred and seventeen feet; English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected, namely, a two storey house, bearing the civic Nos. 4326 and 4328 Walkley avenue, Notre Dame de Grâce, Montreal.

And with all active rights belonging thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $900.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated the 8th day of March 1933.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, March 14th., 1933.

[First publication, March 18th., 1933]

1784—11-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No 32321. } LA VILLE LA SALLE, demanderesse; vs PAUL ROY, défendeur.

Deux terrains connus et désignés sous les Nos cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (190-191) de la subdivision officielle du lot No 996 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant ensemble cinq mille huit cent cinquante-deux pieds en superficie mesure anglaise et plus ou moins, bornés en front par la rue Edouard, en la ville LaSalle, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1933. 1789—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No 110981. } ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs HARRY-CHARLES ORGAN, défendeur; et CHARLES-B. LAFOND, curateur au délaissement.

Un emplacement situé sur l'Avenue Ducharme, en la cité d'Outremont, et composé des trois lots de terre, ci-après décrits.

a. Du lot de terre connu et désigné comme portant le numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro trente-huit (38-414-2) sur le plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

b. De deux lots de terre respectivement connus et désignés comme portant les numéros un et deux de la subdivision du lot quatre cent quinze, de la subdivision officielle dudit lot numéro trente-huit (38-415-1 et 38-415-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits—avec les maisons et les autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $2,700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau, en date du 4 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 mars 1933.

[Première publication, le 18 mars 1933]
1791—11-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No F-107942. } DAME MARGUERITE DUBOIS, veuve de Herménégilde Robillard, demanderesse; vs MICHAEL ADELSTEIN, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Waverly, en la cité de Montréal, et composé:

1. De la totalité du lot numéro sept cent huit de la subdivision officielle du lot numéro onze au plan et sur le livre de renvoi officiel du Village incorporé de la Côte Saint-Louis;

2. De la partie nord-ouest du lot numéro sept cent sept de la subdivision officielle dudit lot numéro onze, au plan et sur le livre de renvoi

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 32321. } THE TOWN OF LA SALLE, plaintiff; vs PAUL ROY, defendant.

Two lots of land known and designated under numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety one (190-191) of the official subdivision of lot No. 996 on the official plan and book of reference for the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier, containing together five thousand eight hundred and fifty two feet in area, English measure and more or less, bounded in front by Edouard Street, in the town of LaSalle, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1933. 1790—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 110981. } ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs HARRY CHARLES ORGAN, defendant; and CHARLES B. LAFOND, curator to the Surrender.

An emplacement situate on Ducharme Avenue, in the city of Outremont, and composed of the three lots of land hereinafter described:

a. That lot of land known and designated as bearing number two of the subdivision of lot number four hundred and fourteen of the official subdivision of lot number thirty eight (38-414-2) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal.

b. Those two other lots of land respectively known and designated as bearing numbers one and two of the subdivision of lot number four hundred and fifteen of the official subdivision of said lot number thirty eight (38-415-1 and 38-415-2) on the aforesaid official plan and book of reference—with the houses and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,700.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice P. Cousineau, dated March 4th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15th., 1933.

[First publication, March 18th., 1933]
1792—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. F-107942. } DAME MARGUERITE DUBOIS, widow of Hermenegilde Robillard, plaintiff; vs MICHAEL ADELSTEIN, defendant.

An emplacement situate on Waverly Street, in the city of Montreal, and composed of:

1. The whole of lot number seven hundred and eight of the official subdivision of lot number eleven on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis.

2. The Northwest part of lot number seven hundred and seven of the official subdivision of said lot number eleven on the aforesaid official

officiel susdits, contenant vingt-cinq pieds de largeur par toute la profondeur du lot, borné en front par la rue Waverly, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision.

Avec les bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 5993 à 6015 de la dite rue Waverly, et avec droit dans la ruelle en arrière, en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $2,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1933. 1793—11-2-o
[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CANADA PERMA-
No F-113895. } NENT MORTGAGE CORPORATION, demanderesse; vs LAWRENCE BALINSKY, défendeur; et CLARENCE TALPIS, curateur au délaissement.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Hutchison, en la cité d'Outremont, plus particulièrement connu comme étant la subdivision numéro deux de la subdivision numéro sept de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro trente-deux (32-2-7-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 5266, 5268 et 5270, rue Hutchison, dont le mur sud-est est commun ou mitoyen.

La propriété immobilière ci-dessus décrite est sujette à une servitude consistant en un droit de passage à pieds et avec véhicules de manière à ce que le propriétaire de la subdivision un de la dite subdivision sept de la dite subdivision deux du dit lot originaire numéro trente-deux (32-2-7-1) puisse avoir accès à la ruelle en arrière 32-2-21, le dit passage ayant une largeur d'environ six pieds six pouces du côté nord-ouest du garage situé sur la propriété vendue par les présentes et ayant une largeur de trois pieds du côté nord-est du dit garage.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce TRENTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,144.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Boyer, en date du 14 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1243—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME SARA - R.
No A-108746. } COHEN, épouse séparée de biens de Harry Friefeld, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ISAAC RODIN, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal, étant la partie sud-est du

plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by the whole depth of the lot, bounded in front by Waverly Street, at the rear by a lane, on one side by the lot hereinabove described, and on the other side by the residue of said subdivision.

With the buildings thereon erected, and bearing civic numbers 5993 to 6015 of said Waverly Street, and with right in the lane at the rear in common with all others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,000.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Curran, dated March 9, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1933. 1794—11-2
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CANADA PERMA-
No. F-113895. } NENT MORTGAGE CORPORATION, plaintiff; vs LAWRENCE BALINSKY, defendant; and CLARENCE TALPIS, curator to the surrender.

That certain emplacement fronting on Hutchison street, in the city of Outremont, more particularly known as subdivision number two of subdivision number seven of subdivision number two of original lot number thirty two (32-2-7-2) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

With the buildings thereon erected bearing the civic numbers 5266, 5268 and 5270 Hutchison street, the South East wall whereof is common or *mitoyen*.

The above described immoveable property is subject to a servitude consisting in a right of passage on foot and with vehicles in order that the owner of subdivision one of said subdivision seven of said subdivision two of said original lot number thirty two (32-2-7-1) may have communication to the lane in rear 32-2-21, the said passage having a width of about six feet six inches on the North West side of the garage situated on the property hereby sold and having a width of three feet on the North East side of the said garage.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,144.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated February 14th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20th., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1244—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME SARA R. CO-
No. A-108746. } HEN, wife separate as to property of Harry Friefeld, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiff; vs ISAAC RODIN, defendant.

An emplacement situated in the Laurier Ward, in the city of Montreal, being the Southeast part

lot de terrain portant le numéro trois cent soixante et quatorze du lot officiel numéro onze des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, comprenant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie quant à la mesure précise, borné en front par la rue Clark, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord par le résidu de la dite subdivision trois cent soixante et quatorze et de l'autre côté par la subdivision trois cent soixante et treize du dit lot officiel numéro onze—avec la bâtisse sus-érigée portant les Nos 5597, 5599 et 5601 rue Clark.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce TRENTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 février 1933. 1245—8-2
[Première publication, le 25 février 1933]

of the lot of land bearing the number three hundred and seventy four of the official lot number eleven of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing twenty five feet in front by eighty four feet in depth, English measure, more or less, without guarantee as to precise measurement, bounded in front by Clark Street, in rear by a lane, on one side to the North by the residue of said subdivision three hundred and seventy four and on the other side by subdivision three hundred and seventy three of said official lot number eleven—with the building thereon erected bearing Nos. 5597, 5599 and 5601 Clark Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20th, 1933. 1246—8-2-o
[First publication, February 25, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No F-113773. \ FRANCIS LABERGE, demandeur; vs LOUIS PAQUETTE, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Dumas, dans le quartier Emard, de la cité de Montréal, composé:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille six cent dix-sept (3617-468) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

2. De la partie sud du lot numéro quatre cent soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille six cent dix-sept (3617-P. S. 469) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant six pieds de largeur par la profondeur dudit lot, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Dumas, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu dudit lot 3617-469, et de l'autre côté par le lot 3617-468 plus haut mentionné—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros 6090 et 6088 de la rue Dumas et avec droit de passage dans la ruelle en arrière avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 février 1933. 1279—8-2-o
[Première publication, le 25 février 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. F-113773. \ FRANCIS LABERGE, plaintiff; vs LOUIS PAQUETTE, defendant.

An emplacement situate on Dumas Street, in Emard Ward, of the city of Montreal, composed of:

1. The lot of land known and designated under number four hundred and sixty eight of the official subdivision of original lot number three thousand six hundred and seventeen (3617-468), on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal.

2. The South part of lot number four hundred and sixty nine of the official subdivision of original lot number three thousand six hundred and seventeen (3617-S. Pt. 469), on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, measuring six feet in width by the depth of the said lot, English measure and more or less, bounded in front by Dumas Street, in rear by a lane, on one side by the residue of said lot 3617-469 and on the other side by lot 3617-468 hereinabove mentioned—with buildings thereon erected, bearing numbers 6090 and 6088 Dumas Street and with right of way in the lane in rear thereof with all others having a right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21, 1933. 1280—8-2
[First publication, February 25, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No E-100381. \ LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA ET AL, demandeurs; vs DAME MARGARET KEATING, de la cité de Outremont, veuve de John Gallery, défenderesse.

Une propriété composée des lots 3 et 5 de la résubdivision du lot 545 de la subdivision du lot originaire No 35 du cadastre de la Paroisse de Montréal, bornée en front par l'avenue McDougall, dans la cité d'Outremont—et les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. E-100381. \ LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA ET AL, plaintiffs; vs DAME MARGARET KEATING, of the city of Outremont, widow of John Gallery, defendant.

A property composed of lots 3 and 5 of the resubdivision of lot 545 of the subdivision of original lot No. 35 of the cadastre for the parish of Montreal, bounded in front by McDougall Avenue, in the city of Outremont—and the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,544.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau, daté le 31 janvier 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 février 1933. 1281—8-2-o
[Première publication, le 25 février 1933]

on the THIRTIETH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,544.50 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated January 31, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21, 1933. 1282—8-2
[First publication, February 25, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } THE ROYAL GUAR-
No D-111317. } DIANS, demanderesse; vs J.-C. GIROUX LIMITÉE *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant à J.-E. Lamothe, un des défendeurs.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fabre, connu et désigné comme étant le numéro trois cent neuf du lot trois cent trente-neuf (339-309) aux plan et livre de renvoi du village de la côte Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 4604-06-06*a* de la dite rue Fabre et avec le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce TRENTIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge P. Cousineau, en date du 20 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1283—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } THE ROYAL GUAR-
No. D-111317. } DIANS, plaintiff; vs J. C. GIROUX LIMITEE *et al.*, defendants.

As belonging to J. E. Lamothe, one of the defendants.

A lot of land situated in the city of Montreal, fronting on Fabre street, known and designated as number three hundred and nine of the lot three hundred and thirty nine (339-309) on the plan and book of reference of the Village of Cote Saint Louis—with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 4604-06-06*a* of the said Fabre street and with the right of passage in the lane in rear of the said lot with those having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $550.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated February 20th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 21st., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1284—8-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
No E-112555. } FRANCO CANADIEN, demanderesse; vs J.-EMILE DESY, défendeur; et LA SOCIETE D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curatrice au délaissement.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'Avenue dite Place Royale, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt et un (ptie 21), des plan et livre de renvoi officiels, du quartier centre, en la cité de Montréal, borné en front par la place Royale, en arrière par le lot No 23, du côté nord-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 21, tous desdits plan et livre de renvoi officiels pour le quartier centre, et du côté sud-est par la rue Capitale, le tout avec bâtisses et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,050.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer, daté le 2 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 22 février 1933. 1323—8-2-o
[Première publication, 25 février, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. E-112555. } FRANCO CANADIEN, plaintiff; vs J. EMILE DESY, defendant; and LA SOCIETE D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curator to the surrender.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on the Avenue called Place Royale, known and designated as forming part of lot number twenty one (Pt. 21) on the official plan and book of reference for Centre Ward, in the city of Montreal, bounded in front by Place Royale, at the rear by lot No. 23, on the Northwest side by another part of said lot number 21, all on said plan and book of reference for Centre Ward, and on the Southeast side by Capitale Street—the whole with buildings and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1050.00 shall be required from each and every bidder pursuant to judgment of Hon. Justice Boyer, dated February 2, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 22, 1933. 1324—8-2
[First publication, February 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDOUARD BOUDRIAS,
No 105988. } demandeur; vs GEORGES GODBOUT *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant à Mike Danylovitch et Dame Polly Komendat, deux des défendeurs en cette cause.

Une terre située en la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, ayant front sur le chemin de Chambly et composée:

a. D'un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de Chambly, contenant un arpent et cinq perches de front par vingt-deux arpents de profondeur dans une ligne et vingt-trois arpents de profondeur dans l'autre ligne, plus ou moins, et étant le lot connu sous le numéro quarante-huit (48) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, borné en front par le chemin de Chambly, en profondeur par la ligne limitative nord-est de ladite paroisse de Saint-Hubert, d'un côté par partie du lot numéro officiel quarante-neuf (49) ci-après décrite et de l'autre côté par le lot numéro officiel quarante-sept (47) et, si ce dernier lot n'arrive pas exactement dans le vieux fossé de ligne actuel, cependant ce dit lot numéro quarante-huit (48) sera désormais connu et désigné comme étant borné par ce vieux fossé de ligne passant à environ deux pieds d'une des granges et devant servir de ligne entre la ferme actuelle et celle de Zotique Boudrias ou représentants;

b. D'un autre lot de terre situé au même lieu contigu à celui sus-décrit, contenant un arpent de front sur vingt-trois arpents de profondeur, plus ou moins, et étant partie dudit lot connu sous le numéro officiel quarante-neuf (49) des susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, borné en front par le chemin de Chambly, en profondeur par la ligne limitative nord-est de la paroisse de Saint-Hubert, du côté nord-ouest par le lot officiel numéro quarante-huit (48) sus-décrit et du côté sud-est par le résidu dudit lot numéro quarante-neuf (49), appartenant à Wilfrid Boudrias ou représentants.

Le tout avec maisons, granges et autres bâtisses érigées sur ladite ferme.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau, en date du 22 février 1933.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 22 février 1933. 1321—8-2-o

[Première publication, 25 février, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDOUARD BOUDRIAS,
No. 105988. } plaintiff; vs GEORGES GODBOUT *et al.*, defendants.

As belonging to Mike Danylovitch and Dame Polly Komendat, two of the defendants in this cause.

A farm situate in the parish of Saint Hubert, county of Chambly, fronting on the Chambly road and composed of:

a. A lot of land situate in the parish of Saint Hubert, on the Northeast side of the Chambly road, measuring one arpent and five perches in front by twenty two arpents in depth in one line and twenty three arpents in depth in the other line, more or less, and being the lot known under number forty eight (48) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly, bounded in front by the Chambly Road, in depth by the Northeast limit line of the said parish of Saint Hubert, on one side by part of official lot number forty nine (49) hereinafter described and on the other side by official lot number forty seven (47) and, if the said latter lot does not extend exactly to the old present line ditch, then said lot number forty eight (48) shall be henceforth known and designated as being bounded by the said old line ditch passing at about two feet from one of the barns and shall be used as the line between the present farm and that of Zotique Boudrias or representatives;

b. Another lot of land situate at the same place contiguous to the above described, measuring one arpent in front by twenty three arpents in depth, more or less, and being part of said lot known under official number forty nine (49) of the aforesaid official plan and book of reference for the parish of Saint Hubert, bounded in front by the Chambly road, in depth by the Northeast limit line of the parish of Saint Hubert, on the Northwest side by official lot number forty eight (48) above described and on the Southeast side by the residue of said lot number forty nine (49) belonging to Wilfrid Boudrias or representatives.

The whole with houses, barns and other buildings erected on the said farm.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the THIRTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $400.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated February 22, 1933.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 22, 1933. 1322—8-2

[First publication, February 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSAPHAT DUBOIS, de-
No C-110809. } mandeur; vs O. GARIEPY *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Marie-Louise Poirier, veuve de Auguste Dupuis l'un des défendeurs.

Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Christophe-Colomb dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-douze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-572) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, avec l'usage en commun

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSAPHAT DUBOIS, plain-
No. C-110809. } tiff; vs O. GARIEPY *et al.*, defendants.

As belonging to Dame Marie Louise Poirier, widow of Auguste Dupuis, one of the defendants.

A lot of land or emplacement fronting on Christophe Colomb Street, in Saint Denis Ward, in the city of Montreal, known and designated as being lot number five hundred and seventy two of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight (488-572) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet, with the use, in common with all others

avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière dudit lot, et avec une maison à trois étages et cinq logements et avec d'autres bâtisses dessus érigées. Avec les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Un dépôt de $1,150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer, en date du 16 février 1933.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 22 février 1933. 1325—8-2-o

[Première publication, 25 février, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DELLE CORDELIA
No 111676. } GAUTHIER, demanderesse; vs JOSEPHAT ALARIE, défendeur; et ALBERT ARCHAMBAULT, curateur au délaissement.

Un emplacement situé à Montréal, rue Saint-Dominique, connu et désigné sous le numéro onze cent quarante-six de la subdivision du lot numéro dix (10-1146) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et les dépendances dessus érigées portant les numéros 3162, 3164 et 3166 anciens numéros et maintenant nos 6974, 6976 et 6978 de la rue Saint-Dominique, avec les servitudes s'y rattachant et notamment droit de passage en commun dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 22 février 1933. 1329—8-2-o

[Première publication, 25 février, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. LEOPOLD GAUTHIER,
No A-108548. } J.- demandeur; vs JOSEPHAT ALARIE, défendeur; et J.-LEOPOLD SASSEVILLE, curateur au délaissement.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, ayant front sur la 4e avenue à Rosemont, connu et désigné sous le No 1349 de la subdivision officielle du lot originaire No 172 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, (172-1349)—avec maison sus érigée portant les numéros suivants 5570 à 5574 de la dite 4e rue et avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec les ayants droit, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes atachées audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 22 février 1933. 1331—8-2-o

[Première publication, 25 février, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS ARTHUR DU-
No A-108615. } LMONT *et al.*, demandeurs; vs D & M REALTIES INCORPOREE, défenderesse; et GEORGES-LUDGER L'HEUREUX, curateur au délaissement.

having rights thereto, of a lane situate at the rear of the said lot and—with a three story house, of five dwellings, and other buildings thereon erected, with the active and passive servitudes attached to the said immovable.

A deposit of $1,150.00 shall be required from each and every bidder pursuant to judgment of Hon. Justice Boyer, dated February 16, 1933.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 22, 1933. 1326—8-2

[First publication, February 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS CORDELIA GAU-
No. 111676. } MTHIER, plaintiff; vs JOSEPHAT ALARIE, defendant; and ALBERT ARCHAMBAULT, curator to the surrender.

An emplacement situate at Montreal, Saint Dominique Street, known and designated under number eleven hundred and forty six of the subdivision of lot number ten (10-1146) on the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less—with the house and dependencies thereon erected, bearing old numbers 3162, 3164 and 3166, and now numbers 6974, 6976 and 6978 of Saint Dominique Street, with the servitudes attached thereto, and especially right of way, in common, in the lane at the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 22, 1933. 1330—8-2

[First publication, February 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. LEOPOLD GAUTHIER,
No. A-108548. } J. plaintiff; vs JOSEPHAT ALARIE, defendant; and J. LEOPOLD SASSEVILLE, curator to the surrender.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, fronting on 4th Avenue, Rosemount, known and designated under No. 1349 of the official subdivision of the original lot No. 172 on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation (172-1349)—with a house thereon erected, bearing the following numbers 5570 to 5574 of the said 4th street, and with right of way in the lane at the rear, in common with those having rights therein, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 22, 1933. 1332—8-2

[First publication, February 25th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS ARTHUR DU-
No. A-108615. } LMONT *et al.*, plaintiffs; vs D & M REALTIES INCORPOREE, defendant, and GEORGES LUDGER L'HEUREUX, curator to the surrender.

Un emplacement situé dans la cité de Verdun, étant la moitié nord-ouest d'un lot de terre connu et désigné sous le No quatre mille cinq cent soixante (½ N. O. de 4560) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente-cinq pieds de largeur par cent trente et un pieds et six pouces de profondeur, et quatre mille six cent deux pieds en superficie,le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné en front par l'avenue Galt, en arrière par le lot numéro quatre mille cinq cent soixante-trois des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-ouest, par le lot numéro quatre mille cinq cent soixante et un, des mêmes plan et livre de renvoi et de l'autre côté, au sud-est, par le résidu ou l'autre moitié du dit lot No 4560—avec une maison en bois et brique à 3 étages, comprenant cinq logements, portant les Nos 489, 491, 493, 495 et 497 de la dite avenue, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,055.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer, en date du 14 février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 22 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1327—8-2-o

An emplacement situate in the city of Verdun, being the Northwest half of a lot of land known and designated under number four thousand five hundred and sixty (N. W. ½ of 4560) on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring thirty five feet in width by one hundred and thirty one feet and six inches in depth, and four thousand six hundred and two feet in area, the whole English measure and more or less, and being bounded in front by Galt Avenue, in rear by lot number four thousand five hundred and sixty three of said official plan and book of reference, on one side to the Northwest by lot number four thousand five hundred and sixty one of the same plan and book of reference and on the other side to the Southeast by the residue or other half of said lot No. 4560—with a 3 story wood and brick house, containing five dwellings, bearing Nos. 489, 491, 493, 495 and 497 of said Avenue, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,055.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Hon. Justice Boyer, dated February 14th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 22nd., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1328—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir. } MURIEL-M. GURD,
No F-107988. } demandeur; vs LLEWELLYN-E. KIMPTON, défendeur.

L'emplacement situé sur l'avenue Mercille en la cité de Saint-Lambert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, dans le dit comté de Chambly, comme étant la moitié sud-est du lot de subdivision numéro quatre-vingt-sept du lot numéro cent soixante et deux (No 162 ½ S. E. 87) et contient vingt-cinq pieds de largeur, par cent quinze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et est borné en front par l'avenue Mercille en arrière, par le lot de subdivision numéro quatre-vingt-six, sur un côté par le lot de subdivision numéro quatre-vingt-cinq, tous deux étant les subdivisions du dit lot officiel, et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro quatre-vingt-sept.

Avec la villa semi-détachée y érigée, et avec le droit de mitoyenneté dans le mur à pignon nord-ouest de la dite bâtisse. La dite bâtisse portant le numéro civique 55 de la dite avenue Mercille.

Tel que la dite propriété se trouve actuellement, avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve.

Pour être vendu au bureau du Régistraire du comté de Chambly, à Longueuil, ce TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $666.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge P. Cousineau, en date du 28 novembre 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 22 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1333—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MURIEL M. GURD,
No. F-107988. } plaintiff; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, defendant.

The emplacement situate on Mercille Avenue in the city of Saint Lambert, which is known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the said county of Chambly, as the South Easterly half of subdivision lot number eighty seven of lot number one hundred and sixty two (No. 162 S. E. ½ 87) and contains twenty five feet in width, by one hundred and fifteen feet in depth, the whole English measure and more or less, and is bounded in front by Mercille Avenue, in rear, by subdivision lot number eighty six, on one side by subdivision lot number eighty five, both being subdivision of the said official lot, and on the other side by the remainder of said subdivision lot number eighty seven.

With the semi-detached cottage thereon erected, and with the right of mitoyennette in the North West gable wall of the said building. Said building bearing civic number 55 of said Mercille Avenue.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly at Longueuil, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $666.00 shall be enacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated November 28th., 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 22nd., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1334—8-2-1o

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 24951. } DAME Vve. NAPOLEON CARIGNAN, rue Iberville, Montréal; contre LES TERRES ET TENEMENTS DE ULRIC AUGER, cultivateur, Saint-Ubald, Co. Portneuf, savoir:

1. Une terre située à Saint-Ubald, contenant environ cent acres de terre en superficie, et connue et désignée sous le No 19 (dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubald, comté de Portneuf, située dans le premier rang du canton Montauban—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un morceau de terrain situé à Saint-Ubald, dans le rang Saint-Paul, contenant une largeur de quatre arpents sur une profondeur de quatre arpents et quinze pieds et borné comme suit: en front au nord-est au premier rang Montauban; du côté nord-ouest à Patrick Auger, en profondeur au sud-ouest partie à Joseph Beaupré et partie à Dame Vve Joseph Darveau et du côté sud-est à Eugène Gingras, le dit terrain faisant partie des lots Nos 280 et 281 (deux cent quatre-vingt et deux cent quatre-vingt-un) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Saint-Ubald—circonstances et dépendances.

Les lots premièrement et deuxièmement décrits, pour être vendus en bloc.

Vente à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubald, comté de Portneuf, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 16 mars 1933. 1819—11–2–o

[Première publication, le 18 mars 1933]
[Deuxième publication, le 1er avril 1933]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 24951. } DAME Widow NAPOLEON CARIGNAN, Iberville Street, Montreal; against THE LANDS AND HEREDITAMENTS OF ULRIC AUGER, farmer, of Saint Ubald, Co. Portneuf, to wit:

1. A farm situate at Saint Ubald, containing about one hundred acres of land in area, and known and designated under No. 19 (nineteen), on the official cadastre for the parish of Saint Ubald, county of Portneuf, situate in the first range of the township of Montauban—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A parcel of land situate at Saint Ubald, in Saint Paul range, measuring four arpents in width by a depth of four arpents and fifteen feet and bounded as follows: in front, on the Northeast, by the first range Montauban; on the Northwest side by Patrick Auger, in depth on the Southwest partly by Joseph Beaupré and partly by Dame Widow Joseph Darveau and on the Southeast side by Eugène Gingras, the said parcel of land forming part of lots Nos. 280 and 281 (two hundred and eighty and two hundred and eighty one), on the official cadastre of the county of Portneuf, for the parish of Saint Ubald—circumstances and dependencies.

The lots firstly and secondly described to be sold *en bloc*.

To be sold at the parochial church door of Saint Ubald, county of Portneuf, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 16, 1933. 1820—11–2

[First publication, March 18, 1933]
[Second publication, April 1st., 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 24487. } LA SOCIETE DE PRETS & PLACEMENTS DE QUEBEC, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre J.-ERNEST DESBIENS, LIMITEE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires à La Tuque, et J.-ERNEST DESBIENS et HENRI DUSSAULT, tous deux de La Tuque, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le trentième jour de décembre dernier, à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, aura lieu le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, au même endroit.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 16 mars 1933. 1821–o

[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 24487. } LA SOCIETE DE PRETS & PLACEMENTS DE QUEBEC, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec; against J. ERNEST DESBIENS, LIMITEE, a body politic and corporate having its head office at La Tuque, and J. ERNEST DESBIENS and HENRI DUSSAULT, both of La Tuque, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon on the Thirtieth day of December last, at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, will be held on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, at the same place.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 16, 1933. 1822

[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 24906. } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale, et ayant en vertu de cette loi son siège social en la cité de Québec, pour la Province de Québec; contre ALEXANDRE LECLERC, de Loretteville, dans le comté de Québec, à savoir:

Les lots Nos 1081 (mille quatre-vingt-un), 1093 (mille quatre-vingt-treize), 1094 (mille quatre-vingt-quatorze) et 1095 (mille quatre-

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 24906. } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act and having pursuant to the said Act its head office in the City of Quebec, for the Province of Quebec; against ALEXANDRE LECLERC, of Loretteville, in the county of Quebec, to wit:

Lots Nos. 1081 (ten hundred and eighty one), 1093 (ten hundred and ninety three), 1094 (ten hundred and ninety four) and 1095 (ten hundred

vingt-quinze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant des lots de terre situés, le lot 1081 dans le rang Saint-Jacques et les lots Nos 1093, 1094 et 1095 dans la deuxième concession Saint-Bonaventure—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 28 février 1933. 1439—9-2-o

[Première publication, le 4 mars 1933]
[Deuxième publication, le 18 mars 1933]

and ninety five) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being lots of land situate, lot 1081 in the Saint Jacques range, and lots Nos. 1093, 1094 and 1095 in the second concession of Saint Bonaventure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, February 28, 1933. 1440—9-2

[First publication, March 4, 1933]
[Second publication, March 18, 1933]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8769. } JOSEPH - ALBERT LEMIRE, rentier, domicilié au village de Baieville, district de Richelieu, demandeur; contre ANTONIO PEPIN, domicilié en la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

a. Un terrain situé en la première concession, de la dite paroisse de La Baie, de la contenance de trois arpents et demi de largeur sur trente et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins. Borné en front au nord-ouest à la concession nord-est des seize, du côté nord-est, à Alfred-C. Pepin, du côté sud-ouest à la route publique dite Pépin et au bout sud-est à Philippe et Elie Côté. Lequel terrain connu et décrit comme étant le bout nord-ouest des lots de terre numéro quatre cent vingt-trois, (Ptie N.-O. 423) et le bout nord-ouest du côté latéral et longitudinal sud-ouest du lot de terre numéro quatre cent vingt-deux (Ptie N.-O. du côté S.-O. No 422) du cadastre officiel de la dite paroisse de La Baie;

b. Un autre terrain situé en la concession de la commune, de la contenance de deux arpents de front sur seize arpents de profondeur, plus ou moins. Borné au nord à la commune, au sud aux terres sus-désignées, du côté sud-ouest à Joseph-P. Grammont et du côté nord-est à G. Lemire. Lequel terrain connu et désigné sous les numéros trois cent douze et partie du numéro trois cent treize, (No 312 et ptie 313) du dit cadastre de La Baie. A distraire l'emplacement d'école situé sur le terrain ci-dessus désigné en premier lieu, et aussi la partie du terrain de la compagnie du chemin de fer située dans ce même premier terrain;

c. Un autre terrain situé en la première concession de la dite paroisse de La Baie, de la contenance de deux arpents de largeur sur sept arpents de profondeur, le tout plus ou moins. Borné en front au chemin public de la première concession, du côté nord-est à la route publique dite Pépin et une petite partie au terrain ci-dessus désigné en premier lieu, au bout sud-est au terrain de la compagnie du chemin de fer et du côté sud-ouest à Joseph-P. Grammont. Lequel terrain connu et décrit comme étant partie du lot de terre numéro quatre cent vingt-quatre (Ptie No 424) du cadastre officiel de la dite paroisse de La Baie;

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8769. } JOSEPH ALBERT LEMIRE, annuitant, residing in the village of Baieville, district of Richelieu, plaintiff; against ANTONIO PEPIN, residing in the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, district of Richelieu, defendant, to wit:

a. A lot of land situate in the first concession of the said parish of La Baie, measuring three arpents and one half in width by thirty one arpents in depth, the whole more or less. Bounded in front on the Northwest by the Northeast Concession Des Seize, on the Northeast side by Alfred C. Pepin, on the Southwest side by the public road called "Pepin" and at the Southeast end by Philippe and Elie Côté. The said lot of land is known and described as being the Northwest end of the lots of land number four hundred and twenty three (N.W. Pt. 423) and the Northwest end of the Southwest lateral and longitudinal side of the lot of land number four hundred and twenty two (N. W. Pt. of S. W. side No. 422) of the official cadastre for the said parish of La Baie;

b. Another lot of land situate in the concession of the Common, measuring two arpents in front by sixteen arpents in depth, more or less. Bounded on the North by the Common, on the South by the lands hereinabove designated, on the Southwest side by Joseph P. Grammont and on the Northeast side by G. Lemire. The said lot of land is known and designated under numbers three hundred and twelve and part of number three hundred and thirteen (No. 312 and Pt. 313) of said cadastre of La Baie. To be deducted the emplacement of the school situate on the land hereinabove firstly designated, and also that part of the lot of land belonging to the Railway company situate in the same first lot of land;

c. Another lot of land situate in the first concession of the said parish of La Baie, measuring two arpents in width by seven arpents in depth, the whole more or less. Bounded in front by the public road of the first concession, on the Northeast side by the public road called "Pepin" and a small part by the lot of land hereinabove firstly designated, at the Southeast end by the land of the Railway company and on the Southwest side by Joseph P. Grammont. The said lot of land is known and described as being part of the lot of land number four hundred and twenty four (Pt. No. 424) of the official cadastre of the said parish of La Baie;

d. Un morceau de terre de un quart d'arpent de largeur sur seize arpents de profondeur, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatorze (No 314) du cadastre officiel de la dite paroisse de La Baie du Febvre;

e. Un droit de commune dans la commune de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, laquelle commune est désignée par le numéro un (No 1) du cadastre officiel du comté d'Yamaska, pour la dite paroisse de La Baie du Febvre.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, MARDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 14 mars 1933.

[Première publication, 18 mars 1933]

1765—11-2-o

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8356. } FÉLIX LEMOINE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Robert, district de Richelieu, demandeur; contre NAPOLÉON CARON, ci-devant cultivateur et actuellement entrepreneur, du village de Saint-Guillaume, dit district, défendeur, à savoir:

1. Une portion de terre située dans le village de Saint-Guillaume, contenant cinquante pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur; bornée en front, par la rue principale, en arrière par Adélard Taillon, d'un côté par Adélard Taillon, de l'autre côté par Melle M. Taillon; étant le lot de terre décrit au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comme étant la partie du numéro cinq cent trente-deux, (Ptie No 532);

2. Une portion de terre située dans le village de Saint-Guillaume, mesurant trente-cinq pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, bornée en front à la rue Saint-Basile, en profondeur et d'un côté à William Parent et de l'autre côté à Eugène Proulx, étant le lot de terre décrit au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sous partie du numéro six cent trente-deux (Ptie No 632);

3. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton—avec bâtisses y érigées, contenant cinquante arpents, plus ou moins, bornée en front, par le chemin public du sixième rang, en profondeur, par les terres de la paroisse de Saint-Edmond, du côté nord-est par Fortunat Dauphinais et du côté sud-ouest, par Noé Lanoix; étant les lots de terre décrits au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comme étant les parties des numéros trois cent vingt-six et trois cent vingt-sept (Pties Nos 326-327);

4. Une portion de terre située dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton—avec bâtisses y érigées; étant les lots de terre décrits au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comme étant les numéros trois cent soixante et quatorze et trois cent soixante-quinze (Nos 374-375).

Pour être vendues, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, VENDREDI, le VINGT ET UNIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-trois (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 14 mars 1933.

[Première publication, le 18 mars 1933]

1767—11-2-o

d. A parcel of land of one quarter of an arpent in width by sixteen arpents in depth, known and designated as being lot number three hundred and fourteen (No. 314) of the official cadastre of the said parish of La Baie du Febvre;

e. A common right in the Common of Saint Antoine de la Baie du Febvre, the said Common is designated under number one (No. 1) of the official cadastre of the county of Yameska, for the said parish of La Baie du Febvre.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of Saint-Antoine de la Baie du Febvre, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three (1933) at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 14, 1933.

[First publication, March 18th., 1933]

1766—11-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8356. } FELIX LEMOINE, farmer, of the parish of Saint Robert, district of Richelieu, plaintiff; against NAPOLEON CARON, heretofore farmer and actually contractor, of the village of Saint Guillaume, said district, defendant, to wit:

1. A parcel of land situate in the village of Saint Guillaume, measuring fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth; bounded in front, by Principale street, in rear by Adelard Taillon, on one side by Adelard Taillon and on the other side by Miss M. Taillon; being the lot of land described in the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being part of number five hundred and thirty two (Pt. No. 532);

2. A parcel of land situate in the village of Saint Guillaume, measuring thirty five feet in width by sixty feet in depth, bounded in front by Saint Basile street, in depth and on one side by William Parent and on the other side by Eugene Proulx, being the lot of land described on the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, under part of number six hundred and thirty two (Pt. No. 632);

3. A parcel of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton—with the buildings thereon erected, containing fifty arpents, more or less, bounded in front by the public road of the sixth range, in depth by the lands of the parish of Saint Edmond, on the Northeast side by Fortunat Dauphinais and on the Southwest side by Noe Lanoix; being the lots of land described on the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being the part of numbers three hundred and twenty six and three hundred and twenty seven (Pts. Nos. 326-327);

4. A parcel of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton—with buildings thereon erected, being the lots of land described on the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being numbers three hundred and seventy four and three hundred and seventy five (Nos. 374-375).

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on FRIDAY, the TWENTY FIRST day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three, (1933), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 14th., 1933.

[First publication, March 18th., 1933]

1768—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 3883. } OCTAVE CORBIN, Saint-Luc; vs J.-B. LEVESQUE, savoir:

Le lot No cinquante-A, rang 7, au cadastre officiel du canton McNider, paroisse de Saint-Damase—avec bâtisses, à charge des termes à échoir sur la répartition pour l'église.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Damase, le VINGTIEME jour d'AVRIL, 1933, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 15 mars 1933. 1815—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. No 4160. } HORACE MARQUIS, Amqui; vs RAOUL SIMARD, Amqui, savoir:

Le lot No cinquante-six-2 du cadastre officiel du rang sept du canton Humqui—avec bâtisses sus construites, à charge des termes à échoir sur la répartition pour l'église.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit-Labre-d'Amqui, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS 1933, à à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.

Rimouski, le 21 février 1933.

[Première publication, le 25 février 1933]

1285—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No. 4061. } JOSEPH AUBUT, Mi-chel, Bic; vs JOS. EDMOND GAGNE, savoir:

Partie du lot No six cent neuf et les Nos six cent dix et six cent onze au cadastre officiel de Saint-Fabien, bornés à l'est à Félix Pigeon, à l'ouest à F.-X. Lavoie—avec bâtisses, sous réserve pour 4 ans de la coupe de tout le bois qui se trouve par le nord du chemin de front du 5ième rang, soit environ 1 arpent sur 3 de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Fabien, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 22 février 1933. 1341—8-2-o

[Première publication, 25 février, 1933]

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4093. } DAME MARGUERITE LECLERC, veuve de feu Philippe Pineault, Bic; vs JOS. DUCHESNE, cultivateur, Saint-Valérien, savoir:

Les lots Nos cinq cent vingt et un et cinq cent vingt-deux au cadastre officiel de Sainte-Cécile du Bic—avec bâtisses, à charge des termes à échoir sur la répartition pour l'église.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Valérien, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1933, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 22 février 1933. 1343—8-2-o

[Première publication, 25 février, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. 3883. } OCTAVE CORBIN, Saint Luc; vs J. B. LEVESQUE, to wit:

The lot number fifty-A, range 7, on the official cadastre for the township of McNider, parish of Saint Damase—with buildings, subject to the payment of future instalments for church apportionment.

To be sold at the church door of Saint Damase, on the TWENTIETH day of APRIL, 1933 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, March 15, 1933. 1816—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. No. 4160. } HORACE MARQUIS, Amqui; vs RAOUL SIMARD, Amqui, to wit:

Lot No. fifty six-2 of the official cadastre for range seven of the township of Humqui—with the buildings thereon erected, subject to the future instalments of church apportionments.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Labre d'Amqui, on the TWENTY NINTH day of MARCH, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, February 21st., 1933.

[First publication, February 25th., 1933]

1286—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. 4061. } JOSEPG AUBUT, Mi-chel, Bic; vs JOS. EDMOND GAGNE, to wit:

Part of lot number six hundred and nine and numbers six hundred and ten and six hundred and eleven of the official cadastre for Saint Fabien, bounded on the East by Felix Pigeon, on the West by F. X. Lavoie—with buildings, subject to a four year reserve of the rights to cut the timber which may be found North of the front road of the 5th range, being about 1 arpent by 3 in depth.

To be sold at the church door of Saint Fabien on the TWENTY EIGHTH day of MARCH, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, February 22, 1933. 1342—8-2

[First publication, February 25th., 1933]

Superior Court.

District of Rimouski, No. 4093. } DAME MARGUERITE LECLERC, widow of the late Philippe Pineault, Bic; vs JOS. DUCHESNE, farmer, Saint Valerien, to wit:

Lots Nos. five hundred and twenty one and five hundred and twenty two of the official cadastre for Sainte Cecile du Bic—with the buildings, subject to the instalments of the church apportionments to become due.

To be sold at the church door of Saint Valérien, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH, 1933, at FOUR o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, February 22, 1933. 1344—8-2

[First publication, February 25th., 1933]

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Québec, No 26073. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, et un bureau et une place d'affaires dans les cité et district de Québec, demandeur; vs AUGUSTE LAROUCHE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, dans le comté du Lac Saint-Jean, district de Roberval, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt (No 20) du deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Henri de Taillon, JEUDI le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 15 mars 1933. 1817—11-2-o
[Première publication, le 18 mars 1933.

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Quebec, No. 26073. } LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, and an office and place of business in the city and district of Quebec, plaintiff; vs AUGUSTE LAROUCHE, farmer, of the parish of Saint Henri de Taillon, in the county of Lake Saint John, district of Roberval, defendant, to wit:

That lot of land now known and designated under number twenty (No. 20) in the second range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Taillon—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Henri de Taillon, on THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 15, 1933. 1818—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 792. } ELMER - L. COLT, commerçant, du village de Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, demandeur; contre E.-N. DUSTIN, du village de Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Les lots numéros huit cent huit et huit cent neuf (808-809) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanstead, contenant cent cinquante-six (156) arpents de terre, plus ou moins—avec les bâtisses et améliorations y faites et y érigées.

Pour être vendu, suivant ordonnances de la dite Cour Supérieure, "en bloc", à la porte de la salle du Conseil du Comté dans le village de Ayer's Cliff, dit district, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, GEO. BEAUCHESNE.
Sherbrooke, ce 20 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1269—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 53. } THOMAS DUCLOS, cultivateur, du canton de Stanstead, district de Saint-François, demandeur; contre RALPH MORRISON, du canton de Barnston, district de Saint-François, défendeur:

Saisis comme appartenant audit défendeur:

Ces certains lots de terre sis et situés dans le canton de Barnston, dans le district de Saint-

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 792. } ELMER L. COLT, trader, of the Village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, plaintiff; against E. N. DUSTIN, of the village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Lots numbers eight hundred and eight and eight hundred and nine (808-809) upon the official plan and in the book of reference for the township of Stanstead, containing one hundred and fifty six (156) acres of land, more or less—with the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold pursuant to orders of the said Superior Court, "en bloc", at the door of the County Council Hall, in the village of Ayer's Cliff, said district, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. BEAUCHESNE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, this 20th February, 1933.
[First publication, February 25, 1933]
1270—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 53. } THOMAS DUCLOS, farmer, of the township of Stanstead, district of Saint Francis, plaintiff; against RALPH MORRISON, of the township of Barnston, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

Those certain lots of land situated and being in the township of Barnston, in the district of

François, le tout avec les édifices, circonstances et dépendances sus-érigés et construits, savoir:

Lot du cadastre numéro dix-E (10-E), dans le rang cinq (5), contenant quatre-vingt-dix-sept arpents et quinze centièmes (97-15);

Lot du cadastre numéro huit-C (8-C), dans le rang cinq (5), contenant quatre-vingt-quatre arpents et dix-sept centièmes (84-17);

Lot du cadastre numéro six-D (6-D), dans le rang six (6), contenant onze arpents et deux centièmes (11-2);

Lot du cadastre numéro sept-E (7-E), dans le rang six (6), contenant quarante-quatre arpents et quarante-deux centièmes (44-42);

Lot du cadastre numéro sept-B (7-B), dans le dit rang six (6), contenant vingt et un arpents et vingt-huit centièmes (21-28);

Lot du cadastre numéro Huit-C (8-C), dans le dit rang six (6), contenant treize arpents et trente-cinq centièmes (13-35);

Lot du cadastre numéro sept-F (7-F), dans le dit rang six (6), contenant cent cinq arpents et soixante-sept centièmes (105-67);

Lot du cadastre numéro huit-E (8-E), dans le dit rang six (6), contenant cinquante-quatre arpents et quatre-vingt-dix centièmes (54-90).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid de Barnston, JEUDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, ce 13 mars 1933. 1769—11-2
[Première publication, le 18 mars 1933]

Saint Francis, the whole with the buildings, circumstances and dependencies thereon erected and made, to wit:

Cadastral lot number ten-E (10-E), in the fifth (5) range, containing ninety seven acres and fifteen hundredths (97-15);

Cadastral lot number eight-C (8-C), in the fifth (5) range, containing eighty four acres and seventeen hundredths (84-17);

Cadastral lot number six-D (6-D), in the sixth range (6), containing eleven acres and two hundredths (11-2);

Cadastral lot number seven-E (7-E), in the said sixth range (6), containing forty four acres and forty two hundredths (44-42);

Cadastral lot number seven-B (7-B), in the said sixth range (6), containing twenty one acres and twenty eight hundredths (21-28);

Cadastral lot number eight-C (8-C), in the said range (6) containing thirteen acres and thirty five hundredths (13-35);

Cadastral lot number seven-F (7-F), in the said sixth range (6), containing one hundred and five acres and sixty seven hundredths (105-67);

Cadastral lot number eight-E (8-E), in the said sixth range (6), containing fifty four acres and ninety hundredths (54-90).

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilfrid de Barnston, on THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

GEORGES BEAUCHESNE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, March 13, 1933. 1770—11-2
[First publication, March 18, 1933]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

No 2056. ISIDORE BENOIT, demandeur; contre JOSEPH LAPIERRE, défendeur, et HERMAS PERRAS, syndic à la faillite du défendeur, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Un lopin de terre sis et situé au village de Sainte-Madeleine, sur le chemin de Saint-Jean-Baptiste, côté nord-ouest, faisant partie du lot numéro quarante-trois (p. 43) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine, de la contenance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds de front par cent soixante et douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, tenant en front le dit chemin, en profondeur le terrain d'Omer Dansereau, le fossé qui se trouve à la profondeur servant de ligne, d'un côté un emplacement de cent huit pieds de front, mesure anglaise, appartenant à Omer Dansereau et voisin de celui de Delphis Jodoin, et de l'autre côté une autre partie du dit lot appartenant à Omer Dansereau—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Sainte-Madeleine, MARDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, ce 14 mars 1933.
[Première publication, le 18 mars 1933]
1785—11-2-o

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

No. 2056. ISIDORE BENOIT, plaintiff; against JOSEPH LAPIERRE, defendant, and HERMAS PERRAS, trustee to the bankruptcy of the defendant, *mis-en-cause*.

Seized as belonging to the said defendant.

A piece of ground situate in the village of Sainte Madeleine, on the North West side of Saint Jean Baptiste road, being a part of lot number forty three (p. 43), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine, containing 385 feet in front by 172 feet in depth, the whole more or less, english measure, bounded in front by the said road, in depth the Omer Dansereau's ground, the ditch found at the depth is used as the line, on one side an emplacement of 108 feet in width, english measure, belonging to Omer Dansereau and neighboring to Delphis Jodoin, and on the other side another part of said lot belonging to Omer Dansereau—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Sainte Madeleine, TUESDAY, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, March 14th, 1933.
[First publication, March 18, 1933]
1786—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: { JOSEPH DUFRESNE ET AL., demandeurs; contre OSCAR LAROCQUE, défendeur.

No 2130.

1. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Penelle, de la contenance d'un arpent de largeur sur environ dix arpents de profondeur, borné en front à la rivière Noire, à l'autre bout aux terres d'Upton, du côté sud au terrain décrit au paragraphe trois, et de l'autre côté au terrain décrit au paragraphe deux, ce terrain étant le tiers nord du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (p. 497) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées.

2. Un terrain sis et situé au même lieu, étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées.

3. Une terre sise et située au même lieu, de la contenance de cinq arpents de largeur sur environ dix arpents de profondeur, plus ou moins, bornée par un bout à la rivière Noire, par l'autre bout aux terres d'Upton, du côté sud à Napoléon Harnois, et de l'autre côté aux deux terrains décrits aux paragraphes 1 et 2, ce terrain étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize (496), et les deux tiers sud du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 14 mars 1933.
[Première publication, le 18 mars 1933]
1787—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: { JOSEPH DUFRESNE ET AL., plaintiff; against OSCAR LAROCQUE, defendant.

No. 2130.

1. A piece of ground situate in the parish of Saint Liboire, on the Penelle range, containing one arpent in width by about ten arpents in depth, bounded in front by the Black River, at the other end by the lands of Upton, on the South side by the lots described at the paragraph 3, and on the other side by the ground described at paragraph two; that piece of ground being the North third part of lot number four hundred and ninety seven (p. 497) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with the buildings thereon erected.

2. A piece of ground situate at the same place, being lot number four hundred and ninety eight (498), on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with buildings thereon erected.

3. A land situate at the same place, containing five arpents in width by about ten arpents in depth, more or less, bounded at one end by the Black River, at the other end by the lands of Upton, on the South side by Napoleon Harnois, and on the other side by the two pieces of ground described at paragraphs 1 and 2; that land being lot number four hundred and ninety six (496) and the two South third parts of lot number four hundred and ninety seven (p. 497), on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Liboire, WEDNESDAY, on the NINETEENTH day of APRIL next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, March 14th, 1933.
[First publication, March 18, 1933]
1788—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: { NAZAIRE LABONTÉ, demandeur; contre EDDY HÉROUX, défendeur.

No 2064.

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Denis, connu et désigné sous le lot numéro quarante-trois (43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, ce terrain borné en front à la rue Saint-Denis, en arrière à la rivière Richelieu, d'un côté à Ferdinand Petit et de l'autre côté à Joseph Laganière, ayant une largeur de cinq perches et douze pieds sur une profondeur d'un arpent et une perche, le tout plus ou moins, tel que le tout se trouve actuellement—avec les bâtisses y érigées et les servitudes y attachées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Saint-Denis, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, le 21 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1299—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: { NAZAIRE LABONTE, plaintiff; against EDDY HEROUX, defendant.

No. 2064.

An emplacement situate at the village of Saint Denis, known and designated under lot number forty three (43) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis; bounded in front by the Saint Denis street, in rear the Richelieu river, on one side by Ferdinand Petit and on the other side Joseph Laganiere, containing five perches and twelve feet in width by a depth of one arpent and one perch, the whole more or less, as the whole exists—with the buildings thereon erected and the servitudes attached thereto.

To be sold at the church door of the village of Saint Denis, TUESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 21st., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1300—8-2-o

Procédure Sommaire.—Cour de Circuit.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 30366. } LEON DUBOIS, de Saint - Eustache, district de Terrebonne, demandeur; vs E.-G. ALLWRIGHT, de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir: les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante et un (No 61-34, 35, 36, 37, & 38) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes— avec les bâtisses dessus érigées,

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique dans le village de Saint-Eustache, district de Terrebonne, le PREMIER jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, le 18 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1231—8-2-o

Summary Procedure.—Circuit Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 30366. } LEON DUBOIS, of Saint Eustache, district of Terrebonne, plaintiff; vs E. G. ALLWRIGHT, of Montreal, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit: The lots of land known and designated under numbers thirty four, thirty five, thirty six, thirty seven, thirty eight of the official subdivision of original lot number sixty one (61-34, 35, 36, 37 and 38) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains— with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Parochial church door in the village of Saint Eustache, district of Terrebonne, on the FIRST day of APRIL, nineteen hundred and thirty three at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jerome, February 18, 1933.
[First publication, February 25, 1933]
1232—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.

Canada, Province de Québec, No 4720. } DAME MARIA BRIEN, veuve de D. Labrèche, de Sainte-Thérèse, dit district, demanderesse; vs BERNADETTE BEAUCHAMP, ET AL., de Sainte-Thérèse, dit district, défenderesses.

Comme appartenant aux dites défenderesses, l'immeuble suivant, savoir:

L'immeuble connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-sept (247) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, aujourd'hui la ville de Sainte-Thérèse, contenant cinquante-huit (58) pieds de largeur sur deux cent soixante et un (261) pieds de profondeur plus ou moins, mesure anglaise—avec maison lambrissée en briques, à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

A distraire dudit emplacement, ce qui a été vendu à Albert-E. Garth, suivant acte devant le notaire D. Desroches, le 14 mai 1903, et à Jean Roux, par acte devant le même notaire, le 23 septembre 1904, compris le droit de passage pour communiquer à la Rivière aux Chiens, réservé à l'acte de Albert-E. Garth, précité.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique en la ville de Sainte-Thérèse, dit district, le PREMIER jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, le 20 féfrier 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1271—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Canada, Province of Quebec, No. 4720. } DAME MARIA BRIEN, widow of D. Labrèche, of Sainte Theresé, said district, plaintiff; vs BERNADETTE BEAUCHAMP ET AL, of Sainte Therese, said district, defendants.

As belonging to said defendants, the following immovable, to wit:

That immovable known and designated under number two hundred and forty seven (247) on the official plan and book of reference for the Village of Sainte Therese, in the county of Terrebonne, actually the town of Sainte Therese, measuring fifty eight (58) feet in width by two hundred and sixty one (261) feet in depth, more or less, English measure—with a two story house faced in brick and other buildings thereon erected.

To be deducted from the said emplacement that which was sold to Albert E. Garth, by deed before D. Desroches, notary, on May 14, 1903, and to Jean Roux, by deed before the same notary, on September 23, 1904, including right of way to communicate with Rivière aux Chiens, reserved in the aforesaid deed of Albert E. Garth.

To be sold at the catholic parochial church door in the town of Sainte Therese, said district, on the FIRST day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at THREE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jerome, February 20, 1933.
[First publication, February 25, 1933]
1272—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

CANADA, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1485. } ELIE BELANGER, rentier, de Sainte-Flore, district des Trois-Rivières, Province de Québec, demandeur; vs JOSAPHAT LEBLANC, autrefois de Grand'Mère et maintenant de Pentecost River, district de Saguenay, Province de Québec, défendeur.

1. Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant soixante-cinq pieds de front sur la profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise, borné en front par la rue Angus, en profondeur par "The Laurentide Paper Company", du côté nord-ouest par une ruelle, et du côté sud-est par Wilfrid Gringras, et connu et désigné comme étant les lots numéros cent treize et cent quatorze de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-treize (93-113 et 114) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore, et comme faisant partie des lots numéros vingt et vingt et un de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-dix (90-20 et 21) du susdit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

2. Un terrain à Grand'Mère, mesurant soixante-huit pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, plus ou moins, étant partie du numéro soixante-neuf de la subdivision numéro quatre-vingt-dix (90 p. 69) du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore, borné en front par rue Jarves, en arrière par le numéro de subdivision soixante-huit du dit No 90, d'un côté par une ruelle, et d'un autre côté par le surplus du dit No 69 de la dite subdivision appartenant à Albert Villemure—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de Saint-Paul de Grand'Mère, en la cité de Grand'Mère, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-P. MERCIER.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 7 mars 1933. 1721—11-2-o

[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 1485. } ELIE BELANGER, annuitant, of Sainte Flore, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, plaintiff; vs JOSAPHAT LEBLANC, heretofore of Grand'Mère, and now of Pentecost River, district of Saguenay, Province of Quebec, defendant.

1. A certain lot of land or emplacement situate in the town of Grand'Mère, measuring sixty five feet in front by a depth of one hundred and twenty feet English measure, bounded in front by Angus Street, in depth by The Laurentide Paper Company, on the Northwest side by a lane, and on the Southeast side by Wilfrid Gringras, and known and designated as being lots numbers one hundred and thirteen and one hundred and fourteen of the subdivision of lot number ninety three (93-113 and 114), of the official cadastral plan and book of reference for the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore, and as forming part of lots numbers twenty and twenty one of the subdivision of lot number ninety (90-20 and 21) of the aforesaid cadastre—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land at Grand'Mère, measuring sixty eight feet in width by sixty feet in depth, more or less, being part of number sixty nine of the subdivision number ninety (90 Pt. 69) of the official cadastre for Sainte Flore, bounded in front by Jarves Street, in rear by subdivision number sixty eight of said No. 90, on one side by a lane, and on the other side by the surplus of said No. 69 of said subdivision belonging to Albert Villemure—with the house and buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Paul de Grand'Mère, in the city of Grand'Mère, on the NINETEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, March 7, 1933. 1722—11-2

[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1808. } HENRI-H PAILLE, rentier, des cité et district des Trois-Rivières, demandeur; vs HENRI JULIEN, forgeron, de la paroisse de Saint-Léon, district des Trois-Rivières, et EVELINA JULIEN, fille majeure et usant de ses droits, du même endroit. défendeurs.

Un emplacement situé au côté sud-est de la rue Haut-Boc, en la cité des Trois-Rivières, mesurant trente-cinq pieds de largeur sur environ cent pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, connu et désigné comme étant partie du lot numéro seize cent quatre-vingt-deux (1682) et partie du lot numéro seize cent soixante-dix-huit (1678) du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; borné en front par la dite rue Haut-Boc; en profondeur par le terrain de l'École Anglaise: du côté sud-ouest par l'emplacement d'Alfred Gauthier et le résidu du

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 1808. } HENRI H. PAILLE, annuitant, of the city and district of Trois Rivières, plaintiff; vs HENRI JULIEN, blacksmith, of the parish of Saint Léon, district of Trois Rivières, and EVELINA JULIEN, spinster of age and in use of her rights, of the same place, defendants.

An emplacment situate on the Southeast side of "Haut-Boc" Street, in the city of Trois Rivières, measuring thirty five feet in width by about one hundred feet in depth, the whole English measure, known and designated as being part of lot number sixteen hundred and eighty two (1682) and part of lot number sixteen hundred and seventy eight (1678) on the official cadastre for the said city of Trois Rivières—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front by said Haut-Boc Street; on the depth by the land of the English School; on the Southwest side by the emplace-

dit lot numéro 1678 et du côté nord-est par le numéro seize cent quatre-vingt-trois et partie du lot numéro seize cent soixante-seize.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGTIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 11 mars, 1933.
[Première publication, 18 mars, 1933]
1771—11-2-o

ment of Alfred Gauthier and the residue of said lot number 1678, and on the Northeast side by number sixteen hundred and eighty three and part of lot number sixteen hundred and seventy six.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivières, on the TWENTIETH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, March 11, 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1772—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1875.

EMILE GAGNON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Justin, district des Trois-Rivières, demandeur; vs JOSEPH-CHARLES GAGNON, du même lieu, défendeur.

1. Le lot numéro cent soixante (160) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin.

2. Un lopin de terre à bois situé en la paroisse de Saint-Justin, dans la concession nord-est de l'Ormière, contenant un demi-arpent de front sur environ quinze arpents de profondeur, faisant partie du lot numéro cent-trente-neuf (139) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin, tenant en front au terrain de Honoré Clément, en profondeur aux terres de la concession de Trompe-Souris, d'un côté au terrain de Joseph Paquin, et de l'autre côté au surplus du dit lot No 139 appartenant à Rémi—Gagnon avec le droit de se servir en commun avec Rémi Gagnon d'une cabane à sucre construite sur le dit résidu du dit lot appartenant à ce dernier.

3. Un lopin de terre à bois situé en la paroisse de Saint-Justin, dans le quatrième rang de la Seigneurie de Lanaudière, faisant partie du lot numéro cinq cent trente-sept (537) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin, contenant un arpent de largeur sur dix arpents de profondeur—sans bâtisse, et étant la partie nord-est du dit lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Justin, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 21 février 1933.
[Première publication, le 25 février 1933]
1303—8-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 1875.

EMILE GAGNON, farmer, of the parish of Saint Justin, district of Trois Rivieres, plaintiff; vs JOSEPH CHARLES GAGNON, of the same place, defendant.

1. Lot number one hundred and sixty (160) of the official cadastre of the county of Maskinonge for the parish of Saint Justin.

2. A parcel of wooded land situate in the parish of Saint Justin in the concession Northeast of l'Ormiere, measuring one half arpent in front by about fifteen arpents in depth, forming part of lot number one hundred and thirty nine (139) of the official cadastre of the county of Maskinonge, for the parish of Saint Justin, bounded in front by the land of Honore Clement, in depth by the lands of the concession of Trompe Souris, on one side by the land of Joseph Paquin, and on the other side by the surplus of said lot No. 139, belonging to Remi Gagnon—with the right of use in common with Remi Gagnon of a sugary erected on the said residue of the said lot belonging to the latter.

3. A parcel of wooded land situate in the parish of Saint Justin, in the fourth range of the Seigniory de Lanaudiere, forming part of lot number five hundred and thirty seven (537) of the official cadastre of the county of Maskinonge, for the parish of Saint Justin, measuring one arpent in width by ten arpents in depth—without buildings, and being the Northeast part of the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Justin, on the TWENTY NINTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, February 21st., 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1304—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1497.

PHILIPPE DESCHESNES, bourgeois-rentier, de la ville de Berthier, dans le district de Joliette, demandeur; vs EDGAR BOURNIVAL, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Alexandre, en la cité des Trois-Rivières, et décrit comme suit: comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No huit cent vingt-cinq A (825*a*) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, qui mesure quarante-trois pieds et six pouces de largeur sur la rue Alexandre, quarante-

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 1497.

PHILIPPE DESCHESNES, gentleman-annuitant, of Berthier, in the district of Nicolet, plaintiff; vs EDGAR BOURNIVAL, of the city and district of Trois Rivières, defendant.

An emplacement situate on the Northeast side of Alexandre Street, in the city of Trois Rivières, and described as follows: comprising that lot of land known and designated under number eight hundred and twenty five-A (825*a*) on the official cadastre for the city of Trois Rivières, measuring forty three feet and six inches in width on Alexan-

trois pieds et sept pouces dans la ligne qui le divise des lots Nos 834 et 836, soixante-dix pieds et neuf pouces dans la ligne du lot No 824 appartenant à Dame L.-H. Godin ou représentants et soixante-douze pieds et six pouces dans la ligne du lot No 825-B, le tout à mesure française et à distraire cette partie vendue à la corporation de la cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement de la rue Alexandre, mesurant cinq pieds et onze pouces dans sa ligne du côté sud-est, cinq pieds et trois pouces dans sa ligne côté nord-ouest par une largeur de quarante-six pieds et quatre pouces, mesurée sur la rue Alexandre, à mesure anglaise, comprenant aussi un morceau de terre situé en la cité des Trois-Rivières, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro huit cent trente-quatre (834) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, à la profondeur et sur le côté nord-ouest d'icelui, mesurant quarante-huit pieds de largeur dans sa ligne nord-ouest et le divisant du lot No 836 du dit cadastre et allant en rétrécissant sur une longueur de cinquante-neuf pieds, de manière à n'avoir que quarante-deux pieds de largeur dans sa ligne sud-est, et le divisant de la partie du dit lot No 834, appartenant à Pétrus Désilets ou représentants, le tout à mesure anglaise, joignant du côté sud-ouest au lot No 825 du dit cadastre et au côté nord-est à la partie du dit lot No 834 appartenant à Madame J.-I. Méthot ou représentants, à distraire de cette propriété une partie vendue à Dame Hector-L. Godin ou représentants, située en arrière de son emplacement en prolongeant la ligne nord-ouest directement jusqu'à la proportion du No 834 appartenant à Dame J.-I. Méthot ou représentants, ce qui forme une étendue de terrain au sud-est de la dite ligne du lot No 825 sur la profondeur qu'il y a à aller au terrain de la dite Dame J.-I. Méthot ou représentants, ce qui forme une longueur moyenne de quarante-trois pieds—avec la maison dessus érigée et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le TRENTIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 21 février, 1933.
[Première publication, 25 février, 1933]
1301—8-2-o

dre Street, forty three feet and seven inches in the line dividing the same from lots Nos. 834 and 836, seventy feet and nine inches in the line of lot No. 824 belonging to Dame L. H. Godin or representatives, and seventy two feet and six inches in the line of lot No. 825-B, the whole French measure, and to be deducted that part sold to the corporation of the city of Trois Rivières for the widening of Alexandre Street, measuring five feet and eleven inches in its line on the Southeast side, five feet and three inches in its line on the Northwest side, by a width of forty six feet and four inches measured on Alexandre Street, English measure, comprising also a parcel of land situate in the city of Trois Rivières, and forming part of that lot of land known and designated under number eight hundred and thirty four (834) on the official cadastre for the city of Trois Rivières, on the depth and on the Northwest side thereof, measuring forty eight feet in width in its Northwest line and dividing same from lot No. 836 of said cadastre, and thence narrowing for a length of fifty nine feet, so as to measure forty two feet only, in width, in its Southeast line and dividing same from that part of said lot No. 834 belonging to Pétrus Désilets or representatives, the whole English measure, adjoining on the Southwest side lot No. 825 of said cadastre, and, on the Northeast side, that part of said lot No. 834 belonging to Madame J. I. Méthot or representatives; to be deducted from said property a part sold to Dame Hector L. Godin or representatives, situate at the rear of her emplacement, by the direct prolongation of the Northwest line as far as the part of No. 834 belonging to Dame J. I. Méthot or representatives, forming a tract of land on the Southeast of the said line of lot No. 825, by the depth there may be as far as the land of said Dame J. I. Méthot or representatives, of an average length of forty three feet—with the house thereon erected and dependencies, as the whole presently subsists.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House in the city of Trois Rivières, on the THIRTIETH day of MARCH, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, February 21, 1933.
[First publication, February 25th., 1933]
1302—8-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Baillargeon vs Poirier..... 1319
" Delisle vs Laprise..... 1319
" Gagnon vs Jean..... 1320
" Laliberté vs Tremblay..... 1319
" Lepage vs Quenneville..... 1319
" Paquin vs Chicoine..... 1319
" Rahal vs Nassif..... 1319

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1281

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company..... 1318

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Baillargeon vs Poirier..... 1319
" Delisle vs Laprise..... 1319
" Gagnon vs Jean..... 1320
" Laliberté vs Tremblay..... 1319
" Lepage vs Quenneville..... 1319
" Paquin vs Chicoine..... 1319
" Rahal vs Nassif..... 1319

ADVERTISERS:—Notice to..... 1281

MEETING:—

Montreal Tramways Company..... 1318

AVIS DIVERS:—

Barclays Trust Co. of Canada 1320
Bills sanctionnés 1323
Consolidated Investment Corp. of Canada 1320
Gillies Lake-Porcupine Gold Mines, Ltd. 1339
John Millen Trois-Rivières, Ltée 1321
Lefebvre Auto Parts, Limited 1320
Victoria Bakery, Limited 1338

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Chicoutimi, cité de 1327
Commissaires d'écoles de Sainte-Madeleine 1328
Fyon, John H., *et al* 1327
L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire 1328
The Montreal Stock Exchange *et al* 1327

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Aldfield 1322
Municipalité scolaire de Dixville 1321
Municipalité scolaire de Saint-Sauveur ... 1321
Municipalité scolaire de Weedon-Canton. 1322

LETTRES PATENTES:—

Antoine Despatis, Limitée 1282
B. Fiedler, Incorporated 1284
Boiler Inspectors' Ass. of the Province of Quebec, Inc 1286
Chez Maurice, Inc 1287
Claude Ligot, Limitée 1290
C. M. and T., Incorporated 1292
Flynn-Senecal, Limitée 1294
J. Becker, Inc 1295
John Millen Trois-Rivières, Ltée 1340
Knowlton Grove, Inc 1296
La Corporation de la Maison du Saint-Esprit 1299
L'Assistance Funéraire de Sainte-Anne-de-Beaupré, Inc 1339
Les Amusements, Ltée—The Amusements Co., Ltd 1298
Louis Vineberg, Limited 1300
Maison Janine, Limited 1301
Marché Métropole, Ltée — Metropol Market, Ltd 1303
Messageries Maritimes-Nord, Ltée 1304
Montreal Baseball Club, Inc 1304
National Stores, Limited 1308
R. Hotte Oil Co., Ltd 1308
The Parisian Laundry Co., Ltd.—La Buanderie Parisienne, Cie Ltée 1312
W. H. White, Limited 1315

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

The M. E. Binz Silk Co. of Danville, Ltd. 1317

LIQUIDATION, AVIS DE:—

La Cie J.-A. & M. Côté 1338

MINISTERE DE L'AGRICULTURE:—

Couvoir Coopératif de Saint-Janvier 1326
Société Coopérative Avicole des Bois Francs 1326

NOMINATIONS:—

Diverses 1321

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Barclays Trust Co. of Canada 1320
Bills sanctioned 1323
Consolidated Investment Corp. of Canada 1320
Gillies Lake-Porcupine Gold Mines, Ltd. 1339
John Millen Trois-Rivières, Ltée 1321
Lefebvre Auto Parts, Limited 1320
Victoria Bakery, Limited 1338

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Chicoutimi, city of 1327
School Commissioners of Sainte-Madeleine 1328
Fyon, John H., *et al* 1327
L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire 1328
The Montreal Stock Exchange *et al* 1327

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Aldfield 1322
School municipality of Dixville 1321
School municipality of Saint Sauveur 1321
School municipality of Weedon Township 1322

LETTERS PATENT:—

Antoine Despatis, Limitée 1282
B. Fiedler, Incorporated 1284
Boiler Inspectors' Ass. of the Province of Quebec, Inc 1286
Chez Maurice, Inc 1287
Claude Ligot, Limitée 1290
C. M. and T., Incorporated 1292
Flynn-Senecal, Limitée 1294
J. Becker, Inc 1295
John Millen Trois-Rivières, Ltée 1340
Knowlton Grove, Inc 1296
La Corporation de la Maison du Saint-Esprit 1299
L'Assistance Funéraire de Sainte-Anne-de-Beaupré, Inc 1339
Les Amusements, Ltée—The Amusements Co., Ltd 1298
Louis Vineberg, Limited 1300
Maison Janine, Limited 1301
Marché Métropole, Ltée — Metropol Market, Ltd 1303
Messageries Maritimes-Nord, Ltée 1304
Montreal Baseball Club, Inc 1304
National Stores, Limited 1308
R. Hotte Oil Co., Ltd 1308
The Parisian Laundry Co., Ltd.—La Buanderie Parisienne, Cie Ltée 1312
W. H. White, Limited 1315

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

The M. E. Binz Silk Co. of Danville, Ltd. 1317

WINDING UP NOTICE:—

La Cie J.-A. & M. Côté 1338

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Couvoir Coopératif de Saint-Janvier 1326
Société Coopérative Avicole des Bois Francs 1326

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 1321

ORDRE DE COUR:—

Dubreuil vs Normandin..... 1318

SOUMISSIONS:—

Langelier, municipalité du canton..... 1322

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express..... 1329
Canadian Pacific Express Co..... 1329
Cie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique..... 1330

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Caisse, Médard..... 1333
Klap, Abraham Moses..... 1337
Lebrun, Alcide..... 1332
Leduc, Arthur..... 1337
Leduc, L., *et al*..... 1336
Leriche, Jean-Baptiste..... 1333
Ménard, Joseph..... 1334
O. Goulet & Fils, Inc..... 1332
Plourde, David..... 1335
Simard, Eugène..... 1330

VENTE PAR LICITATION:—

Lafontaine vs Lavoie *et al*..... 1328

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Belleau vs Noel..... 1343

BEAUHARNOIS:—

Lamarre vs Tessier..... 1344
McMullin vs Flynn..... 1344

BEDFORD:—

Ménard vs Goyette..... 1345
St-Jean *et al* vs Ménard..... 1344

CHICOUTIMI:—

Dominion Fish & Fruit, Ltd. vs Gagnon 1346
Levesque vs Emond..... 1345

HULL:—

Jodoin vs St-Pierre..... 1346
The Northern Life Ass. Co. of Canada vs Bélanger..... 1346

IBERVILLE:—

Gervais *et al* vs Gibeault *et al*..... 1347

JOLIETTE:—

Baril vs Héroux..... 1348
Boileau vs Laporte..... 1348

KAMOURASKA:—

South Shore Forest Products Co., Ltd. vs Rioux *et vir*..... 1349
St-Pierre vs paroisse de Notre-Dame-du-Lac..... 1349

RULE OF COURT:—

Dubreuil vs Normandin..... 1318

TENDERS:—

Langelier, municipality of the township. 1322

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express..... 1329
Canadian Pacific Express Co..... 1329
Canadian Pacific Railway Company..... 1330

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Caisse, Médard..... 1333
Klap, Abraham Moses..... 1337
Lebrun, Alcide..... 1332
Leduc, Arthur..... 1337
Leduc, L., *et al*..... 1336
Leriche, Jean-Baptiste..... 1333
Ménard, Joseph..... 1334
O. Goulet & Fils, Inc..... 1332
Plourde, David..... 1335
Simard, Eugène..... 1330

SALE BY LICITATION:—

Lafontaine vs Lavoie *et al*..... 1328

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Belleau vs Noel..... 1343

BEAUHARNOIS:—

Lamarre vs Tessier..... 1344
McMullin vs Flynn..... 1344

BEDFORD:—

Ménard vs Goyette..... 1345
St-Jean *et al* vs Ménard..... 1344

CHICOUTIMI:—

Dominion Fish & Fruit, Ltd. vs Gagnon 1346
Levesque vs Emond..... 1345

HULL:—

Jodoin vs St-Pierre..... 1346
The Northern Life Ass. Co. of Canada vs Bélanger..... 1346

IBERVILLE:—

Gervais *et al* vs Gibeault *et al*..... 1347

JOLIETTE:—

Baril vs Héroux..... 1348
Boileau vs Laporte..... 1348

KAMOURASKA:—

South Shore Forest Products Co., Ltd. vs Rioux *et vir*..... 1349
St-Pierre vs parish of Notre Dame du Lac..... 1349

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Organ 1357
Axelrad vs Smith *et al* 1350
Besner vs Ranger 1353
Boudrias vs Godbout *et al* 1361
Canada Permanent Mortgage Corp. vs Balinsky 1358
Cité de Westmount vs Gage Investments, Inc 1356
Cohen *et vir* vs Rodin 1358
Commercial Loan Co., Ltd. vs Montbriand 1350
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Désy 1360
Décarie *et vir* vs Beaudoin *et al* 1353
Dubois vs Adelstein 1357
Dubois vs Gariépy *et al* 1331
Dumont *et al* vs D & M Realties, Inc... 1362
Gauthier vs Alarie 1362
Gauthier vs Alarie 1362
Gilbert vs Downing 1354
Gurd vs Kimpton 1351
Gurd vs Kimpton 1352
Gurd vs Kimpton 1363
Halpin's, Inc. vs Heagerty *et al* 1355
Kalfas vs Kalfas 1355
Laberge vs Paquette 1359
La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada *et al* vs Keating 1359
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Bourgouin *et vir* 1351
Le secrétaire et le syndic de l'Association du fonds de retraite et de prévoyance de la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada vs Capes 1352
The Canada Life Ass. Co. vs Héritiers C. A. Winters 1356
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Bourdeau 1351
The Royal Guardians vs J. C. Giroux, Ltée, *et al* 1360
Ville La Salle vs Roy 1357

QUÉBEC:—

Carignan vs Auger 1364
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Leclerc 1364
La Société de Prêts et Placements de Québec vs J.-E. Desbiens, Ltée *et al* .. 1364

RICHELIEU:—

Lemire vs Pépin 1365
Lemoine vs Caron 1366

RIMOUSKI:—

Aubut vs Gagné 1367
Corbin vs Lévesque 1367
Leclerc vs Duchesne 1367
Marquis vs Simard 1367

ROBERVAL:—

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Larouche 1368

SAINT-FRANÇOIS:—

Colt vs Dustin 1368
Duclos vs Morrison 1368

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Organ 1357
Axelrad vs Smith *et al* 1350
Besner vs Ranger 1353
Boudrias vs Godbout *et al* 1361
Canada Permanent Mortgage Corp. vs Balinsky 1358
City of Westmount vs Gage Investments, Inc 1356
Cohen *et vir* vs Rodin 1358
Commercial Loan Co., Ltd. vs Montbriand 1350
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Désy 1360
Décarie *et vir* vs Beaudoin *et al* 1353
Dubois vs Adelstein 1357
Dubois vs Gariépy *et al* 1361
Dumont *et al* vs D & M Realties, Inc... 1362
Gauthier vs Alarie 1362
Gauthier vs Alarie 1362
Gilbert vs Downing 1354
Gurd vs Kimpton 1351
Gurd vs Kimpton 1352
Gurd vs Kimpton 1363
Halpin's, Inc. vs Heagerty *et al* 1355
Kalfas vs Kalfas 1355
Laberge vs Paquette 1359
La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada *et al* vs Keating 1359
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Bourgouin *et vir* 1351
The Secretary & Trustee of the Grand Trunk Railway of Canada Superannuation & Provident Fund Association vs Capes 1352
The Canada Life Ass. Co. vs Heirs C. A. Winters 1356
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Bourdeau 1351
The Royal Guardians vs J. C. Giroux, Ltée, *et al* 1360
Town La Salle vs Roy 1357

QUEBEC:—

Carignan vs Auger 1364
The Canadian Farm Loan Board vs Leclerc 1364
La Société de Prêts et Placements de Québec vs J.-E. Desbiens, Ltée *et al* .. 1364

RICHELIEU:—

Lemire vs Pépin 1365
Lemoine vs Caron 1366

RIMOUSKI:—

Aubut vs Gagné 1367
Corbin vs Lévesque 1367
Leclerc vs Duchesne 1367
Marquis vs Simard 1367

ROBERVAL:—

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Larouche 1368

SAINT FRANCIS:—

Colt vs Dustin 1368
Duclos vs Morrison 1368

SAINT-HYACINTHE:—

Benoit vs Lapierre..... 1369
Dufresne *et al* vs Larocque..... 1370
Labonté vs Héroux..... 1370

TERREBONNE:—

Brien vs Beauchamp *et al*..... 1371
Dubois vs Allwright..... 1371

TROIS-RIVIÈRES:—

Bélanger vs Leblanc..... 1372
Deschesnes vs Bournival..... 1373
Gagnon vs Gagnon..... 1373
Paille vs Julien *et al*..... 1372

SAINT HYACINTHE:—

Benoit vs Lapierre..... 1369
Dufresne *et al* vs Larocque..... 1370
Labonté vs Héroux..... 1370

TERREBONNE:—

Brien vs Beauchamp *et al*..... 1371
Dubois vs Allwright..... 1371

TROIS-RIVIERES:—

Bélanger vs Leblanc..... 1372
Deschesnes vs Bournival..... 1373
Gagnon vs Gagnon..... 1373
Paille vs Julien *et al*..... 1372

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC.—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.